

## Une décision de M. Chirac prise « pour des raisons humanitaires »

### Volte-face

M. Chirac, qui déclarait il y a trois jours encore qu'il ne « saurait être question de remettre en cause la décision » d'expulser au Gabon, le 8 décembre dernier, quinze opposants supposés au régime iranien, a finalement cédé pour l'essentiel. Il faut s'en réjouir : la solution mise au point au cours de négociations entre M. Pasqua et M. Radjavi, le chef des Moudjahidines du peuple, a permis le retour en France de sept des expulsés et l'installation provisoire des huit autres à Madrid. Moyennant quoi mort d'homme a été évitée, puisque les expulsés ont accepté de mettre un terme à une grève de la faim qu'ils observaient depuis trente-sept jours.

L'issue trouvée à l'épreuve de force déclenchée par les expulsions, même si elle n'est pas glorieuse, permet au gouvernement de se tirer pour l'instant d'un mauvais pas : le tribunal administratif de Paris avait autorisé au début de la semaine le retour en France de trois des expulsés et celui de Versailles était sans doute en train de faire autant pour quelques autres, tant le pluriel des dossiers fournis par le ministère de l'Intérieur pour justifier son zèle sont peu convaincants.

Le moins qu'on puisse dire, en effet, c'est que la police française n'a pas été très regardante dans sa sélection des expulsés, comme si l'important dans l'affaire avait été surtout de faire plaisir à Téhéran, d'honorer un contrat. N'a-t-on pas couru le ridicule d'envoyer à Libreville deux opposants à l'ère de passage en France et disposant déjà du droit d'asile dans d'autres pays ? N'a-t-on pas confondu dans un cas la fille avec le père et, dans d'autres, de simples sympathisants d'un mouvement avec des militants actifs ?

Ces méthodes de Gribouille ont déjà coûté relativement cher au gouvernement, non seulement sur la scène internationale, où ce fut vite un beau tollé, mais aussi en termes de politique intérieure. Toujours prompt à utiliser les fautes de l'adversaire, M. Mitterrand n'a pas manqué une occasion de faire connaître sa légitime « préoccupation » devant de telles pratiques ; sa femme s'est même rendue au chevet de certains parents des expulsés qui s'étaient eux aussi mis à faire la grève de la faim.

Mais il y a peut-être plus grave : à trop s'avancer pour mieux reculer, on finit par hypothéquer sa crédibilité. Cela peut être très grave quand on s'est lancé dans la périlleuse aventure de la normalisation des relations avec l'Iran dans l'espoir d'obtenir d'ici à l'élection présidentielle la libération des trois otages français encore détenus au Liban. Après avoir paru céder aux exigences de Téhéran en expulsant abusivement, M. Chirac donne aujourd'hui l'impression de reculer devant la résolution de M. Radjavi. Quelle va être maintenant la réaction des ayatollahs ? D'autant plus que les grands vainqueurs de toute l'affaire sont les pires ennemis du régime de l'imam Khomeiny, les Moudjahidines du peuple, pourtant peu suspects d'humanisme, qui ont réussi à se faire passer pour d'innocentes victimes.

M 0147-01150-4,50 F  
5790147004500 01150

## Sept des quinze Iraniens expulsés sont autorisés à revenir en France

Le ministère de l'Intérieur a annoncé, mercredi 13 janvier, peu après 22 h 30, le retour en France de sept des quinze Iraniens expulsés le 8 décembre dernier vers le Gabon.

La mesure a été prise « pour des raisons humanitaires », précise le communiqué du ministère de l'Intérieur qui ajoute que « cinq autres Iraniens et trois Turcs, également expulsés au Gabon, seront accueillis en Espagne ». Enfin, conclut le communiqué, « il est mis fin à la grève de la faim observée dans plusieurs pays par les sympathisants de la résistance iranienne ».

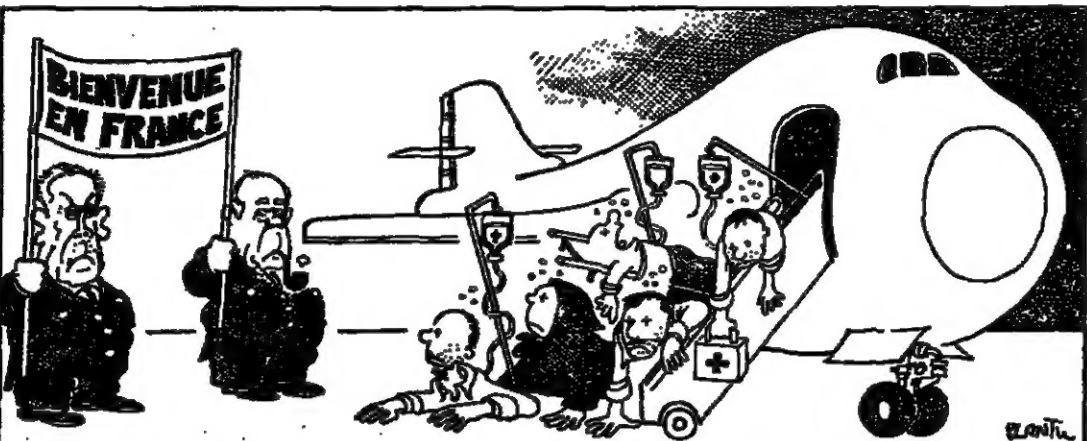
Les réfugiés iraniens non autorisés à rentrer en France sont considérés comme

de véritables militants des Moudjahidines du peuple, mouvement dont le chef, M. Massoud Radjavi, actuellement en Irak, a négocié avec M. Pasqua l'accord intervenu. Le cas des trois Turcs, dont deux sont des opposants kurdes, est plus ambigu : le ministère de l'Intérieur n'a pas donné les raisons de leur expulsion.

Quant aux sept expulsés autorisés à rentrer en France, ils sont, à part l'un d'eux, considérés comme de simples opposants à l'imam Khomeiny sans appartenance politique particulière.

Téhéran, à la fin de la matinée du 14 octobre, n'avait pas réagi à la décision française.

(Lire nos informations en page 10.)



### L'autonomie de gestion des entreprises publiques

## Réformisme à la chinoise

Deux mois après le XIII<sup>e</sup> congrès du PC chinois, Pékin donne aujourd'hui un coup d'accélérateur à des réformes économiques un temps freinées - en 1987 - par l'opposition des conservateurs. Il devrait en résulter une réduction sensible des interventions du parti dans les entreprises publiques.

PÉKIN  
de notre correspondant

Cette fois, la véritable bataille de la réforme économique chinoise est engagée. En regard des plans que les autorités viennent, enfin, de sortir des tiroirs, la guerre contre le marasme, le gaspillage, l'inertie, n'avait donné lieu jusqu'à présent qu'à des escarmouches sans gravité, si spectaculaires qu'aient été certains résultats. C'est aujourd'hui que les choses sérieuses commencent. Et l'on découvre que ce que le régime a décidé d'appeler « le socialisme aux couleurs de la Chine » ressemble de plus en plus à un ersatz de capitalisme aux couleurs du socialisme.

La dernière offensive des réformistes chinois prend la forme austère d'un projet de loi en soixante-sept articles sur la gestion des entreprises publiques. Les réformateurs l'ont présenté trois fois aux « dans à cuire » de l'orthodoxie planificatrice et, trois fois, ont dû retirer le projet. La réforme, probablement la plus courageuse entreprise par un pays socialiste dans son économie, ne passait pas la rampe des habitudes.

A présent que son contenu modifié a été rendu public - le texte a été publié, « pour discussion », par l'ensemble de la presse officielle, mardi 12 janvier, - on comprend pourquoi. Les entreprises d'Etat, qui

forment l'ossature industrielle de la Chine, seront désormais confiées à de véritables directions économiques, qui disposeront d'une autonomie de gestion véritable. Les « commissaires politiques » du Parti communiste, qui faisaient la loi, sont confinés dans « un rôle de supervision » destiné à garantir « l'application des politiques et principes du parti et de l'Etat », mais sont priés de se borner à « soutenir la direction ».

Mais il y a plus que des mots. Les directeurs d'entreprise se verront attribuer le statut de personne légale. Ils seront responsables, devant la loi, de leur gestion. Ils pourront, en particulier, refuser d'obtempérer aux instructions - fréquentes jusqu'à présent - d'instances supérieures leur demandant de produire autre chose que ce qui est prévu par leur cahier des charges.

FRANCIS DERON  
(Lire la suite page 29.)

### La succession à Taiwan

Le vice président Lee Teng-hui accède au pouvoir après la mort du président Chiang Ching-kuo

### Diminution des opérations sur le marché parisien

## La Bourse au bois dormant

Les échanges quotidiens à la Bourse de Paris ont baissé depuis le krach de plus de 40 % par rapport à l'an passé. Cette atonie du marché, si elle se prolonge, pourrait empêcher les entreprises d'augmenter leurs fonds propres. Elle risque aussi de mettre à mal les efforts engagés pour hisser la place française au niveau de ses grandes rivales internationales.

« Les mêmes spécialistes qui vous prédisaient un effondrement de Tokyo la semaine dernière vous certifient à présent avec le même aplomb que le marché japonais résistera à toutes les secousses de Wall Street. » Les boursiers sont complètement déconcertés et les propos de plusieurs d'entre eux reflètent la déroute qui règne sous les lambris depuis le krach du 19 octobre, et pis, depuis les premiers jours de 1988. « On ne peut plus raisonner car aucun des critères

rationnels d'analyse n'est adapté à la situation. »

Il n'y a guère qu'une certitude, l'activité s'est considérablement réduite à la fin de l'année 1987 et la Bourse sombre dans la léthargie. Cet assoupissement présente deux dangers. Il amplifie les mouvements de hausse et de baisse des cours dans un marché devenu moins important. Et surtout, s'il se poursuit, il risque de gêner les entreprises désireuses de renforcer leurs fonds propres.

En un an, les échanges quotidiens sur le marché à règlement mensuel ont baissé de plus de 40 %. Alors qu'ils étaient de 1,436 milliard de francs en janvier 1987, ils oscillent à présent en moyenne autour de 850 millions de francs chaque jour. Avec des exceptions rares où le volume dépasse de temps à autre le milliard de francs. Cette contraction de l'activité entraîne une plus grande volatilité des actions, l'afflux soudain d'ordres peut

entraîner d'importants mouvements sur les titres au cours d'une séance. « Si cela continue, nous ne trouverons bientôt plus d'acheteurs pour absorber les ventes qui affecteront certains actions », s'inquiète un expert.

Ni les gestionnaires ni les opérateurs n'osent donc faire de recommandations. Pour les premiers, « la sagesse est de ne rien faire ». Pour les seconds, qui sont toute la journée devant leurs écrans, le scepticisme est de mise. « Si vous prenez une position à l'achat ou à la vente sur une valeur, vous avez toutes chances de recevoir une giflette. L'évolution du cours sera l'inverse de celle prévue. »

D'où cet état général d'assoupissement qui n'empêche pas des séances très contrastées dans une Bourse ballotée entre les turbulences américaines du dollar, de Wall Street et celles du Kabuto Cho de Tokyo.

DOMINIQUE GALLOIS  
(Lire la suite page 30.)

## PATRICK GRAINVILLE

Patrick GRAINVILLE  
L'atelier du peintre

roman/Seuil 99 F

Editions du Seuil

## Le Monde

### DES LIVRES

- Octavio Paz raconte l'étonnante vie d'une religieuse créée du dix-septième siècle qui fut l'un des plus grands poètes de langue espagnole.
- Romans : Danièle Sallenave, Annie Ernaux, Marguerite Audoux, Michel Bernanes.
- Biographies : Alma Mahler, Marie Laurencin.
- La chronique de Nicole Zand : un débutant nommé Faulkner.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Remise de peine », de Patrick Modiano et « l'Invitation », de Claude Simon.

Pages 13 à 19

حکذا من الاصل



# Débats

La politique et l'argent

## Poudre aux yeux

par MAURICE DUVERGER

Sous prétexte de moraliser le financement de la politique, va-t-on réunir une session extraordinaire du Parlement pour pas grand-chose — sinon pour rien ? On peut le craindre à voir les projets de gouvernement. Le plus populaire n'est pas le plus intéressant. Nos concitoyens approuvent en général l'idée d'évaluer les patrimonies à l'entrée et à la sortie des fonctions de président de la République, ministre, parlementaire, président de conseil régional ou général, maire de grande ville. La mesure ne serait pas tout à fait inutile, mais elle resterait secondaire. La plupart des hommes politiques sont honnêtes, et les malhonnêtes sont habiles à dissimuler.

Le plafonnement des dépenses électorales serait plus important, mais se révélerait sans doute illusoire en l'absence d'un contrôle rigoureux, qui n'est pas facile, et d'une délimitation précise de l'activité électorale, qui paraît impossible. Comment empêcher les associations, les partis, les syndicats, les journaux, les chaînes de télévision et les radios d'exprimer leur opinion, alors que la Constitution impose la liberté d'expression, de manifestation, de publication ? L'exemple de la Grande-Bretagne est significatif. Soucieuse de morale apparente, elle a établi un plafonnement depuis 1883. Mais il est imposé seulement aux dépenses individuelles de chaque candidat, non à celles des partis et des syndicats. Autant dire qu'on nage dans l'hypocrisie.

### Une écrasante inégalité

Une réglementation des contributions privées est indispensable pour que les candidats ne soient pas accablés à la fraude, comme aujourd'hui. Mais la loi devrait tendre surtout à diminuer une écrasante inégalité. Pierre Mauroy n'exagère pas en disant que la droite reçoit deux fois plus que la gauche, bien que chaque représentant couvre la moitié du pays. La disproportion n'aurait-elle pas été corrigée par la déduction fiscale des sommes ainsi versées, qui favoriseraient les riches par le jeu de la progressivité de l'impôt et de l'exonération des citoyens à ressources modestes.

Tout cela reste secondaire par rapport au seul problème fondamental : le financement public des élections. Il devient aussi nécessaire que l'indemnité parlementaire. Sans elle, les députés seraient à la merci des puissances d'argent. Sans lui, celui-ci contrôlerait des campagnes électorales dont les militants et sympathisants des partis ne peuvent plus assumer les frais. Quand les moyens de propagande sont devenus aussi coûteux qu'aujourd'hui, leur égalité d'accès pour toutes les familles politiques exige qu'ils soient pris en charge par l'Etat. La plupart des nations pluralistes l'ont compris.

Le gouvernement feint de s'aligner sur elles en prévoyant un financement des partis dont le montant serait déterminé chaque année par le bureau des Assemblées et inscrit dans leurs budgets. Cela rappelle le projet déposé en 1979 par Raymond Barre, qui a été promptement enterré par l'hostilité des parlementaires. Comment agiraient-ils différemment en constatant qu'un tel financement public est aussi impopulaire en 1988 qu'il l'était autrefois ? L'indemnité parlementaire ? La stratégie gouvernementale présente ainsi une subtilité version de la vieille formule : « Silence aux pauvres ! ». Comment ces derniers — qui ont le plus besoin des fonds publics — ne

seraient-ils pas submergés par le poids des dépenses électorales ?

L'indemnité parlementaire est entrée dans les mœurs le jour où elle a été fixée forfaitairement une fois pour toutes, par référence au traitement d'une catégorie de fonctionnaires. Dans les autres démocraties, le financement public des partis a été accepté non seulement parce que ses raisons ont été clairement expliquées, mais surtout parce qu'il a été organisé d'une façon objective et mécanique par référence aux suffrages obtenus (le nombre des sièges ne leur est substitué que dans quelques pays à représentation proportionnelle). Aux Etats-Unis, le financement public de l'élection présidentielle est assuré par une somme égale attribuée aux candidats des deux grands partis. En 1984, l'un et l'autre pouvaient ainsi recevoir plus de 40 millions de dollars (1). Cette somme représente un plafond de dépenses, tout financement privé étant interdit à qui accepte le financement public. Le système pourrait être transposé en France pour le second tour de l'élection présidentielle.

### Le modèle allemand

Dans les démocraties modernes, le financement public de la vie politique se fait de deux façons : soit par des fonds alloués pour chaque élection nationale, soit par des allocations annuelles attribuées à chaque parti, le nombre de sièges obtenus fixant la répartition dans l'un ou l'autre cas. La République fédérale d'Allemagne se borne au premier système, la Cour de Karlsruhe ayant déclaré l'autre inconstitutionnel. L'Italie utilise simultanément les deux, ce qui a été recommandé aussi en Grande-Bretagne par le rapport Houghton de 1976, que le gouvernement de Mrs. Thatcher a enterré. Les mécanismes respectifs sont moins différents qu'ils le paraissent, les partis qui disposent seulement d'allocations

annuelles en épargnant une fraction pour leurs dépenses électorales.

De l'avis général, le modèle allemand est le meilleur. Il fonctionne depuis plus de vingt ans de façon satisfaisante. Chaque parti est remboursé de ses dépenses électorales à raison de 5 deutschemarks (soit à peu près 17 francs) par suffrage exprimé, cette subvention s'ajoutant aux ressources privées qui sont contrôlées en même temps que la comptabilité des frais de campagne. Des acomptes remboursables sont versés avant le scrutin, dans la proportion de 65 % des sommes calculées sur le scrutin précédent. En France, le système pourrait être appliqué tel quel au premier tour des présidentielles, le système américain l'étant au second. Pour les législatives, on pourrait imaginer qu'une partie de la subvention soit assise sur les voix obtenues au premier tour, l'autre partie l'étant sur celles recueillies au second et la proportion des deux variant suivant le nombre des bulletins de chaque formation politique.

Le financement public n'a pas supprimé tous les scandales financiers en RFA. Mais il en a diminué le nombre. Surtout, il a justifié qu'ils soient désormais sévèrement réprimés, ce qui n'est pas possible chez nous : on ne peut pas poursuivre sérieusement des coupables quand on ne peut être sûr qu'ils restent innocents. Les Français ne sont ni plus bêtes ni moins démocrates que les Allemands, qui approuvent les subventions de l'Etat pour couvrir en partie les dépenses électorales. Si on leur explique clairement, au lieu de se complaire dans le vague et le mal-moté, nos compatriotes peuvent comprendre qu'il n'y a pas d'autres moyens sérieux de moraliser la vie politique. Le reste est poudre aux yeux des électeurs, qui s'en apercevront vite.

(1) Les candidats des petits partis peuvent aussi recevoir des allocations, à condition de réunir plus de 5 % des suffrages. Les hommes politiques affrontent les primaires qui désignent le candidat d'un parti se voient accorder par l'Etat des sommes équivalentes aux dons privés qu'ils reçoivent.

## Qui sort grandi du déballage ?

par NICOLAS SARKOZY (\*)

UNE session extraordinaire du Parlement va être consacrée au déballage des patrimonies des classes politiques.

Saine préoccupation, largement souhaitée par une population escarpée par la multiplication des affaires politico-financières depuis le Carrefour du développement jusqu'aux livraisons d'armes à l'Iran par la société Lucchini.

Mais, si une moralisation de la vie politique est indispensable, doit-on pour autant jeter l'homme politique et ses éventuelles faiblesses en pâture à l'opinion publique ? Doit-on, comme dans les médias anglo-saxons, ôter la vie privée au chercheur des erreurs de jeunesse pour déconsidérer les candidats ou les élus ? Qui sort grandi de ce déballage ? Certes pas la démocratie.

Et si, enfin, on avait une conception plus juste de l'action politique ? La res publique, le chef public, n'est pas seulement une notion théorique, elle ne peut exister et durer que par l'engagement actif de citoyens qui défendent des idées. En cela, l'homme politique incarne un pan de l'opinion, une fraction de l'unité nationale.

En cela, le déballage ou la condamnation globale du monde politique est un vrai danger pour la démocratie. Que l'on y prenne garde ! Décourager toute adhésion à des idées ou à un parti, c'est réduire le citoyen à la simple défense de ses intérêts particuliers, c'est contester l'idée même de nation fondée sur des valeurs supérieures transcendant l'individu.

L'histoire doit également nous apprendre la modération dans nos jugements. Déjà, au début des années 30, les scandales ont légitimé des excès contre la République. Dès lors apparurent et se développèrent les ligues à caractère fascisant, l'Assemblée nationale fut la cible des émeutes du 6 février 1934, le défilé de 1940 balaya, sans réaction populaire, ce qui demeurait de démocratie. On sait ce qu'il en advint alors de la France et des Français.

Nos voisins n'ont guère eu plus de chance : l'arrivée au pouvoir d'un Mussolini ou d'un Hitler doit beaucoup au discrédit des classes politiques italiennes ou allemandes.

Il n'est nul besoin d'être visionnaire pour affirmer que le tantum totalitaire apparaît chaque fois que disparaît la confiance dans la classe politique.

Or la mission et l'intégrité de celle-ci sont de plus en plus difficiles à préserver. Au dix-neuvième siècle, elle partageait avec l'Eglise la direction des consciences et des opinions. La déchristianisation progressive lui a souvent laissé, dans l'entre-deux-guerres, le monopole des esprits et des convictions, que lui disputait parfois l'école. Depuis vingt ans, sa suprématie est remise en cause par un concurrent redoutable : les médias, qui, souvent, espionnent les croyances et apparaissent comme une nouvelle source de vérité.

L'homme politique va, alors, s'adapter ; il doit, en priorité, plaire pour convaincre. Le look remplace souvent le fond, le bon mot ou la petite phrase assassine sont mieux cotés à l'argent que la connaissance des doctrines.

Il doit aussi faire face à une double exigence : occuper les médias s'il veut exister ; travailler davantage pour maîtriser des problèmes locaux ou nationaux de plus en plus complexes.

L'opinion ne retient trop souvent que la partie émergée de l'iceberg du travail politique. Un élu consacre l'essentiel de ses journées à l'étude de dossiers techniques, au règlement de difficultés de gestion. Mais, pour assurer son image médiatique, l'homme politique doit utiliser des moyens publicitaires de plus en plus coûteux, organiser des meetings, réaliser des clips, en attendant les prochaines publications télévisées.

Ainsi, le rapport du politique et de l'argent a étrangement évolué.

(\*) Maire (RPR) de Neuilly, vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine.

Il est loin le temps où Clemenceau réunissait ses discours sous les porches d'école et assurait sa carrière nationale par des distribues passionnées à l'Assemblée nationale ! Et pourtant déjà l'opinion se passionnait pour le scandale de Panama, qui devait éblouir plus de cent parlementaires, dont lui-même.

Il est donc plus que jamais nécessaire de mettre au point un financement des partis, transparent et accepté par tous. De larges zones de consensus ont été dégagées par le premier ministre : publication du patrimoine des hommes politiques, limitation des dépenses de campagne électorale, défection des dons privés.

Mais il faut aussi et peut-être surtout, pour sauvegarder la démocratie, transformer les mentalités. Que davantage de citoyens s'intéressent et s'occupent de la vie politique, s'engagent et combattent pour leurs idées, voilà le meilleur garde-fou contre d'éventuels excès des responsables politiques. Chacun doit comprendre que ceux-ci, comme toutes les catégories de citoyens, n'ont pas à être globalement agréés ou livrés à la vindicte publique. « Tout ce qui est excessif est insignifiant », disait Talleyrand. En le méditant aussi, il parle d'or !

A la veille d'élections capitales pour notre pays, souhaitons un grand débat autour des propositions et projets de chacun, évitant les attaques personnelles. La démocratie et la France gagnent, au-delà des résultats électoraux, à cette hauteur de vue. Souvenons-nous surtout que la démocratie n'est ni un acquis définitif ni un droit, elle est le produit de la volonté de ceux qui savent se battre pour l'imposer et la défendre.

A peine une vingtaine de pays parmi les cent cinquante-cinq que compte la planète peuvent se permettre de juger, de critiquer, d'élire ou de démettre leurs partis politiques. A trop regarder par le petit bout de la lorgnette, n'oublions pas l'essentiel !

## Au courrier du Monde

### « NORMAL » (suite)

#### Les juifs et la présidentielle

Dans le numéro du Monde du 7 janvier, M. Jean Dalgé demande, dans une lettre encadrée, s'il est « vraiment normal » que la communauté juive française interroge les candidats à la présidence « sur leur attitude à l'égard d'Israël ».

MM. Mitterrand, Chirac et Barre se sont successivement rendus en Israël pour s'informer de la situation dans ce pays. Sans doute y sont-ils allés parce qu'ils ont trouvé « normal » de se déterminer par rapport à Israël. Leurs déclarations publiques en témoignent.

Par ailleurs, les électeurs américains, britanniques, néerlandais, etc. — juifs et autres — ne cessent d'interroger leurs gouvernements sur le même problème. Il s'agit là, nous semble-t-il, d'un processus normal dans toute démocratie.

LEON POLIAKOV, historien, et MICHEL GORDEY, journaliste.

### ACTION

#### Charles Hernu et le « Rainbow Warrior »

Le 3 janvier, à l'émission « Sept sur sept », Charles Hernu a précisé à Anne Sinclair : « Le Rainbow Warrior, ce n'est pas une affaire ». Puis il a répété par trois fois, avec une certaine fierté : « C'est une action militaire ».

Or, à ma connaissance, la France n'était pas en guerre, ni contre Greenpeace ni contre la Nouvelle-Zélande. L'ignoralisme qu'une quelconque raison d'Etat pouvait justifier une action militaire, en temps de paix, de la part d'une nation démocratique.

JEAN SEILER, (Montpellier.)

### MAI 68

#### Souvenirs, souvenirs

Mai 68 aura bientôt vingt ans. Vous êtes nombreux à avoir photographié ce qui s'est passé dans les rues, les facultés, les usines, les théâtres et tous les lieux de rencontre tant à Paris qu'en province.

Voulez-vous confier provisoirement ces documents au Centre national de la photographie ? Ils serviront à la réalisation d'émissions de télévision, baptisées « Souvenirs, souvenirs » et si la récolte est bonne, à la édition d'un livre où les obscures, les sans-grade, les témoins anonymes retrouveront leur mois de mai. Le succès d'une telle entreprise dépend de vous.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, accompagner vos documents d'un petit commentaire explicatif. N'oubliez pas en tout état de cause d'inscrire vos nom et adresse au dos des photos. Elles vous seront retournées dans quelques semaines.

★ Emission « Souvenirs, souvenirs », Centre national de la photographie, Boîte postale n° 467-07, 75327 Paris Cedex 07.

### AGE

#### Mourir chez soi

J'ai soixante-trois ans et ma femme soixante-deux. Nous voudrions bien mourir chez nous. Un chez-soi qui nous a beaucoup coûté. Mais le gène ne nous a pas fait. Il arrive un moment où la vieillesse et ses infirmités posent des problèmes qu'on ne peut plus résoudre seul. Nous n'avons ni famille, ni amis assez proches pour nous aider en quoi que ce soit. On est bien seuls. Aussi nous ne sommes pas d'accord pour que l'on ferme aux vieux les asiles, les hospices et les maisons de retraite. Non ! C'est aller trop fort. On ne peut pas condamner à rester à domicile des grabataires ou des indigents qui n'ont pas les moyens de se payer une garde-malade. Il n'est pas toujours possible de mourir chez soi, hélas.

JOSEPH BERNARD, (Albi.)

### SANG

#### L'ETA et la France

Je relève une erreur de fait entachant l'article d'André Fontaine « La fatigue après la fièvre » du 31 décembre 1987. Vous y écrivez : « Mais le fait est que les seuls actes terroristes importants commis en France, au cours de 1987, sont imputables aux séparatistes corses ou à l'ETA militaire basque, responsable par deux fois, à Barcelone et à Saragosse, d'abominables tueries ».

Or le fait est que, pendant cette année 1987, pas plus dans vos colonnes qu'ailleurs, aucun acte terroriste, important ou non, n'a pu être relevé qui serait imputable à l'ETA sur le sol français. L'attitude particulièrement votre attention sur les deux faits suivants :

1. Depuis plus de vingt ans que l'ETA commet des attentats (qualifiés ou non de terroristes), aucun acte de cette nature, concernant des biens et des personnes, ne lui est imputable sur le sol français. C'est même, autant qu'on puisse le savoir, un choix politique de cette organisation, et toujours en vigueur, semble-t-il.

2. Les seuls attentats dans lesquels l'ETA ait été impliquée sur le

sol français, c'est à titre de... victime (attentat à la vie : meurtres du GAL entre 1979 et 1986 ; attentats à la liberté : expulsions pour motif d'urgence absolue depuis 1986).

Je ne pense pas qu'il soit bon de verser son sang qui n'a pas coulé sur des maux déjà rouges.

FRANÇOIS MIMAGUE (Bordeaux.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75002 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. MONDIPAR (1) 45-23-06-41  
Tél. (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Robert Boute-Méry (1944-1969)

Directeur adjoint : Jacques Fauvet (1969-1982)

Directeur adjoint : André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F.

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde ».

Société anonyme des lecteurs du Monde.

Le Monde-Europe, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Boute-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Saut.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmoy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 286 136 F

### ABONNEMENTS

RF 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

PAIS PAYS ÉTRANGERS

FOUR VOIES NORMALES

487 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ETRANGER (par avion)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

399 F 762 F 1 085 F 1 380 F

2 - SUISSE, TUNISIE

394 F 772 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne ; tarif sur demande.

Changements d'adresse : avis écrit, ou par téléphone ; nos bureaux sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 26-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437

ISSN 0395-2037

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

**DERVY LIVRES**

J. F. Perrillon

Collection « La Fontaine de Pierre »

MARIE-LOUISE VON FRANZ

L'interprétation des Contes de fées

Préface d'Alain Daniélou

Catalogue sur demande : DERVY-LIVRES  
26, rue Vauquelin - 75003 Paris



La mort du président de Taiwan

La libéralisation de la « petite Chine » ne semble pas remise en cause

Le chef de l'Etat de Taiwan, Tchiang Ching-kuo, est décédé mercredi 13 janvier d'une syncope. Il était âgé de soixante-sept ans. M. Lee Teng-hui, vice-président, lui a immédiatement succédé.

La succession de Tchiang Ching-kuo, préparée depuis plusieurs années, s'est déroulée dans le calme et l'ordre constitutionnel. L'armée a cependant été placée en état d'alerte et les manifestations ont été interdites pendant les trente jours de deuil national. Le Parti démocratique progressiste (DPP) d'opposition a, de lui-même, décidé d'suspendre toute manifestation de rue et salué la passation des pouvoirs à M. Lee Teng-hui, estimant que « les bases d'une administration démocratique sont acquises ».

L'opposition souhaite, en effet, que la libéralisation amorcée par le fils de Tchiang Kai-shek se poursuive. Seule la volonté de Tchiang Ching-kuo avait pu imposer cette évolution, au demeurant dictée par les circonstances, à une administration, un parti — le KMT — et une armée habitués à obéir comme un seul homme aux décisions de la famille Tchiang, à laquelle beaucoup de vieux dirigeants sont liés par une allégeance personnelle.

Manquant d'assise politique, le nouveau président, M. Lee, d'origine insulaire, dont le mandat court jusqu'en 1990, devra composer avec un appareil dominé par ceux qui ont fui le continent en 1949 et par leurs descendants, notamment le premier ministre, M. Yu Kuo-hwa, un conservateur, et l'état-

major d'une armée de près d'un demi-million d'hommes. Une direction collective devrait donc se mettre en place.

Comme sur le continent chinois, le débat oppose partisans des réformes à ceux du statu quo. Si les conservateurs tentaient d'interrompre le processus de réformes à Taiwan, il pourrait s'ensuivre une sérieuse crise de succession. Les changements répondent aux aspirations de la population. Elle souhaite d'abord une plus grande représentation politique des insulaires : le Parlement de l'île reste en effet dominé par une majorité de députés élus sur le continent en 1947. Ce contre quoi avait encore manifesté, mardi, le DPP. Il existe également un courant plus radical en faveur d'une indépendance de l'île, ce dont ni le KMT ni Pékin — qui considéreraient

une telle éventualité comme un *casus belli* — ne veulent entendre parler.

Taiwan ne peut, en tout état de cause, se permettre une crise de succession. Son économie florissante s'en ressentirait rapidement. Les efforts déployés par Tchiang Ching-kuo pour renforcer de profitables liens commerciaux avec les pays qui ne reconnaissent pas Taiwan en pâtiraient vite. Le pragmatisme de Tchiang Ching-kuo a en effet permis à Taiwan — après des années de purgatoire — de consolider ses positions économiques et commerciales : les vingt millions de Taiwanais pèsent plus aujourd'hui sur le marché mondial que le milliard de Chinois.

Enfin, et surtout, des troubles à Taiwan pourraient fournir à Pékin l'occa-

sion d'intervenir dans les affaires intérieures de l'île. Tout en n'ayant plus de relations officielles avec les nationalistes, les Etats-Unis continuent, de leur côté, d'entretenir d'étroits rapports avec Taipei, au grand mécontentement de Pékin. Les échanges commerciaux bilatéraux sont très importants, et Washington participe étroitement à l'armement — « défensif » — de l'armée taïwanaise. Washington vient d'annoncer que « le peuple américain » sera représenté aux obsèques de son « sage » et « vieil ami ». Pendant ce temps, les instances supérieures du KMT, aussi centralisées et secrètes que celles du PCC, vont se pencher sur la nouvelle répartition des pouvoirs à la tête de la « République de Chine ».

P. de B.

Tchiang Ching-kuo  
un réformateur prudent

Mort mercredi 13 janvier d'une syncope, Tchiang Ching-kuo était malade depuis longtemps. Diabétique, il portait depuis 1986 un stimulateur cardiaque. Ces dernières années, il se déplaçait sur une chaise roulante, était sujet à des crises diabétiques. Cela ne l'aura pas empêché d'abriter un travail considérable. Sous la pression de « CCK » — son surnom —, le régime s'est libéralisé, après des décennies d'un conservatisme pesant et sclérosé. Depuis 1986, le Kuomintang n'est plus parti unique ; des élections libres ont eu lieu en décembre 1986, donnant à l'opposition une représentation substantielle : la loi martiale, imposée pendant trente-huit ans, a été levée en juillet 1987, et les Taiwanais ont été autorisés, en novembre, à se rendre librement sur le continent « ennemi ».

Tchiang Ching-kuo a voulu passer à la postérité autrement que comme le continuateur du généralissime Tchiang Kai-shek : il a fait de l'île refuge des autochtones, des « réfugiés » du continent par Mao Zedong en 1949 une vitrine de la prospérité capitaliste, un des

« tigris » asiatiques. Il a surmonté le choc de la mort du vieux Tchiang en 1975, après un demi-siècle au pouvoir, et a fait échouer une tentative de sa belle-mère, Mme Tchiang (Song Mei-ling), de s'emparer de la succession. L'économie de Taiwan, libérée graduellement des carcans bureaucratiques, continue de prospérer. Enfin, le « tyranisme » causé par le « régime » des Américains — qui ont reconquis Pékin en 1979 — n'a pas eu des effets trop graves.

Né le 18 mars 1910 à Chikou, dans la province du Zhejiang, au sud de Shanghai, de la première femme de Tchiang Kai-shek, « CCK » part faire des études en URSS à l'âge de seize ans. Etudiant à l'université Sun Yat-sen à Moscou, il dénonce son père comme « traître » quand, en 1927, celui-ci prend le pouvoir après la massacre des communistes. Un peu étudiant, un peu otage, il épouse une jeune Soviétique, qu'il ramène avec lui en Chine en 1937 : Tchiang Kai-shek s'est réconcilié avec le Kremlin et a récapitulé son fils. Ce dernier fera bon

usage de son apprentissage de la Russie stalinienne : anticomuniste fervent, il n'en connaît pas moins les rouages d'un système totalitaire.

Désormais, il fait sa carrière aux côtés de son père à Chungking, à Shanghai, où il échoue dans sa tentative de dévaluation ordonnée du dollar chinois, puis à Taiwan, après l'effondrement du régime nationaliste. Assistant personnel du président, chef du département politique (sécurité) du ministère de la défense en 1950, il devient ministre de la défense en 1965, vice-premier ministre en 1972. Il est l'héritier, celui qui expédie les affaires courantes aux côtés d'un généralissime vieillissant.

La fin  
d'une dynastie

La mort de ce dernier lui donne le pouvoir. Il troque la direction du gouvernement contre la présidence en 1978, et se lance prudemment dans une réforme qui ne plaît guère aux coudes du KMT, qui rêvent toujours de reconquête, ou aux

M. Lee Teng-hui  
un Taiwanais de souche

Le nouveau chef de l'Etat de Taiwan, le premier de l'ère post-Tchiang, est un Taiwanais de souche, descendant de ces Chinois d'origine qui ont émigré, il y a des siècles, dans l'île. Mais, au contraire de certains de ses frères formosans, il a choisi de faire carrière dans le KMT, et non contre lui, de faire de la politique et non pas seulement des affaires. Ingénieur agronome, âgé de soixante-cinq ans, formé aux Etats-Unis, peu connu à l'extérieur, il a exercé depuis 1984 des fonctions purement honorifiques, après avoir été gouverneur de l'île, et prend donc officiellement la tête d'un régime dominé par les « continentaux ».

Certains de ceux-ci, les membres de la « vieille garde » qui ont fui le continent en 1949 avec Tchiang Kai-shek, avaient mal accepté, à l'époque, sa nomination à la vice-présidence qui ne faisait pourtant qu'évaluer une réalité démographique. En nommant M. Lee Teng-hui, Tchiang Ching-kuo avait alors fait un choix déterminant : se sachant en mauvaise santé, il avait voulu que ce soit un Taiwanais et non plus un continental — comme le premier ministre, M. Yu Kuo-hua — qui lui succède.



Le fait même d'être Taiwanais et sa réputation de bon administrateur sont les principaux atouts de M. Lee. Il en aura besoin, car il ne dispose pas d'un appui solide dans l'appareil du parti, de l'Etat ou dans l'armée.

P. de B.

Pékin ne s'attend pas à des remous importants

PÉKIN  
de notre correspondant

Tact et circonspection dans le commentaire. C'est ainsi que Pékin a réagi à la mort du fils et successeur de Tchiang Kai-shek. Les journaux ont publié en première page une biographie factuelle de Tchiang Ching-kuo, « oubliant » de préciser le nom de son père ou les circonstances du repli nationaliste à Taiwan, et se contentant de placer entre guillemets, selon l'habitude, les fonctions qu'il a occupées dans l'administration de Taiwan.

La Chine n'attend pas de progrès spectaculaires, dans l'immédiat, sur la voie de retour de Taiwan dans le giron national. Mais elle va sans doute accroître encore sa propagande pour tenter d'amoindrir les coeurs dominants du régime nationaliste, qui nourrissent encore un sentiment de réelle appartenance à la terre natale quittée il y a quarante ans.

Dans un document confidentiel publié en novembre dernier par un journal sérieux de Hongkong, un responsable du parti de la province du Guangdong traduisait en ces termes l'analyse de Pékin sur « l'après-

Chiang Ching-kuo » : ancien remous important ne devant se produire, du moins dans l'avenir immédiat, le cas de figure « le plus probable » est que les coudes du Kuomintang assumeront la succession dans le même refus de contacts directs d'envergure avec le continent.

Aussi, poursuivait le document, Pékin doit s'efforcer de « se faire des amis » de toutes parts à Taiwan, au sein des « échelons supérieurs » du Kuomintang, et en particulier dans ses deuxième et troisième générations, celles des responsables de quarante ans et plus. En filigrane, on devine les difficultés que prévoit le régime communiste si la séparation de l'île devait s'effectuer jusqu'à l'arrivée au pouvoir des plus jeunes générations, pour qui l'adhésion au monde chinois risque d'être plus culturelle que politique.

Pékin propose une « réunification pacifique » garantissant que, comme Hongkong et Macao, Taiwan pourrait continuer à vivre en système capitaliste et, mieux encore, que les deux petites colonies, disposant de sa propre défense, sous une tutelle communiste. Mais la Chine refuse, par principe, de renoncer à l'option militaire.

Il ne se passe plus de jour sans que les médias de Pékin forment de chaleureux appels à accroître ces relations privées, surtout depuis la levée de l'interdiction des visites de ressortissants de Taiwan sur le continent, en novembre. On s'attend à une véritable marée de « compatriotes de Taiwan » pour le Nouvel An lunaire le 17 février. Un journal gouvernemental annonce un traitement privilégié des demandes formulées par des firmes de l'île nationaliste.

Car le commerce bilatéral (direct et techniquement illégal sur une échelle modeste, et transitant par Hongkong pour les affaires plus importantes) est en plein essor : de 1 milliard de dollars dans les deux sens en 1986, il aurait presque doublé l'an dernier.

Pour Pékin, la politique de réunification prime visiblement sur l'exposition, pourtant risquée, de sa société retardataire à des visiteurs nantis. Même si, comme les quelques journalistes de Taiwan venus ces derniers mois sur le continent, ils ne se privent pas de commentaires peu obligeants sur les réalisations du régime communiste.

FRANCIS DERON.

A TRAVERS LE MONDE

Guerre du Golfe

Des vedettes iraniennes touchent un pétrolier battant pavillon libérien

Un pétrolier battant pavillon libérien, le *Perobuk-Pioneer*, a été attaqué, jeudi matin 14 janvier, dans le sud du Golfe par des vedettes rapides iraniennes et a été sérieusement touché.

L'attaque a eu lieu au large de l'embouchure de Charjah (Emirats arabes unis), alors que le pétrolier se dirigeait à vide vers un port arabe du Golfe, selon les sources maritimes de la région du Golfe. Deux Philippines membres de l'équipage, ont été blessées.

C'est la première opération contre un bâtiment « neutre » menée depuis le début de l'année par les vedettes rapides iraniennes. Elle a été menée, selon les sources maritimes, très probablement en représailles aux raids iraniens de ces derniers jours contre des pétroliers iraniens ou affiliés par l'Iran. — (AFP.)

Haïti

Deux jeunes gens tués par balles

Port-au-Prince. — Deux jeunes gens ont été tués par balles, mercredi 13 janvier, dans le quartier populaire de la cité Boeton à Port-au-Prince. Ces assassinats surviennent à quelques jours des élections générales qui doivent se dérouler dimanche 17 en Haïti.

L'opposition au Conseil national de gouvernement (CNG) devait appeler ce jeudi 14 à une grève générale de vingt-quatre heures pour protester contre la « farce » des élections. L'un des quatre candidats qui refusent de participer au scrutin, Louis Déjean, a lancé un appel aux gouvernements démocratiques leur demandant de décréter un embargo commercial total. En province, plusieurs personnes prônant l'abstention ont été arrêtées ces derniers jours selon les termes de la loi électorale qui prévoit des peines d'amende et d'emprisonnement pour ceux qui inciteraient les électeurs à ne pas se rendre aux urnes. — (AFP, AP, Reuters.)

Liban

L'armée lève le blocus de la côte contrôlée par les druzes

L'armée libanaise a levé le blocus qu'elle avait imposé, le 2 janvier, sur les ports contrôlés par la communauté druze, a annoncé, le mercredi 13 janvier, le ministre libanais de la défense, M. Adel Ossseiran. Le blocus avait été imposé sur une partie de la côte en représailles au détournement d'un hélicoptère des forces armées par un officier druze de l'armée libanaise qui avait déserté sa base, située en territoire chrétien.

Ces incidents avaient entraîné une aggravation de la tension intercommunautaire, laissant craindre de nouveaux heurts entre des combattants druzes et certaines unités de l'armée. « L'armée a levé son blocus sur les ports administrés par les druzes, l'hélicoptère ayant été remis à la 1<sup>re</sup> brigade [la prédominance druze] à Hammra », a déclaré M. Ossseiran à la presse. — (Reuters.)

Litige entre les Etats-Unis et le Zimbabwe

Un enfant battu devient une affaire d'Etat

Le gouvernement zimbabwéen a demandé la libération immédiate, par les autorités américaines, du garçon de neuf ans, fils d'un diplomate du Zimbabwe, retenu « pour sa protection » aux Etats-Unis après avoir été victime de sévices de la part de son père. Un communiqué officiel diffusé le mercredi 13 janvier, par le ministre des affaires étrangères, M. Nathan Shamuyarira, critique sévèrement les Etats-Unis pour la manière dont a été traitée cette affaire, devenue une « cause célèbre » aux Etats-Unis.

Le petit Terrence Karamba, neuf ans, a été placé dans une institution spécialisée de New York, le 11 décembre, après qu'il ait été établi que l'enfant

avait été ligoté et fouetté par son père, M. Floyd Karamba, attaché aux Nations unies. M. Karamba est depuis rentré dans son pays.

Le gouvernement du Zimbabwe, comme d'ailleurs le département d'Etat américain, soutiennent que du fait de l'immunité accordée aux Nations unies, les autorités judiciaires de New York n'ont pas le droit de retirer l'enfant à sa famille. Les services de protection de l'enfance de New York ont cependant refusé de relâcher l'enfant, estimant qu'ils doivent le protéger de nouveaux sévices que pourrait lui infliger son père au Zimbabwe. La Cour suprême des Etats-Unis s'est prononcée

en faveur des autorités sanitaires américaines. M. Shamuyarira s'en est vivement pris au service de protection de l'enfance de New York, le qualifiant de « services de détournement de l'enfance » estimant que la garde « pour protection » n'est en fait qu'un rapt.

Le gouvernement zimbabwéen demande la libération rapide de Terrence et sa remise à la mission zimbabwéenne de New York. Dans un communiqué, M. Shamuyarira indique, en outre, que le gouvernement zimbabwéen, « scrupuleux dans son observation et son respect des lois, se réserve le droit de répondre à ces affronts contre sa souveraineté nationale ». — (AFP.)

PANIQUE A PEKIN

LE TIGRE BLANC

ROBERT STUART NATHAN

UN ROMAN POLICIER DANS LA NOMENKLATURA CHINOISE.



حکومت پاکستان



**Farmacia**



## Diplomatie

La reprise des négociations sur les armements stratégiques

# Une réduction de 50 % des arsenaux nucléaires ne paraît plus hors de portée

Les négociateurs américains et soviétiques sur les armements nucléaires et spatiaux ont ouvert jeudi 14 janvier, à Genève, une nouvelle session de travail, la neuvième depuis le début des conversations et la première depuis la signature, lors du sommet de Washington le 8 décembre dernier, du traité portant élimina-

tion des missiles à portée intermédiaire (FNI). Du coup, les délégations se comptent plus que deux groupes au lieu de trois, l'un sur les armements stratégiques (à longue portée), que dirigent respectivement MM. Hammer et Masterkov pour les Etats-Unis et l'URSS,

l'autre sur les armes spatiales, dirigés par MM. Cooper et Kouznetsov. M. Max Kampelman, chef de la délégation américaine, a déclaré mercredi que le principal sujet à l'ordre du jour, la réduction d'un traité sur une réduction de 50 % des armes stratégiques (à longue portée) ne présentait « aucune garantie de

succès » en raison des « sérieuses divergences » existant entre les deux parties, notamment à propos de la défense spatiale. Pourtant, la signature du traité de Washington a créé un contexte plus favorable, au point qu'une réduction substantielle des armes stratégiques ne paraît plus hors de portée.

La grande nouveauté de cette nouvelle session de pourparlers est qu'elle fait suite au traité de Washington sur l'élimination des missiles intermédiaires (FNI). Bien sûr, cet accord était partiel et somme toute marginal pour les deux Grands : non seulement il concernait à peine 5 % de leurs armements, mais il ne touchait nullement à leur sécurité immédiate, laquelle repose sur les seuls engins à longue portée. Qu'importe ! Le fait qu'un accord de désarmement réel ait enfin été conclu ouvre un espoir inconnu depuis bientôt vingt ans que se poursuivent, sous des noms divers, les négociations nucléaires. D'exercice diplomatique et passablement théorique qu'il s'agit de dix dernières années, les START (1) deviennent enfin quelque chose de sérieux.

Cet optimisme ne se fonde pas seulement sur la volonté anti-nucléaire clairement affirmée depuis 1986 tant par Ronald Reagan que par Mikhaïl Gorbatchev. Il découle directement de la période réalisée en matière de contrôle à l'occasion du traité FNI, lequel prévoit de mettre en place des mécanismes sans précédent, inconcevables même jusqu'à une période toute récente. Echange préalable et très complet de tous renseignements sur les arsenaux concernés, les bases de déploiement et les lieux de production ; inspection des mêmes lieux avant, pendant et après les réductions ; visites inspectées et subites sur les lieux suspects ; « strip tease » obligatoire de certaines installations pour permettre les prises de vues par satellites, etc. ; toutes ces dispositions inscrites dans le traité FNI seront reprises dans un éventuel accord START, avec des raffinements inédits.

Les Américains estiment en effet qu'il est plus difficile de contrôler une réduction partielle qu'une option zéro. L'absence complète

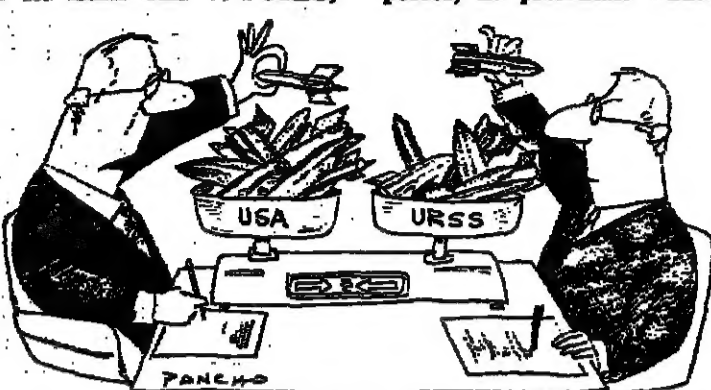
d'une arme prohibée peut être vérifiée par des inspections de routine, mais le maintien d'un contingent autorisé oblige les contrôleurs à se livrer à un coupage beaucoup plus savant à toutes les étapes du processus, de l'usine de fabrication aux rampes de lancement en passant par les dépôts, lieux d'essai et même les itinéraires de transfert. Les visites « agressives » (intrusives) devront donc être encore plus nombreuses et plus diversifiées.

Tout cela a déjà été accepté par Moscou et consigné dans le communiqué du sommet de Washington, en décembre dernier. Accord conclu également pour interdire toute entrave aux « moyens techniques nationaux » de vérification, notamment le codage des signaux télémetriques envoyés par les missiles lors des essais en vol (ce problème surgissait constamment ces toutes dernières années).

Progrès

sur les « sous-plafonds »

Des progrès ont été accomplis également sur la nature et le volume des réductions souhaitées. L'idée de diviser par deux le nombre des armes capables d'atteindre le territoire des deux grandes puissances avait déjà été avancée par M. Gorbatchev en janvier 1986, en tant que



première étape de l'ambitieux plan de désarmement qu'il avait présenté alors. Dès ce moment, il était question de ramener les arsenaux stratégiques à 6 000 ogives de chaque côté, contre 12 000 à 13 000 aujourd'hui. Un peu plus tard, les deux pays se mettaient d'accord pour réduire le nombre des vecteurs à 1 600.

Aujourd'hui, et sur demande américaine, des « sous-plafonds » sont acceptés : 4 900 têtes par exemple sur l'ensemble des missiles balistiques terrestres et sous-marins (c'est là un des résultats nouveaux du sommet de Washington), avec une « sous-sous limite » de 1 540 ogives à bord de 154 engins terrestres. « Lourds », soit exactement la moitié des 308 supermissiles soviétiques SS-18. Toujours pour tenir compte des inquiétudes américaines devant les grosses fusées de l'URSS, il est admis que celle-ci devra diviser par deux la capacité d'emport de ses engins balistiques et que ce niveau sera la limite supérieure autorisée pour chaque partie.

Parmi les questions non réglées figure celle des missiles balistiques mobiles, domaine dans lequel l'URSS a une longueur d'avance

avec son engin SS-25 (mais les Etats-Unis, eux-mêmes intéressés par un projet analogue, ne s'y opposeraient pas si un contrôle adéquat pouvait être mis au point). Il en va de même des missiles de croisière, désormais divisés en deux types.

A propos d'un premier type, les missiles de croisière lancés d'avion (ALCM), les deux parties ne sont pas d'accord sur le « mode de comptage ». Les Etats-Unis veulent d'ailleurs faire ici les plus grandes concessions, puisque leur stock actuel (près de 5 000 têtes selon Moscou) devra tomber à 1 100 si l'on en reste aux sous-plafonds annoncés. En octobre dernier encore, M. Gorbatchev avait demandé que ce nombre soit ramené à 800 ou 900.

Quant au second type, le missile de croisière marin (SLCM), lancé d'un navire de surface ou d'un sous-marin, il a fait son apparition plus récemment et semble intéresser aussi bien les Soviétiques que les Américains, à tel point que les deux parties ont fait pour lui une entorse à la règle qu'elles venaient de se fixer : il fera l'objet de limitations mais se situera en dehors du plafond global de 1 600 lanceurs et 6 000 ogives. Une entorse d'autant

plus fâcheuse pour les partisans du désarmement que cette arme est à la fois « proliférante » (il est relativement peu coûteux d'en déployer sur toutes sortes de navires) et, de l'avis général, la plus difficile à contrôler.

### L'obstacle de l'IDS

Toutes ces difficultés ne paraissent pas insurmontables, et un accord pourrait être rapidement négocié si ne subsistait pas l'obstacle de l'Initiative américaine de défense stratégique (IDS), plus précisément la question du sort à réserver au traité de 1972 sur les antimissiles (ABM), puisque Moscou fait de ce problème le « noyau dur » de ses revendications. Arrivant à Genève mardi 12 janvier, M. Oubatchev, chef de la délégation soviétique, a redit que la confirmation de ce traité est « une condition de la stabilité stratégique » et une « prémisses indispensables » d'une réduction de 50 % des arsenaux stratégiques.

Sur ce point pourtant, l'optimisme affiché par les responsables américains au lendemain du sommet de Washington, tout en étant exagéré, n'est pas sans fondement. Exagéré parce qu'on voit mal comment Moscou pourrait laisser les Etats-Unis entièrement libres d'interpréter le traité à leur guise, notamment de faire tous les tests qui leur paraissent utiles dans le cadre d'une interprétation « large », comme l'assurait un haut responsable de la Maison Blanche le 10 décembre.

Mais, en même temps, M. Gorbatchev a mis de l'eau dans le vin de ses exigences depuis le heart auquel le problème avait conduit à Reykjavik en octobre 1986. Soit que désormais l'URSS souhaite elle aussi faire des essais plus poussés sur une défense antimissile à laquelle elle a travaillé bien avant les Etats-Unis, soit qu'elle pense que l'IDS ne survi-

vra pas à l'opposition du Congrès et au changement de présidence à Washington dans un an, son hostilité pourrait ne plus empêcher une négociation au fond et la conclusion d'un accord sur les armements offensifs. Etant entendu que Moscou y ajouterait une clause suspensive l'autorisant à reprendre sa liberté en cas de déploiement par les Etats-Unis d'un bouclier spatial jugé inacceptable « ce qui, de toute façon, ne se produira pas de sitôt ».

Le communiqué de Washington précise que « des discussions intensives sur la stabilité stratégique s'ouvriront au moins trois ans avant la fin de la période agréée pour le maintien du traité ABM ». Après quoi, et si les deux parties n'en ont pas décidé autrement, chacune décidera librement de son action future. Cette disposition permettrait aux Etats-Unis de s'affranchir du traité ABM, mais elle pourrait de la même manière être utilisée par Moscou pour s'affranchir des contraintes sur les armements offensifs et de leur réduction de 50 %.

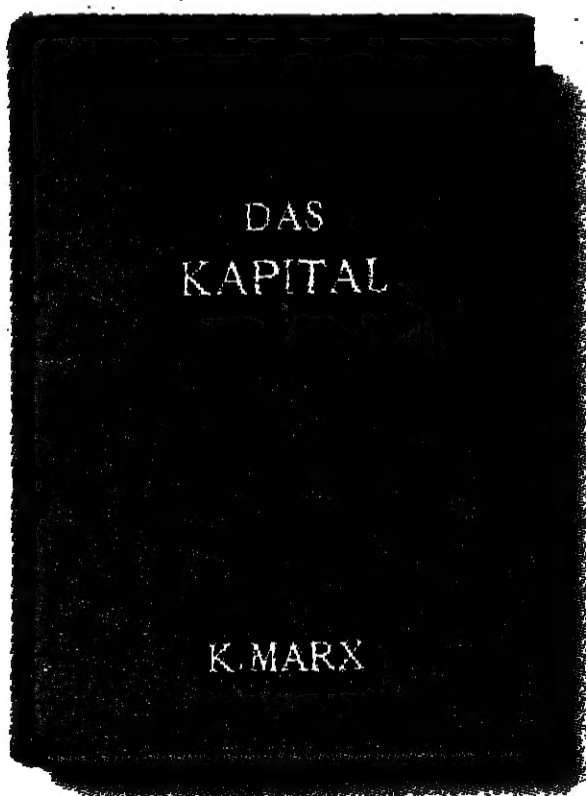
D'autant que l'opinion américaine et étrangère serait alors aisément mobilisée. Le jour où il faudra choisir entre une IDS toujours très aléatoire et l'abandon d'un important accord de réduction des arsenaux, il n'est pas très difficile de prévoir de quel côté penchera la balance. Et puis, le « grand communicateur » Ronald Reagan ne sera plus là pour défendre son projet favori.

MICHEL TATU.

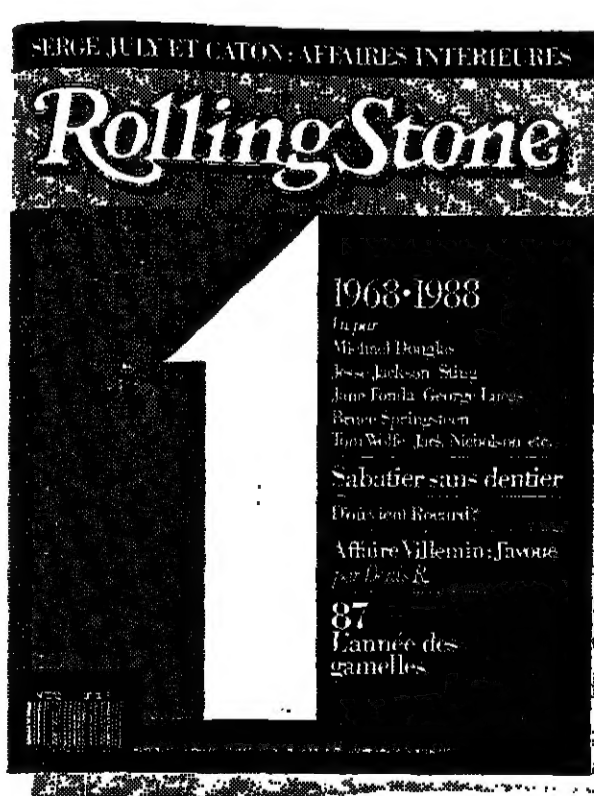
(1) Strategic Arms Reduction Talks ou pourparlers sur la réduction des armements stratégiques. Ils ont fait suite, depuis la présidence Reagan, aux anciens pourparlers sur la limitation des armements stratégiques (SALT) qui s'étaient poursuivis de 1969 à 1979.

(2) Telles sont les dispositions prévues par l'accord FNI et qui devraient être encore durcies dans le cas d'un traité START.

## A L'OUEST AUSSI, LES PEUPLES ONT BESOIN DE REPERES.



1867. Du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple.



1968. Par des Individus, pour des Individus.

Parfois, une voix s'élève pour indiquer le chemin, et tout le monde l'entend. Des peuples se soulèvent. Des empires s'effondrent. Des continents entiers sont submergés par la force de l'évidence.

A l'Ouest aussi, il existe une bannière, un phare, un repère : Rolling Stone. Chaque mois, Rolling Stone vous offre les vrais jalons et les nouveaux chemins, loin des discours lénifiants et des parti-pris séculaires. Rolling Stone, c'est tous les mois des lendemains qui chantent.

**Rolling Stone**

SI ÇA COMPTE, ON RACONTE. MENSUEL, 30F.

Exemplaires

سكزاد من الامم



سكنا من الاجل

# Proche-Orient

Les troubles dans les territoires occupés par Israël

## Le bannissement de quatre Palestiniens a suscité de vives réactions aux Nations unies

Les quatre Palestiniens expulsés par Israël au Liban du Sud ont été pris en charge mercredi 13 janvier en fin d'après-midi au sud de la plaine centrale de la Bekaa (sous contrôle syrien) par l'armée libanaise et les services de renseignements syriens. Selon une source militaire, les quatre déportés ont traversé à 14 heures GMT le point de passage de Zahraya, près de Hasbaya, à 114 kilomètres au sud-est de Beyrouth, dans deux véhicules civils immatriculés au Liban. La porte de Zahraya est un des quatre points de passage reliant la « zone de sécurité » établie par Israël en territoire libanais au reste du pays. Aucune précision n'a toutefois été fournie sur la destination définitive des quatre Palestiniens.

Le bannissement des quatre Palestiniens a suscité de vives réactions aux Nations unies où le Conseil de sécurité a été saisi d'urgence par

ses six membres non alignés. Le président du Conseil, l'ambassadeur britannique Sir Crispin Tickell, a exprimé devant la presse sa « consternation et [son] indignation ». Le Conseil, qui avait lancé, la semaine dernière, un appel aux autorités israéliennes les exhortant à renoncer à ces mesures, qui sont en contradiction avec la quatrième convention de Genève de 1949 sur la protection des populations civiles en temps de guerre, et dont Israël est signataire, devait se réunir jeudi pour examiner cette affaire. On s'attend qu'il adopte — peut-être à l'unanimité — une résolution demandant le retour des Palestiniens bannis dans leurs foyers. Un avant-projet de résolution allant en ce sens a été préparé par les six non-alignés : l'Algérie, l'Argentine, le Népal, le Sénégal, la Yougoslavie et la Zambie. Le projet non-aligné est à la fois modéré dans la forme et dans le fond. Il exprime les

profonds regrets du Conseil de sécurité devant le refus d'Israël de respecter la résolution adoptée la semaine dernière et exige à nouveau des autorités israéliennes qu'elles abrogent les récentes mesures de bannissement contre neuf Palestiniens et qu'elles renoucent aux déportations de civils. A Washington, le gouvernement a exprimé mercredi ses « profonds regrets », mais a limité ses critiques publiques. « C'est une action que nous regrettons profondément », s'est contenté de déclarer M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat. Il n'a pas indiqué si les Etats-Unis envisageaient de protester formellement auprès de Jérusalem. De son côté, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a rappelé que les Etats-Unis étaient opposés à la pratique des bannissements et considéraient que ces mesures « accroissent la

tension » dans les territoires occupés. Il a souligné qu'il existait des « méthodes plus appropriées » de maintien de l'ordre. A Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est élevé dans un communiqué contre les mesures de bannissement. Prenant note « avec consternation » de cette décision et exprimant « sa préoccupation » quant au sort des bannis, le comité déclare : « Le CICR doit s'élever une nouvelle fois contre cette pratique déjà employée à plusieurs reprises dans le passé par l'Etat d'Israël, et qui constitue une violation grave de l'article 49 de la quatrième convention de Genève. En effet, les transferts forcés en masse ou individuels hors des territoires occupés sont interdits par le droit international humanitaire, quel qu'en soit le motif. » — (AFP.)

## Les sanctions ne semblent guère dissuasives

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il y a, depuis le début de la crise dans les territoires occupés, une dynamique qui n'a jamais été enrayée : manifestations, répression, puis nouvelles manifestations, ce cycle-là a continuellement couru le mouvement. Il est difficile d'en voir la fin. Sortir de cette logique supposerait que le gouvernement ait quelque chose d'immédiat à offrir aux Palestiniens. Or, il n'y a évidemment pas d'issue à court terme à une crise profonde dont la solution dépend de données éminemment complexes : diplomatiques mais aussi isra-

éliennes, tant le gouvernement de Jérusalem est divisé.

Il est douteux que les événements de la journée du mercredi 13 janvier — qui se sont encore soldés par un mort — viennent infléchir dans le sens de l'apaisement la partie de bras de fer qui se joue depuis plus d'un mois dans les territoires. Logique avec ses propres règles, le gouvernement israélien a procédé au bannissement de quatre Palestiniens qui s'étaient refusés à avoir recours à la commission militaire servant de première instance d'appel après que la sanction eut été décidée.

Les quatre hommes, tous résidents de Cisjordanie (et donc pos-

seurs de passeports jordaniens), ont été conduits au Liban. Un hélicoptère des forces armées les a déposés dans la région de Hasbaya, dans le sud du Liban. L'endroit se situe à 2 kilomètres au-delà de la « zone de sécurité » que contrôle l'Armée du Liban sud, cette milice installée par Israël pour empêcher les infiltrations à la frontière nord du pays. La Jordanie, l'Egypte mais aussi le Liban avaient fait savoir qu'ils se refusaient à accueillir un seul des neuf Palestiniens à l'encontre desquels un arrêté de bannissement a été pris début janvier.

Les quatre bannis ont été présentés par le gouvernement comme étant tous des militants de l'OLP

aguerris et ayant déjà fait l'objet de condamnations :

- Hussein Mohamed Hadar (vingt-sept ans), de Naplouse, condamné à plusieurs reprises et notamment à cinq ans de détention en 1983 « pour avoir pris part à la préparation d'attaques terroristes », pour le compte du Fatah (la principale composante de l'OLP) ;
- Bachir Ahmed Khairy (quarante-six ans), avocat de Ramallah, « haut responsable du FPLP [le mouvement de M. Georges Habbache], condamné à quinze ans de prison en 1985 pour avoir recruté au profit du FPLP et participé à un attentat au cours

duquel plusieurs personnes ont été tuées » ;

- Jamal Mohamed Chaker Jabara (vingt-neuf ans), de Kalbiya, condamné en 1989 à dix-huit ans de prison pour avoir recruté au profit du Fatah, préparé et mené des opérations terroristes. Il avait été relâché lors d'un échange de prisonniers au bout de six ans de détention ;
- Jabril Mahmoud Rajoub (cinquante-cinq ans), de Doura, condamné à la prison à vie en 1979 pour possession d'armes à feu et appartenance à une cellule terroriste, responsable d'une dizaine d'attaques ; important militant du Fatah, il avait été libéré au cours d'un échange de prisonniers en 1985.

Le communiqué des autorités militaires souligne que les quatre bannis « figuraient parmi les dirigeants et les organisateurs des troubles en Judée, Samarie et Gaza, au cours des dernières semaines ». Le gouvernement comptait sur un effet dissuasif en annonçant début janvier les mesures de bannissement. Il n'en a rien été et les troubles se sont poursuivis. Si les condamnés avaient été au bout de la procédure, saisissant la Cour suprême après la commission de première instance, leur expulsion n'aurait sans doute pas été effective avant plusieurs semaines.

En choisissant de ne pas utiliser les moyens de recours à leur disposition, les quatre bannis ont obligé le gouvernement à passer à l'acte au moment où la vague d'agitation est loin d'être retombée. Il n'est pas sûr que tel était le souhait ou le calcul des autorités israéliennes. Faut-il y voir un aveu ? Les autorités ont expliqué mercredi qu'un délai supplémentaire avait été accordé aux cinq autres Palestiniens frappés de la même sanction pour qu'ils interjetent appel devant la commission militaire.

### L'obstacle M. Gouding

En passant outre aux exhortations des Etats-Unis et du Conseil de sécurité de l'ONU, le gouvernement, faute de pouvoir, sur le terrain, entamer un dialogue avec d'innombrables interlocuteurs, s'est tancé à la ligne décidée depuis le début : tenter de rétablir l'ordre si possible en limitant les victimes, par une série de sanctions individuelles ou collectives. Plus d'une trentaine de personnes ont été condamnées, ces derniers jours, à des peines de détention administratives de trois à six mois ; plusieurs centaines d'autres restent en détention dans l'attente d'un jugement ; la plupart des camps de réfugiés palestiniens, en Cisjordanie comme à Gaza, vivent à l'heure du couvre-feu le plus strict, ce qui signifie que leurs habitants ne peuvent en sortir ; enfin, l'armée est plus massivement que jamais déployée dans les territoires.

Mais aucune de ces mesures n'a véritablement « mordu ». En témoigne la succession d'incidents qui ont de nouveau marqué la journée de mercredi. Un Palestinien de dix-neuf ans a été tué (depuis une semaine, il y a un décès par jour), dans le village de Kfar-Nahama, près de Ramallah (à quelques kilomètres au nord de Jérusalem). La scène est toujours la même, répétée jour après jour depuis plus d'un mois. Une patrouille, indique un communiqué militaire, a été attaquée par un groupe de manifestants jetant des pierres et des pièces de métal. Tirs de gaz lacrymogènes, tirs de balles en caoutchouc, enfin tirs à balles réelles, lorsque la

patrouille a estimé que sa sécurité était menacée. Non loin de là, dans le camp de Kalandia, un blessé par balle ; un peu plus à l'ouest de Ramallah, un autre blessé et, à Jérusalem, quelques jets de pierres.

A Gaza, c'est une « foule de cinq cents personnes », selon les autorités, qui s'est violemment heurtée à l'armée dans le camp de Rafah, dans le sud du territoire. La manifestation a coïncidé avec la visite dans ce camp du secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Marrak Gouding, ce jour-là. La veille, il s'était vu refuser l'entrée de trois camps de réfugiés à Gaza ; dans les deux premiers, ce fut du fait de l'armée ; dans le troisième, il s'agit arrêté devant une manifestation de réfugiés. Mercredi, on l'attendait en Cisjordanie, mais il a choisi de retourner à Gaza, et l'armée estime que sa présence dans le camp de Rafah a directement inspiré la manifestation. Toujours à Gaza, dans la ville de Khan Younis, deux soldats ont été blessés à coups de poignard par un groupe de Palestiniens.

C'est dans cette atmosphère — doublée d'une grave des commerçants arabes à peu près totale depuis plus de quarante-huit heures — que s'est réuni le cabinet restreint pour faire le point des mesures de sécurité. Contrairement à ce qui était attendu, le gouvernement n'a pas décidé d'interdire l'accès d'Israël aux Palestiniens des territoires qui s'y rendent quotidiennement travailler. La mesure aurait eu pour objet d'accroître la pression économique sur les familles pour inciter au calme.

### Les divisions du gouvernement d'union nationale

Alors que le premier ministre, M. Shamir, constatait que « le gouvernement était un homme seul homme pour défendre la politique de maintien de l'ordre », deux de ses ministres, M. Pèrès (affaires étrangères) et M. Sharon (commerce extérieur), se sont copieusement traités de « menteur » : le premier (travailliste) dénonçait la provocation qu'avait constituée l'installation de son collègue du Likoud dans un appartement de la partie arabe de la vieille ville de Jérusalem ; le second accusait le ministre des affaires étrangères de vouloir rendre une partie de Jérusalem au roi Hussein de Jordanie.

C'est une manifestation de plus de l'antagonisme croissant entre les deux grands partis constituant ce qu'on appelle toujours « le gouvernement d'union nationale ». Les deux formations sont conscientes, et l'ont répété ces dernières quarante-huit heures, de la nécessité de relancer un processus de négociations, mais restent toujours aussi divisées sur ce qu'il doit être. Or, comme M. Pèrès l'a rappelé brutalement mardi à la Knesset, les troubles dans les territoires se poursuivront tant qu'aucune perspective de pourparlers israélo-arabes ne se profilera à l'horizon.

ALAIN FRACHON.

● Tournée de M. Balladur dans la Gölfe et au Proche-Orient. — Le ministre de l'Economie, des finances et de la privatisation, M. Edouard Balladur, se rendra, du 22 au 29 janvier, en Arabie saoudite, aux Emirats arabes unis, au Koweït et en Jordanie, au communiqué, mercredi 13 janvier, un communiqué de son ministère, qui précise que ce voyage s'effectue à la demande de M. Jacques Chirac.

# Europe

La relance des relations germano-polonaises

## Le chancelier Kohl se rendrait cette année à Varsovie

Le chancelier d'Allemagne fédérale, M. Helmut Kohl, devrait se rendre en visite officielle en Pologne avant la fin de l'année. Tel est le principal résultat des entretiens que vient d'avoir, pendant quatre jours à Varsovie, son ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, avec le ministre polonais des affaires étrangères, M. Jacek Kuron. Le dernier voyage d'un chef de gouvernement allemand en Pologne avait été celui du chancelier Helmut Schmidt, en 1977. Les relations entre les deux pays s'étaient singulièrement refroidies après la proclamation de l'état de guerre et la mise hors la loi de Solidarnosc, en 1981, par les autorités polonaises, puis l'arrivée au pouvoir à Bonn des démocrates-chrétiens, accusés, à Varsovie, d'arrière-pensées « revanchistes ».

BONN

de notre correspondant

« Une amélioration notable du climat des relations entre les deux pays a été atteinte », a constaté, mercredi 13 janvier, le chef de la diplomatie allemande, M. Genscher, à l'issue de sa visite à Varsovie. Pour arriver à ce résultat, chacune des parties avait fait de notables efforts.

Du côté polonais on avait fini par admettre d'inclure dans le programme de la visite de M. Genscher le dépôt d'une gerbe sur la tombe de soldats allemands tombés pendant la première guerre mondiale, un moment de recueillement sur la tombe du Père Popieluszko, une rencontre avec Lech Walesa et surtout avec un représentant du cercle d'amitié allemande de Silésie.

Le ministre ouest-allemand, pour sa part, avait affirmé que son pays « n'avait aucune revendication sur des territoires polonais ». Il avait d'ailleurs pris soin d'emmener dans son avion des historiens comme Rudolf von Thadden et Martin Broszat, qui dialoguent depuis longtemps avec leurs collègues polonais sur les conséquences de la seconde guerre mondiale.

Est-ce à dire que le contentieux germano-polonais s'est évanoui comme neige au soleil ? Ce serait

aller bien vite. M. Genscher a pu prendre la mesure de l'union de tous les Polonais sur l'intangibilité de la frontière Oder-Neisse, puisque même Lech Walesa, a attiré son attention sur ce point.

Les Polonais ont, de leur côté, pu se rendre compte que si, selon les paroles du ministre des affaires étrangères, la RFA souhaitait « le succès de la politique de réforme et de redressement économique engagé par le gouvernement », elle n'était pas prête à accéder immédiatement et sans conditions au souhait de Varsovie de voir reconduits aux mêmes taux avantageux les crédits naguère accordés de manière fort libérale à la Pologne de M. Gierke.

Trois groupes de travail ont été mis en place pour faire avancer les problèmes évoqués pendant la visite. Le premier s'attachera à la formulation des accords sur l'établissement de relations consulaires entre les deux pays. Le second examinera les problèmes économiques, et le troisième s'attachera à formuler des propositions communes dans le domaine du désarmement, notamment dans le domaine des armes conventionnelles. Des résultats du travail de ces commissions dépendra la date et le contenu de la visite du chancelier en Pologne.

LUC ROSENZWEIG.

GRANDE-BRETAGNE : tension chez les centristes

## Nouvelle scène de ménage entre sociaux-démocrates et libéraux

LONDRES

de notre correspondant

Rien ne va plus entre le vieux Parti libéral et le jeune Parti social-démocrate, qui devaient prochainement fusionner. La défaite, en juin dernier, de l'Alliance qui les rassemblait pour les élections législatives est principalement à l'origine de ces tensions. Mais l'individualisme fondeur des députés libéraux, qui ont des idées sur tout, et fort peu le sens d'une quelconque discipline de parti, a aussi joué son rôle.

Les deux leaders, le libéral David Steel et le social-démocrate Robert MacLennan, ont dû admettre le mercredi 13 janvier que le programme politique commun, auquel ils venaient de mettre la dernière main la nuit précédente, ne faisait pas l'unanimité parmi leurs troupes. Ce fut, à bien des égards, la journée des duels. Les deux dirigeants s'étaient quittés mardi soir, estafés de leur texte : celui-ci était déjà imprimé et distribué avant la conférence de presse qui était prévue mercredi à midi. Hélas ! Il fallut annuler en catastrophe cette conférence quelques minutes seulement avant l'heure dite. MM. Steel et MacLennan revenaient dans l'après-midi devant les journalistes, et il n'était plus question de programme commun !

« C'est une pause pour la réflexion », estimait le premier. « Nous n'envisageons pas l'échec », affirmait le second. Leur texte est-il retiré ? En pratique oui, même si les deux responsables n'ont pas voulu

s'exprimer aussi clairement, les négociations devant reprendre lundi prochain.

Tout a buté sur l'opposition irréductible de plusieurs députés libéraux à trois propositions contenues dans ce programme. La première vise à étendre le champ d'application de la TVA aux produits alimentaires et aux vêtements pour enfants. La deuxième consiste à supprimer le caractère automatique des allocations familiales et à remplacer celles-ci par des subventions destinées uniquement aux familles les plus pauvres. La troisième affirme la nécessité du maintien du programme d'équipement en sous-marins nucléaires lanceurs d'engins Trident.

Un ancien président du Parti libéral, M. Des Wilson, a affirmé que ce programme « était à peine libéral et trop politiquement ». L'ancien dirigeant social-démocrate, M. David Owen, qui n'a pas voulu intervenir directement dans une affaire qui ne le concerne pas, puisqu'il est lui-même hostile à la fusion entre les deux partis, s'est seulement exclamé : « Mais Dieu, d'où tout cela provient-il ? »

Certains libéraux ne sont pas loin de demander la démission de M. Steel, dont le prestige ne sort pas grand de cette spectaculaire rébellion d'une partie de ses troupes. L'idée qu'un chef d'un tiers parti pourrait un jour accéder au 10, Downing Street apparaissait en tout cas plus lointaine et brumeuse que jamais à la fin de cette journée mouvementée.

D. Dh.

## Le Monde sur minitel

### 7 expulsés iraniens rapatriés en France

Vos réactions en direct sur minitel

**LE PRINCE ET LE GRIOT**  
Expériences et espérances africaines  
Paul BLANC  
15,5 x 24 cm - 254 p.  
Encart de 4 p. de photos - 120 F  
**Berger-Levrault**  
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

● DANEMARK : mort d'un ancien dirigeant communiste. — M. Alfred Jensen, l'un des fondateurs en 1920 du Parti communiste danois (DKP), est décédé à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Membre du Conseil national de la Résistance durant l'occupation allemande, il avait fait partie, comme ministre des transports, du gouvernement d'union nationale constitué à Copenhague en mai 1945. Il avait siégé durant un quart de siècle au Parlement (le Folketing), où il était entré en 1936. — (Corresp.)



**Israël**  
**ns a suscité**  
**unies**

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies a adopté, mardi 12 janvier, une résolution à l'unanimité, condamnant la décision du gouvernement israélien de transférer des colonies juives dans les territoires occupés.

**Massives**

Des milliers de personnes ont participé, dimanche 13 janvier, à une manifestation organisée par le mouvement "Solidarité avec la Palestine" à Paris. Les manifestants ont défilé devant l'Assemblée nationale, brandissant des drapeaux israéliens et palestiniens.

**L'Union**  
**de la France**

Le président de la République, François Mitterrand, a reçu, mercredi 13 janvier, le ministre israélien de la Défense, Yitzhak Mordechai. Les deux dirigeants ont échangé des vues sur la situation en Israël et les perspectives de la paix.

# Quel est le pays...?

1. Qui en moins de 2 ans a réduit l'impôt sur le revenu de 10 % ?
2. Qui en moins de 2 ans a fait entrer 1.600.000 jeunes dans les entreprises ?
3. Qui en moins de 2 ans a permis à 4.500.000 personnes de devenir actionnaires ?

## "C'est la France."

1. Une gestion rigoureuse du budget de l'Etat a permis de réduire le déficit de 44 milliards de francs, de diminuer l'impôt sur le revenu de 10 %, d'alléger la TVA sur certains produits.
2. Une politique :
  - moins de charges sociales,
  - moins de contraintes administratives,
  - un effort sans précédent de formation.

Des résultats :

- 1.600.000 jeunes en plus dans les entreprises,
- 10 % de jeunes chômeurs en moins en un an.

3. Les privatisations ont largement diffusé la propriété des grandes entreprises. Elles ont développé la participation des salariés à l'initiative économique.

Continuons ensemble.

SERVICE D'INFORMATION ET DE DIFFUSION DU PREMIER MINISTRE

**SID**

## La France se redresse.

هكذا من الامم



# Politique

## La préparation de l'élection présidentielle

### M. Léotard : le PR comblera, si besoin est, le « déficit d'audace » de M. Barre

A neuf jours du conseil national du Parti républicain qui devrait décider de l'engagement officiel de son parti aux côtés de M. Raymond Barre, M. François Léotard, dans un long entretien au Journal des républicains de janvier, précise le rôle qu'entend jouer sa formation durant la campagne présidentielle.

« Présenter d'abord une certaine « atmosphère » dans les rangs de la majorité », explique M. Léotard. « Le PR fera tout pour être le gardien vigilant d'une certaine atmosphère de campagne. Il a une vocation particulière à cela, car c'est lui qui a entraîné toute l'UDF au gouvernement. Plus que d'autres, nous sommes les traits d'union naturel avec le RPR, et cela nous donne une responsabilité particulière pour le deuxième tour. C'est à nous de servir de passerelle, quel que soit le verdict du premier tour, c'est à nous de lancer des mots d'ordre d'union, car nous avons déjà à plusieurs reprises fait preuve de ce que j'ai appelé « la cuisine majoritaire », ne serait-ce qu'en renonçant à une candidature propre au PR. »

« Faire preuve ensuite d'une double audace, précise M. Léotard. Contraints de réaliser large, les candidats sont plus ou moins condamnés à manquer d'audace, alors le PR aura de l'audace pour deux. Nous sommes libres, nous pourrions mettre le feu dans les places, évoquer les réformes nécessaires et urgentes : l'éducation, la protection sociale, la fiscalité, l'effort de défense nationale. Nous n'avons pas la contrainte électorale d'ouvrir les bras à tout le monde, nous serons nous-mêmes. Si la campagne électorale est grise, eh bien ! nous mettrons de la couleur, si elle est triste, nous mettrons de la gaieté, si elle est vieille nous mettrons de la jeunesse. Nous ne raserons pas les murs. Mais qu'on ne se méprenne pas, le PR fera une campagne propre, dans les deux sens du terme : hygiène et autonomie, nous aurons nos affiches et nos meetings. 1988 n'est pas une fin pour le libéralisme, c'est un nouveau départ. »

Enfin, le secrétaire général du PR adresse à MM. Jacques Chirac et Raymond Barre ce double message : « D'abord, faites campagne sur l'avenir, pas sur le passé. »

● RECTIFICATIF. — Henri Duville, ancien ministre du général de Gaulle, nous indique qu'il n'est pas signataire de l'appel pour les élus généraux du gaullisme paru dans une page de publicité Le Monde du 13 janvier.

Différenciez-vous sur l'avenir, parlez-vous de la France dans cette fin de siècle, et pas de ce qu'elle a fait, ou s'est fait, dans les années 1970-1980. Il ne sert à rien de ressasser le passé proche ou plus éloigné, tout le monde peut faire des reproches, mais tout le monde y perd. Alors de grâce, ne nous transformons pas en archéologues de l'amertume. Ensuite : « Regardez ce qui nous réunit, ce qui nous rassemble. Je constate une homogénéisation de l'électorat de la majorité. Les gens ont de plus en plus de mal à dire quelles sont les différences entre les deux familles, ils ne fondent leur différence que par rapport au chef. Mais les différences de fond s'estompent, alors ne les cultuons pas à plaisir. »

Evoquant plus précisément la campagne de M. Barre, le ministre de la culture se montre pour l'heure encore circospect : « Pour l'avenir, M. Barre n'a pas fini d'énoncer ce qu'il va proposer à la France. J'attends ! Pour l'instant, les premiers discours sont marqués d'une

grande prudence mais en même temps je me réjouis de la concordance de vues avec lui sur des questions comme la défense, les relations Est-Ouest, la politique culturelle et audiovisuelle, etc. En n'exprimant pas un certain nombre de choses, M. Barre prend le risque de faire une campagne un peu générale, mais en même temps il nous ouvre un espace. S'il y a un déficit d'audace, nous le comblerons. »

Enfin, M. Léotard évoque sa position et son avenir personnel en s'expliquant sur son refus d'être lui-même candidat : « Ce n'était sans doute pas le moment, convenait-il. Ma préparation personnelle, la force du parti, l'ampleur du courant libéral, tout cela n'était pas suffisamment établi. Tout est allé si vite. En 1982, je n'ai pas été élu secrétaire général du PR pour être candidat à la présidence de la République en 1988. La cristallisation s'est faite en 1984-1985, mais on ne fait pas un candidat à l'Elysée en trois ans, on fait un candidat en dix ans. Je suis un coureur de fond, pas un sprinter. »

### Les priorités de M. Michel Rocard

#### Les cinq « E »

M. Michel Rocard était, le mercredi 13 janvier, l'invité du club rocardien « Opinions » de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris. Dans l'ambiance à la fois attentive et chahuteuse qui caractérise ce genre de réunion, l'ancien ministre a répondu pendant une heure et demie aux questions des étudiants de Sciences-Po massés dans le vénérable amphithéâtre Emile-Boutmy.

**CULTURE.** — Il convient, en la matière, de donner « la priorité au futur sur le passé », même s'il n'est pas question de prôner une politique culturelle qui « négligerait le patrimoine. »

**DISSOLUTION.** — S'il est élu, M. Rocard « aimerait » être en situation de dissoudre l'Assemblée nationale, mais « ça ne se décide pas à l'avance. »

**EDUCATION.** — L'idée de confier la charge de l'éducation nationale au premier ministre est « absolument la contraire d'un gauchisme et d'un affichage d'une absolue priorité ». Pour M. Rocard, l'effort à consentir en matière d'éducation doit être « au niveau d'ampleur de ce qu'a fait Ferry. »

**ETUDIANTS.** — Si M. Rocard est élu, l'obligation de passer un an dans un autre pays de la CEE pour obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur « pourrait bien vous tomber sur la tête ». Applaudissements nourris dans la salle.

**EUROPE.** — Le modèle européen, c'est « les droits de l'homme plus le social. »

**DIFFÉRENCE.** — Un étudiant demande au député des Yvelines où se situe, selon lui, la différence entre une conférence de culture générale de prép. ENA et

un meeting politique. Réponse : « Dans le taux de démagogie acceptée. »

**IMPOTS.** — L'impôt en France a atteint « un taux [...] qui ne pourrait être augmenté qu'à un coût social et parfois un coût direct [...] gérable. Il convient de rétablir un impôt sur les grandes fortunes « plus léger, plus faible que le précédent, mieux agencé dans son assiette » et qui ne représente « aucune menace ni pour l'activité économique ni pour la transmission d'entreprises. » Il faut veiller à rester en deçà du seuil de « l'incitation à l'impôt. »

**LIBÉRALISME.** — M. Rocard, qui critique le libéralisme, est contesté par une partie de la salle. « Ces quelques hordes [...] équivalent, lance-t-il, à des applaudissements au trach bour- »

**PRÉSIDENT.** — On fait observer à M. Rocard que M. Mitterrand fera connaître le premier son choix de candidats ou de non-candidature et que son attitude, dès lors, dépend de celle du chef de l'Etat. Réponse : « Il parlera le premier [...] Je parlerai le second [...] ». Parlant en second, ce que je dirai pourrait bien dépendre un peu de ce que je passerai entre les deux. On verra bien. Tout est possible. »

**PRIORITÉS.** — Pour le candidat, il importe de définir « une gamme de priorités courtes », de reconnaître avec « netteté » qu'elles sont « exclusives » et d'assumer le fait que les autres questions constituent donc une « non-priorité ». Ces priorités sont « les cinq « E » : Education, emploi, environnement, santé, Europe. »

J.-L. A.

### Dans le Tarn, le président départemental de l'UDF déroule le tapis rouge pour M. Le Pen

En tournée électorale dans le Tarn, M. Le Pen a été reçu officiellement et « chaleureusement », le mardi 12 janvier, à la mairie de Gaillac, par le maire, M. Jacques Dary, président départemental de l'UDF. Cette initiative, qui a provoqué la colère de l'opposition de gauche du conseil municipal de Gaillac, gêne les amis politiques de M. Dary.

**ALBI**  
de notre correspondant

Après un an de campagne, M. Le Pen veut se consacrer désormais à des rassemblements dans les grandes villes, « là où les télévisions et les radios nationales sont présentes ». Mais il n'a pu résister à l'invitation de M. Bernard Antony, l'un de ses fidèles lieutenants, conseiller régional du Tarn : réunion publique à Gaillac mardi soir, conférence de presse à Albi le lendemain et réunion publique à Castres mercredi soir.

C'est à Gaillac, en terre viticole où beaucoup de rapatriés sont venus s'installer, que le Front national a obtenu les meilleurs résultats du département : 16,4 % aux législatives de 1986 derrière le PS (37,5 %). L'UDF (27,2 %) et, devant le RPR (12,8 %). Le maire de Gaillac, M. Jacques Dary, conseiller régional et président départemental de l'UDF, avait déjà annoncé qu'il recevrait M. Le Pen si celui-ci en faisait la demande, comme il reçoit « toute personnalité élue de la nation ». Il ajoutait : « Je ne suis pas responsable de sa présence à l'Assemblée nationale. Demandez plutôt à ceux qui ont établi le scrutin proportionnel. »

SYLVAIN DHOLANDE.

### Les intentions de vote selon l'IPSOS

#### MM. Mitterrand et Barre creusent l'écart

M. François Mitterrand est resté président de la République quel que soit son adversaire au second tour de la consultation présidentielle, selon le sondage réalisé par IPSOS et publié, le jeudi 14 janvier, dans VSD (1). En recueillant 52 % des intentions de vote face à M. Raymond Barre, le chef de l'Etat l'emporte face à l'ancien premier ministre pour la septième fois depuis février 1987. En décembre dernier, les deux hommes faisaient l'égal. De même, M. Mitterrand obtient 58 % des suffrages exprimés (en lieu de 56 % le mois dernier) lorsqu'il est opposé à M. Jacques Chirac. Le président de la République, qui a toujours pris l'avantage sur le chef du gouvernement depuis un an, obtient 14 de surcroît, son meilleur résultat depuis février 1987.

Si M. Michel Rocard est toujours battu par M. Barre, qui recueille

Les militants locaux du Front national voulaient mieux. Le maire de Gaillac, avec l'approbation de ses adjoints, a donc organisé, mardi soir, une réception à la mairie. Les membres du groupe union de la gauche du conseil municipal ont été pris vainement d'assaut à cette réception. Deux cents invitations, avaient été envoyées à tous les responsables et à toutes les associations de la commune.

M. Dary a remis à M. Le Pen la médaille d'honneur de la ville. Visiblement agacé par les critiques, le maire de Gaillac, en remerciant M. Le Pen, a rappelé la tradition d'accueil et de courtoisie de sa ville et fustigé « les donneurs de leçons, qui n'ont qu'à balayer devant leur porte, où ils auront fort à faire ». Il a évoqué l'amitié du chef du Front national avec Henri Yrisson, ancien maire de Gaillac, qui a longtemps milité pour l'Algérie française.

« Ces gens ne voteront jamais à gauche »

Après le départ de M. Le Pen pour son meeting à la salle des fêtes où huit cents personnes l'attendaient, M. Dary a expliqué : « Je n'avais pas le droit de priver les rapatriés, qui, eux, ont su faire sortir quelque chose de la terre, de recevoir leur candidat. On dit beaucoup de la réception électorale au niveau local, mais au niveau national c'est pire. Et puis, de toute façon, ces gens ne voteront jamais à gauche... » A l'ouverture du meeting, M. Bernard Antony a fait applaudir l'accueil réservé au candidat du Front national par M. Dary. « Nous saurons nous en souvenir », a-t-il ajouté.

SYLVAIN DHOLANDE.

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Chaban-Delmas

#### Préserver le consensus

M. Jacques Chaban-Delmas, recevant les vœux de la presse le mercredi 13 janvier, a déclaré : « Le prochain président de la République devra faire en sorte que les consensus qui se sont dégagés pendant la cohabitation ne soient pas brisés. La présidence de l'Assemblée nationale a été « Les institutions, la politique d'indépendance nationale dans le cadre de l'alliance atlantique, la construction de l'Europe aussi bien sur le plan économique que sur celui de la défense, une société inspirée par la solidarité et soutenue par une économie forte. »

« Tous ces points d'ancrage étaient déjà ceux du général de Gaulle. Jamais les gaullistes n'ont été aussi nombreux réunis sur tout l'échiquier politique. »

Il a souligné que « le généralisme implique toute l'action future ». Rappelant qu'il faisait campagne en faveur de M. Chirac, le maire de Bordeaux s'est engagé à « ne pas compromettre les chances de la majorité au second tour tout en veillant à ne blesser en aucun cas le candidat de l'autre bord. »

### M. Balladur

#### L'Etat continue

M. Edouard Balladur, présentant ses vœux à la presse le mercredi 13 janvier, a affirmé que « la continuité de l'Etat devait être assurée pendant la campagne présidentielle et que le gouvernement devait continuer à travailler au service du pays ». Le ministre d'Etat a précisé qu'il allait entamer la préparation du budget de 1989 en rappelant que, selon son plan triennal, le déficit budgétaire pour cette année-là serait réduit de 15 milliards. Il compte également mettre en œuvre la réforme du droit de la concurrence, celle des Bourses et la nouvelle fiscalité des groupes industriels. Evoquant l'amitié de M. Balladur a jugé que la France avait obtenu des résultats « satisfaisants ».

### M. Juppé

#### Ne pas se tromper d'adversaire

M. Alain Juppé, ministre du budget et futur porte-parole de la campagne de M. Chirac, a déclaré, le mercredi 13 janvier, sur RFI : « Pour le premier tour, il faut un code de bonne conduite, il ne faut pas se tromper d'adversaire et il ne faut donc pas non plus se mettre à critiquer aujourd'hui ce que nous venons de faire ensemble. »

Il a poursuivi : « Sur le bilan, la logique la bon sens commandent une droite union. La droite qui existe dans nos assemblées politiques, doit se faire sur le futur, sur le projet, sur la perspective. »

Interrogé sur ce que seront les idées-forces de la campagne de M. Chirac, M. Juppé a cité deux exemples qui feront l'objet de « propositions concrètes ».

Première idée : « Rassez au maximum la cohésion de la nation », ce qui nécessite un Etat fort « en matière de justice et de sécurité, et une politique de la nationalité, de l'intégration et qui assure la cohésion de la nation ». Deuxième idée : « Rassez la solidarité nationale. »

### M. Doubin

#### Le troisième tour

M. François Doubin, président du MRG, a affirmé, mercredi, qu'il avait la conviction que « François Mitterrand aura candidat et qu'il sera élu ». « Il faut avoir gagné le troisième tour de cette élection, c'est-à-dire la constitution d'une large majorité parlementaire. »

M. Doubin a toutefois indiqué que le MRG ne souhaitait pas une dissolution de l'Assemblée nationale en cas de victoire du candidat socialiste, car celle-ci renforcerait la bipolarisation.

M. Doubin a rappelé que si M. Mitterrand n'était pas candidat, le MRG présenterait le sien.

### M. Jospin

#### Le PS a été sali

M. Jospin, premier secrétaire du PS, a, dans un communiqué, estimé : « Le parti socialiste a toutes les raisons de mettre en doute l'objectivité du rapport Barre », après que le général Waubertin ait démenti avoir tenu des propos qui lui sont prêtés dans ce rapport. « Luchaire sifflait les péchés du parti socialiste. Depuis le mois de novembre, le PS a fait l'objet d'une campagne de calomnies fondées uniquement sur cette phrase que le général Waubertin a démentie. Le parti socialiste a été sali dans cette affaire. »

### M. Bernard Pons à Mayotte

#### Un voyage difficile

SAINT-DENIS  
de notre correspondant

Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, est, le jeudi 14 janvier une visite de quatre jours à Mayotte. Contrairement aux habitudes, M. Pons ne fera pas escale à la Réunion, mais à Antananarivo d'où il rejoindra directement par un avion spécial la collectivité territoriale.

Le voyage du ministre à Mayotte s'annonce difficile. Sur ce petit territoire, l'exaspération est à son comble à la suite des déclarations de M. Jacques Chirac au président comorien, M. Ahmed Abdallah, lors du récent sommet franco-africain d'Antibes. Revenant sur ses engagements d'avant le 16 mars 1986, le premier ministre a fait part de ses réserves au chef de l'Etat comorien quant à une éventuelle départementalisation de Mayotte. M. Chirac a affirmé qu'il ne voulait pas « figer la situation en faisant de Mayotte un département français ». En pleine campagne législative, début 1986, M. Chirac avait insisté sur « la vocation de Mayotte à devenir département français ». Il avait ajouté que les engagements pris seraient tenus.

La déclaration du premier ministre à Antibes a entraîné une réaction des élus mahorais qui ont écrit à la trahison. Le Journal de Mayotte, heb-

domadaire publié à Dzaoudzi, très proche du Mouvement populaire mahorais (MPM) du sénateur Marc Henry s'insurge contre « les mensonges » de M. Chirac et de M. Pons. Le ministre des DOM-TOM sera-t-il tenté de faire de la surcharge pour « rattrapper le coup » ? On craint un dérapage à la Réunion où doit se tenir à la mi-février un conseil des ministres des îles du sud-ouest de l'Océan Indien, dans le cadre de la coopération régionale, et sous la présidence de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération.

Une surenchère sur le statut de Mayotte pourrait envenimer les relations franco-comoriennes, déjà mises à mal par l'affaire des premiers « Jeux des jeunes » des îles de l'Océan Indien qui se sont déroulés en août dernier à la Réunion. Les Comores avaient refusé de participer en raison de la présence de Mayotte, entraînant dans un premier temps le retrait des délégations malgaches et mauriciennes. Port-Louis et Antananarivo étaient par la suite revenus sur leurs positions après qu'on leur ait confondu la délégation mahoraise dans la délégation de jeunes métropolitains appelés à la rescousse, pour compenser la défection des Malgaches et des Mauriciens.

ALIX DIJOUX.

### Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Elysée, le mercredi 13 janvier 1988. A l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

● LA TRANSPARENCE FINANCIÈRE DE LA VIE POLITIQUE (Le Monde du 14 janvier).

● LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN FAVEUR DE LA PRESSE ÉCRITE

Le ministre délégué chargé de la communication a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique du gouvernement en faveur de la presse écrite. Le loi du 1<sup>er</sup> août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse a fixé le cadre général dans lequel s'exerce l'activité des entreprises de presse.

En outre, un taux unique de TVA de 2,1 % sera instauré, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989, pour l'ensemble de la presse écrite.

2) En matière sociale, le gouvernement a amélioré le statut de ceux qui concourent à la vie de la presse écrite : prise en charge partielle par l'Etat de certaines cotisations sociales des correspondants locaux de presse et des vendeurs colporteurs, confirmation de taux réduit de cotisations pour certaines catégories de journalistes, nouvelles dispositions relatives aux conditions de départ à la retraite des journalistes.

3) Un observatoire de la publicité a été mis en place. Il améliorera la collecte des informations sur l'évolution du marché publicitaire et la concertation entre les parties concernées. Il présentera chaque année le résultat de ses travaux au gouvernement et au Parlement. Ses premières observations montrent que le financement des chaînes privées de télévision ne s'est pas fait au détriment de la presse écrite, mais qu'il est souhaitable, pour l'heure, de maintenir une réglementation préservant l'équilibre du marché publicitaire.

4) Le gouvernement vient d'accorder un soutien exceptionnel à l'Agence France-Presse pour contribuer à son redressement. Les mesures prises sous forme d'une avance remboursable et d'un prêt participatif doivent permettre à l'Agence de retrouver un résultat net positif en 1988.

II. — L'adaptation de la presse écrite à l'évolution de son environnement économique doit être aidée.

1) Face à l'évolution rapide des conditions de gestion de la presse, l'Etat reste soumis à certaines obligations. Les aides indirectes, qui représentent plus de 5 milliards de francs en 1988, assurent l'équilibre économique de la presse. Leur importance ne remet en cause ni la neutralité ni l'automatisme de l'intervention de l'Etat en ce domaine.

L'aide directe ne permet pas toujours de satisfaire les besoins réels des publications qui doivent être soutenues. Une étude vient d'être lancée par le ministère de la culture et de la communication pour tenter de remédier à cette situation. Sans attendre, le gouvernement a augmenté de 16 % les crédits consacrés à ces aides dans la loi de finances pour 1988.

2) La presse écrite est confrontée à de profondes mutations : généralisation de l'informatique, concurrence croissante de l'audiovisuel, apparition de nouveaux médias. Certaines entreprises de presse en sont conscientes et diversifient leur stratégie.

Soucieux de défendre l'écrit dans une société qui tend à devenir une société de l'image, le gouvernement a décidé de lancer, le 29 janvier prochain, une journée nationale de la presse écrite. Elle visera à faire prendre conscience aux Français de l'importance et de la diversité de cet instrument d'information et de connaissance, indispensable au bon fonctionnement de notre démocratie.



# Politique

## La réglementation du financement des activités politiques

### L'insatisfaction des partis ne devrait pas faire obstacle au vote des projets de loi

L'enthousiasme ne règne pas dans la classe politique après la publication des projets du gouvernement sur le financement de la vie politique (le Monde du 14 janvier). La majorité, au PS comme au RPR et à l'UDF, reconnaît toutefois qu'il sera difficile, *in fine*, de s'opposer à ce qui apparaît comme un progrès.

L'UDF n'a pas encore pris de position officielle. Si la plupart de ses membres reconnaissent qu'il sera impossible de mettre à mal la majorité parlementaire sur les derniers textes à voter avant l'élection présidentielle, de nombreux amendements sont déjà préparés car les projets

sont jugés « mal faits, car faits trop vite sous la pression du président de la République ». Au cours d'une réunion des parlementaires du PR, mardi, l'obligation d'une déclaration des patrimoines des élus, ressentie comme une mise en cause de leur honnêteté, a été fort mal acceptée.

Ce point a été tout autant critiqué au cours d'une réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, mercredi. De même le financement par l'Etat des partis politiques n'est guère admis, même si celui-ci est le prix à payer pour obtenir un soutien des socialistes. M. Pierre Messmer a été chargé de transmettre à M. Jac-

ques Chirac les réticences de ses amis. Le président du groupe a ainsi déclaré, jeudi, à Antenne 2 : « Il n'est pas bon que les partis soient financés essentiellement par l'impôt », ajoutant cependant : « Quand le vin est tiré, il faut le boire. »

Le PS a, lui, mis un bâton dans les roues de critiques émises en début de semaine par MM. Lionel Jospin et André Laignel. Au cours d'une conférence de presse, jeudi, M. Pierre Joxe a expliqué : « On peut vouloir une législation idéale ; on peut aussi se satisfaire d'un progrès dans le droit ; moi, je pense que toute législation qui

serait un progrès permettrait d'autres progrès dans l'avenir » ; et il a fait référence au vote, par les socialistes, de la loi Veil autorisant l'avortement, « qui pourtant ne nous convenait pas totalement ». La réunion du bureau exécutif du parti dans la soirée a confirmé cette analyse : les projets actuels ne permettent pas le consensus ; les socialistes déposeront des amendements importants mais avec la volonté d'aboutir, si possible, à un accord. En fait, le PS ne veut pas être rendu responsable, par ses réticences, d'un éventuel échec d'un progrès souhaité par M. François Mitterrand.

« à l'entrée en vigueur d'une loi visant à garantir la transparence du financement des mouvements politiques ». Les projets déposés considèrent que cela sera fait au lendemain de la prochaine élection présidentielle.

Sujets difficiles et délicats, solutions loin d'être parfaites — même si la perfection est en la matière impossible — la discussion parlementaire promet d'être passionnée. D'autant qu'elle aura lieu, en fait, en pleine période électorale. Le premier ministre sera alors candidat, et il lui faudra naviguer entre son souhait d'obtenir un relatif consensus, donc au moins un non-refus du PS, et les réticences de la majorité. L'UDF sera d'autant plus forte pour faire entendre sa voix, que la loi organique concernant aussi les sénateurs (pour la déclaration de leur patrimoine), devra être votée dans les mêmes termes par les deux Chambres du Parlement. Mais qui, à la veille d'une échéance électorale, pourra donner l'impression d'être responsable de l'échec d'une tentative de moralisation de la vie politique ?

THIERRY BRÉHIER.

### Les limites de la transparence

comptes des candidats aux législatures ne seront pas publiés.

#### Une épaisse zone d'ombres

Le financement des partis politiques surtout restera dans l'ombre la plus épaisse. C'était pourtant par lui — surtout — que le scandale était arrivé. C'était pourtant essentiellement à cause des « affaires » nées des méthodes actuelles de financement que le président de la République avait souhaité une législation moralisant la vie politique. Le premier ministre a reculé, malgré ses intentions premières, devant les réticences d'une grande partie de sa majorité, aidé, il est vrai, par une difficulté constitutionnelle que n'a pas manqué de souligner le Conseil d'Etat. La Constitution en son article 4 prévoit que les partis « se forment et exercent leur activité librement ». Légiférer en la matière, en

limitant les dons qu'ils peuvent recevoir et en soumettant leurs comptes à contrôle, n'aurait-il pas été contraire à ce principe ?

Le gouvernement a préféré ne pas aborder ce sujet. Résultat : contrairement à ce qu'espérait M. Jacques Toubon, les dons des entreprises aux partis ne sont pas formellement autorisés, et, contrairement à ce que voulait M. Lionel Jospin, il n'y aura ni limitation, ni transparence des sommes que de généreux donateurs fournissent aux partis. Les financements occultes et particulièrement les « fausses factures » vont-ils devoir et pouvoir continuer ? Une seule limite pourra éventuellement jouer : la publication au Journal officiel des comptes des partis recevant une aide de l'Etat. Son efficacité dépendra, bien évidemment, de la forme que devra prendre cette publicité et des précisions qui en seront exigées ; mais, sur ce point, le projet gouvernemental est muet.

Une originalité apparaît dans le texte du gouvernement sur les idées avancées ici et là dans le passé : l'aide de l'Etat ne transitera pas par les groupes politiques représentés au Parlement. Chaque parlementaire devra indiquer à quel parti il se rattache, et ce sont eux qui recevront directement l'argent. Ainsi il n'y a pas de liens entre partis et groupes parlementaires. Les partis qui ne peuvent, ou ne veulent, constituer un groupe à l'Assemblée nationale ou au Sénat seront quand même aidés. Voilà qui devrait arranger les affaires des composantes de l'UDF.

Sur un point précis, le RPR profite de l'occasion pour prendre sa revanche sur une partie de cette même UDF. Le CDS, au printemps 1987, avait réussi à interdire la publicité politique à la télévision que souhaitaient les chiraquiens. Ceux-ci avaient simplement obtenu que cette interdiction disparaît

La limitation des frais des campagnes électorales des candidats aux élections présidentielle et législatives est, elle aussi, sujette à questions. Quelles seront les dépenses qui devront être prises en compte ? Quelles seront celles de leurs « amis » qui échapperont au plafond ? Par exemple, la propagande d'un parti soutenant de nombreux postulants à la députation sera-t-elle comptabilisée et si oui comment ? Les possibilités de s'affranchir de la règle du plafond seront donc nombreuses, et le contrôle des citoyens ne sera pas possible, puisque les

et pour les sommes que chacun des donateurs pourra fournir.

Les autres élus et gouvernements ne seront pas soumis aux feux aussi brillants de la publicité. D'abord seuls les candidats à la députation voient leurs dépenses de campagnes réglementées. Mais la surveillance du respect de la loi ne sera le fait que des bureaux des Assemblées et du Conseil constitutionnel. Aucune publicité de ces comptes n'est prévue. Les électeurs resteront dans l'ignorance. L'état de leur patrimoine ne sera pas plus public. Députés et sénateurs n'auront qu'à le communiquer au bureau de leur Assemblée, les membres du gouvernement et les responsables des collectivités territoriales à une commission ad hoc.

Certes, ces instances devront publier un rapport annuel au Journal officiel sur l'exercice de cette mission ; mais le contenu de celui-ci n'est absolument pas précisé. Il pourra donc être à la fois succinct et flou. De même ces instances auront à apprécier « la variation des situa-

L'opacité totale ne va pas céder la place à la transparence parfaite. La réglementation des financements de la vie politique prévue par les projets adoptés, le mercredi 13 janvier, par le conseil des ministres, laisse subsister de grands pans d'ombre sur les rapports — toujours délicats — avec l'argent. Le dossier était, il est vrai, particulièrement difficile tant juridiquement que politiquement. Les propositions du gouvernement reviennent à jeter une lumière qui va du blanc le plus cru au noir complet selon les situations.

Les candidats à la présidence de la République seront soumis à une transparence globale. L'état de leur fortune — et celle de leur épouse — comme leurs comptes de campagnes seront soumis à la curiosité publique par l'intermédiaire de leurs publications au Journal officiel et des autres médias qui pourront les reproduire. Ainsi ne pourront-ils plus par exemple camoufler l'origine des fonds qu'ils reçoivent pour financer leur propagande, ceux-ci étant, de plus limités, et pour leur globalité

La communication n'est pas une fin en soi.

C'est un outil de management. Les relations avec la presse, l'image, la communication interne, la communication externe,

les colloques, les événements, sont des moyens au service des objectifs de votre entreprise. Il y faut de la rigueur dans la démarche, de l'imagination dans la conception, la fiabilité d'une grande organisation dans l'exécution. Nous savons accompagner les grands managers qui débutent dans la communication. Nous savons conduire à l'excellence ceux qui communiquent déjà.

BERNARD KRIEF COMMUNICATION

**BERNARD FRANK. APOSTROPHES 15 JANVIER 1988.**



Bernard Frank

Un siècle débordé

Le portrait en pied d'un dandy par lui-même, l'homme le plus brillant, le plus injuste, le plus gai, le plus mélancolique de sa génération : le plus doué aussi. Jean-François Josselin Le Nouvel Observateur

Dix-sept ans se sont écoulés sans entamer la fraîcheur de son livre qu'il semble avoir terminé la semaine dernière... Angelo Rinaldi L'Express

Une acuité caustique... époustouflante d'intelligence retorse. Jérôme Garcin L'Événement du Jeudi.

Flammarion

115, RUE DU BAC 75007 PARIS - TEL. 45.44.38.29

هكذا من الامم



# Société

## Le retour en France de réfugiés iraniens

Le rapatriement des grévistes de la faim iraniens vers la France et l'Espagne a été préparé par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, et M. Robert Pasqua, ministre délégué à la sécurité, au terme d'une concertation permanente avec M. Jacques Chirac qui a pris la décision finale, dit-on à l'hôtel Matignon. Cette décision a été essentiellement motivée, soulignent les mêmes sources, par des raisons humanitaires, à cause de l'aggravation de l'état de santé de certains Iraniens qui se trouvaient au Gabon. Mais le gouvernement a également été sensible aux pressions exercées sur l'opinion publique, notamment par

certaines organisations, par le Parti socialiste et par le président de la République.

En effet, le chef de l'Etat était intervenu dès le conseil des ministres du 9 décembre pour demander des explications au ministre de l'Intérieur. Saisi par le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, le chef de l'Etat avait, ensuite, le 17 décembre, écrit au premier ministre pour attirer son attention non seulement sur la régularité de la décision d'expulsion elle-même, mais aussi sur les conditions d'application de cette décision. Le chef de l'Etat avait accablé ses mises en garde le 23 décembre, à bord du

porte-avions *Clemenceau*. « Il faut que les conditions juridiques qui s'attachent à la qualité de réfugié politique et au droit de bénéficier de l'asile politique soient respectées, avait-il dit. L'ont-elles été ? ». En privé, M. Mitterrand n'hésitait pas à souligner que cette affaire était « déplorable pour l'image de la France ». Son épouse, M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, s'était d'ailleurs elle-même rendue au chevet des grévistes de la faim à Paris.

Saisi à nouveau par le RCR, M. Mitterrand avait reçu le président de cet organisme le 7 janvier et adressé le lendemain une nouvelle lettre au premier ministre. A leur tour, M. Jacques Barrot,

secrétaire général du CDS, et M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, avaient écrit à M. Chirac pour s'opposer aux déclarations persistantes de fermeté du gouvernement.

A l'annonce du recul de ce dernier, M. Pierre Messmer, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, a parlé de « solution sage » en précisant que cette affaire avait créé non seulement « une tension » entre le président et le gouvernement, mais aussi à l'intérieur de la majorité. Enfin, M. Louis Mermoz a souligné qu'il était « vraiment temps de mettre fin à un arbitraire qui n'avait que trop duré ».

## L'aboutissement d'une négociation obligée

L'accord concrétisé, aujourd'hui, par le retour en France de sept des quinze expulsés a été apparemment négocié, depuis une quinzaine de jours, entre M. Pasqua et M. Mousad Radjavi lui-même, chef des Moudjahidines du peuple. Dès qu'il est apparu que les grévistes de la faim à Paris, mais aussi à Londres et à Washington, dont les amis avaient su habilement populariser l'action par une campagne de presse internationale, ne reculeraient pas, la nécessité de la négociation s'est imposée de manière chaque jour un peu plus aiguë.

Plusieurs des personnes qui avaient rencontré les grévistes, M. Gilbert Bonnemaison, député socialiste, qui avait fait le voyage à Libreville, ou M. Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme, qui avait rencontré les jeûneurs de Paris — avaient été impressionnés tant par leur état de santé que par leur détermination à aller, si nécessaire, jusqu'aux ultimes conséquences de leur mouvement de protestation.

A cela s'ajoutaient les recours juridiques déposés par les réfugiés expulsés devant les tribunaux administratifs de Paris et de Versailles. Lors de l'audience de mardi à Paris, le commissaire du gouvernement, qui consistait à sa dénomination, ne représentait pas le gouvernement mais exprimait un point de vue de juriste indépendant, avaient conclu à la nécessité d'un sursis à exécution pour trois d'entre eux — le Monde du 14 janvier), ce qui impliquait qu'ils puissent revenir en France. Le cas de sept autres expulsés devait être examiné jeudi 14 janvier devant le tribunal administratif de Versailles, avec, là aussi, des risques de déseulement de la décision gouvernementale.

Le revirement a été acquis non sans quelques discordances au sein même du gouvernement. Bien qu'il ne soit pas encore possible de déterminer précisément où passe le diffé-

rend, il est clair que la décision de faire revenir en France sept des quinze expulsés n'a pas été accueillie avec satisfaction par l'ensemble du ministère de l'Intérieur. Chargé de sélectionner les réfugiés à expulser — les critères du choix n'étaient pas, d'ailleurs, évidents, puisque les quinze expulsés étaient loin d'être tous des militants des Moudjahidines — il a été ensuite investi de la délicate mission de négocier leur retour dans les moins mauvaises conditions possibles. Nul doute que le revirement de M. Chirac — car c'est bien lui qui a pris la décision finale, quarante-huit heures après avoir pourtant déclaré que l'expulsion était intangible — laissera des traces parmi quelques-uns des membres de son équipe.

M. Pandraud, ministre délégué à la sécurité, était quant à lui partisan

de monter d'un cran dans l'épreuve de force à l'égard de l'opposition iranienne en France. Certains, dans son entourage, ne rejetaient pas devant la perspective de procéder à une autre vague d'expulsions afin de briser le mouvement de protestation. On fait valoir, au ministère de l'Intérieur, que cette possibilité a modéré les demandes des Moudjahidines du peuple.

La négociation a été menée dans le plus grand secret ; mercredi matin, elle n'était pas encore terminée. L'accord n'a été conclu que quelques heures avant que ne s'envole du Bourget, avec à son bord M. Raymond Sasia, proche collaborateur de M. Pandraud, l'ancien qui devait rapatrier en France les expulsés. Dans le même avion a pris place M. Reza Maktabi, membre de la direction des Moudjahidines. Un second appareil a quitté Genève

mercredi vers 23 heures, également pour Libreville.

Les termes de l'accord précisent qu'en échange du retour de sept d'entre eux huit réfugiés seront, dans un premier temps, accueillis par l'Espagne, qui « paie » ainsi le retour des réfugiés dans la lutte contre l'ETA. D'Espagne, les réfugiés pourraient négocier leur accueil éventuel avec d'autres pays, la Suède ou les Pays-Bas, notamment. Ces huit personnes ne seraient engagées à ne pas revenir en France, même si les tribunaux administratifs saisis de leur cas décidaient d'un sursis à exécution de la mesure qui les frappe. Enfin, les Moudjahidines ont promis d'arrêter immédiatement le mouvement de grève de la faim observé dans plusieurs pays par leurs militants ou sympathisants.

GEORGES MARION.

## Effusions et embrassades devant le Commissariat aux réfugiés

Une immense banderole annonçant « trente-huit jours de jeûne » surmonte toujours le campement, dans la matinée du 14 janvier à Neuilly, mais les quatre caravanes des quarante grévistes de la faim sont vides. « Nous avions hâte de passer la nuit à 23 h 30 comme tous les soirs, explique en riant un des réfugiés iraniens. Quelques minutes plus tard, nous avions en main la dépêche de l'Agence France-Presse annonçant le retour des expulsés. Nous avons laissé l'effusion en place, mais les grévistes de la faim sont rentrés passer la nuit chez eux : ils y sont mieux que sur ce boulevard glacé... »

Le campement est intact, les tabourets de plastique et les chauffages à gaz sont toujours en

place, mais la table à thé dans le dortoir s'emplissent des cartes et des pétitions débordées de fleurs. Depuis ce matin, tout ce que Paris compte de sympathisants du mouvement a défilé ici devant le siège du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies, à Neuilly. Embrassades, effusions, les militants, qui ont passé une nuit blanche — sur le trottoir, vont et viennent sans jamais s'arrêter de sourire, ils attendent les grévistes de la faim qui ne suspendront leur jeûne que lorsque l'avion ramènera leurs camarades aux arrivés. L'un d'entre eux, qui a perdu 18 kilos, est déjà là. Les yeux humides, il passe de bras en bras pour de longues effusions silencieuses. « J'ai très bien dormi, assure-t-il, c'est Pasqua qui a dû

passer une mauvaise nuit ! » Malgré la fatigue, les trente-sept jours de jeûne et l'insistance de ses camarades, il ne peut se résoudre à s'asseoir. A peine installé, il se redresse d'un bond pour serrer un ami ou embrasser un nouvel arrivant. « A croire qu'il se porte déjà mieux ! », plaisante un des réfugiés.

Un à un, les grévistes de la faim rejoignent le campement, soutenus par leurs camarades. Réunis le long de la contre-allée de l'avenue du Général-de-Gaulle, ils brandissent des petits drapeaux iraniens et les portraits géants des expulsés. « C'est une victoire pour nous, une victoire sur le gouvernement, mais aussi sur le régime de Khomeini », dit-il.

A. C.

## Une entorse au processus de normalisation avec Téhéran ?

La politique de « normalisation » des relations avec l'Iran, reprise le 27 novembre avec la libération de deux des otages français au Liban, Roger Anquetin et Jean-Louis Normandin, pourrait subir le contre-coup de l'accord passé entre le gouvernement et les Moudjahidines du peuple iranien sur le retour en France de sept réfugiés expulsés début décembre.

La présence et l'activité d'opposants iraniens sur le sol français sont en effet l'un des principaux griefs de la République islamique contre Paris, longtemps accusé par Téhéran de « couvrir » les menées de ces opposants les plus redoutables au régime de l'imam Khomeini. Et les Iraniens ont fait de la répression des activités des Moudjahidines l'une des trois conditions à une normalisation des relations franco-iraniennes — avec le règlement du contentieux financier et l'arrêt des livraisons d'armes à l'Irak.

Or, pour Paris, cette « normalisation » franco-iranienne est indissociable de la libération des trois derniers otages français retenus au Liban par des groupes chiites étroitement liés à Téhéran. MM. Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann.

La chronologie des événements, depuis le 27 novembre, ne laisse aucun doute sur la place prise par l'expulsion des membres ou sympathisants des Moudjahidines dans le processus de « normalisation », et donc dans les efforts en vue de la libération des otages.

Le 27 novembre, MM. Normandin et Anquetin ont été libérés à Beyrouth par leurs ravisseurs de « l'Organisation de la Justice révolutionnaire ». A noter, à ce propos, que l'on pensait, à Paris, voir réapparaître M. Carton ou M. Fontaine aux côtés de Jean-Louis Normandin plutôt que Roger Anquetin, dont l'enlèvement n'avait jamais été revendiqué. Samedi 28 novembre, les deux otages libérés sont accueillis à l'aéroport d'Orly par M. Chirac, qui nie à cette occasion que son gouvernement ait payé une quelconque rançon.

En tout état de cause, la trame du marché conclu avec Téhéran ne tarde pas à apparaître, car dès le lendemain, l'affaire Gordji, qui a précipité la France et l'Iran dans une « guerre des ambassadeurs », en juin dernier, se dénoue subitement. En quelques heures, un dimanche après-midi, M. Gordji, « l'interprète » de l'ambassade d'Iran assiégede par la police, sort de la mission diplomatique et se rend chez le juge d'instruction, M. Boulouque, qui réadmet son audition comme témoin dans le cadre de l'enquête sur les attentats de septembre 1986 à Paris. Le juge ne retient aucune charge contre lui, et M. Gordji — qui, pendant plusieurs mois, avait obstinément refusé de se rendre à la convocation du magistrat — s'envole immédiatement pour le Pakistan. Là, il est « échangé » contre un diplomate français en poste à Téhéran, M. Torri, qu'en représailles à « l'affaire Gordji », la justice iranienne voulait également entendre. En un rien de temps, le siège de l'ambassade d'Iran, avenue d'Iéna, est levé, la « guerre des ambassadeurs » est terminée.

Presque dans le même temps, le Quai d'Orsay — dont ce sera d'ailleurs pratiquement la seule manifestation depuis que le ministère de l'Intérieur a repris le dossier des otages et des relations avec l'Iran — annonce que le règlement du contentieux franco-iranien est

en très bonne voie. Il s'agit du remboursement, réclamé depuis des années par Téhéran, d'un prêt de 1 milliard de dollars consenti en 1974 par le chah au Commissariat à l'énergie atomique, dans le cadre de la participation de l'Iran au projet Eurodif d'enrichissement d'uranium. Une première tranche de 330 millions avait déjà été remboursée, il y a un peu plus d'un an, par avance, la libération de deux autres otages français du Liban.

Enfin, le 7 décembre, la police française interpellait une poignée d'opposants iraniens, dont dix-sept étaient expulsés le lendemain au Gabon.

### Une avalanche de condamnations

Immédiatement, le gouvernement se heurte à deux éléments, qu'il avait apparemment sous-estimés : d'une part, la détermination des Moudjahidines du peuple, dont toute l'histoire est faite de combat clandestin et d'une répression implacable dans leur pays ; d'autre part, largement orchestrée par les Moudjahidines, passés-maitres en matière de relations publiques.

La détermination, c'est cette grève de la faim qui, en près de quarante jours, amène un certain nombre de réfugiés iraniens à se faire hospitaliser, tant à Paris qu'à Libreville.

Sur le plan international, c'est d'abord le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui exprime son inquiétude et son indignation devant la déshonneur avec laquelle le gouvernement français a mis à la porte des personnes qui bénéficient du statut de réfugié politique. Le Quai d'Orsay sera chargé de répondre au HCR, mais celui-ci se déclare insatisfait de cette réponse et le fait savoir.

Puis, ce sera une avalanche de motions de soutien aux réfugiés iraniens et de condamnations de Paris par plusieurs centaines de parlementaires à travers le monde, européens mais aussi américains. Ces derniers, dont les Moudjahidines diffusent abondamment les motions et les signatures, s'élèvent contre les pratiques françaises. La mobilisation de ces personnalités politiques fut d'autant plus forte que, dès l'apparition des premières informations sur les contreparties françaises à la libération des otages, on avait assisté à une levée de boucliers de la part d'officiels étrangers, au premier rang desquels M<sup>me</sup> Margaret Thatcher.

Le premier ministre britannique s'était ainsi inquiété de ce qui pouvait apparaître comme une « prime » aux preneurs d'otages. Même son de cloche aux Etats-Unis dans un premier temps, avant que Washington ne se fasse finalement d'une grande discrétion sur cette affaire.

Un cadre des Moudjahidines ayant échappé à l'ère de M. Pasqua se demandait, quelques jours seulement avant le compromis de mercredi : « Si l' [M. Pasqua] s'est trompé à ce point sur notre compte, qui dit qu'il ne s'est pas tout aussi trompé sur les dirigeants iraniens lorsqu'il a commencé à traiter avec eux dans l'affaire des otages ? ». Reste à attendre la réaction de Téhéran au retour en France des opposants iraniens, qui ne voulaient pas faire les frais d'un marché entre M. Pasqua et les ayatollahs.

YVES HELLER.

### L'affaire de l'hôpital de Poitiers

## Un nouveau témoignage sur le professeur Mériel

Un mois avant le procès, qui doit commencer le 15 février devant les assises de la Vienne, de trois médecins de l'hôpital de Poitiers après la mort, le 30 octobre 1984, dans des conditions inexplicables, de Nicole Berneron, un livre (1) publié par Lionel Duroy, journaliste à *Libération*, fait état d'un épisode jusqu'ici méconnu concernant le professeur Mériel, chef du département d'anesthésie-réanimation du CHU de Poitiers, l'un des principaux acteurs de cette affaire.

En 1971, selon le témoignage du docteur Alain Giraud, le professeur Mériel, à l'occasion d'une intervention chirurgicale sur un enfant à laquelle il participait en tant qu'anesthésiste-réanimateur, l'aurait accusé de sabotage de l'appareil de réanimation présent dans le bloc opératoire. « Vous avez voulu tuer cet enfant pour me nuire », aurait alors déclaré le professeur Mériel à l'adresse du docteur Giraud, à l'époque étudiant en anesthésie-réanimation. C'est ce dernier, nommé depuis chef de service d'anesthésie-réanimation de l'hôpital de Parthenay (Deux-Sèvres), et à ce titre supérieur hiérarchique du docteur Bakari Diallo, l'un des inculpés dans l'affaire Berneron, qui fait aujourd'hui cette confidence. Il affirme, d'autre part, qu'il racontera cet épisode devant la cour d'assises de la Vienne.

En filigrane, on retrouve ici l'hypothèse fréquemment soulevée par les défenseurs du docteur Diallo d'un « pseudo-sabotage » du respirateur, scénario qui aurait été monté de toutes pièces par le professeur Mériel pour expliquer le décès de Nicole Berneron tout en

accusant d'assassinat deux de ses collaborateurs.

Sans évoquer les raisons qui ont pu pousser le docteur Giraud à ne pas rapporter plus tôt ces éléments d'information à M. Pierre Hovavre, juge d'instruction chargé du dossier, on peut s'interroger sur la portée réelle d'une telle « révélation ». Au cours de l'instruction, il est apparu clairement que la psychose du sabotage était très curieusement une donnée répandue dans de nombreux services d'anesthésie-réanimation hospitalière. A ce titre, la révélation de l'incident de 1971 n'a guère de valeur exemplaire. Il faut, d'autre part, souligner que l'hypothèse d'un « sabotage bidon » permettant d'expliquer le décès et d'accuser les docteurs Bakari Diallo et Denis Archambeau avait d'abord été retenue par le magistrat instructeur avant d'être écartée au vu des conclusions de l'enquête policière et des données de l'instruction.

« En toute hypothèse, confie-t-on à Poitiers, de source judiciaire, ces informations, qui cherchent à révéler la manière très critiquable d'apparaitre un élément nouveau. » Si le fait se révélait exact il n'infirmerait ni ne confirmerait les conclusions obtenues au terme de la très longue instruction menée par M. Hovavre, conclusions qui font bel et bien de la mort de Nicole Berneron la conséquence, indirecte ou non, d'un sordide règlement de comptes entre médecins anesthésistes-réanimateurs.

JEAN-YVES NAU.

(1) *L'affaire de Poitiers*, de Lionel Duroy, éditions Bernard Barrault, 276 pages, 84 F.

### Au procès de Valérie Subra

## Les rescapés du hasard

Valérie Subra ne l'a pas regardé. La tête dans ses mains, recroquevillée sur elle-même, se dissimulant à la curiosité du public dans le box des accusés, Valérie n'a pas levé la tête pour voir passer Sandrine Meimoun. Mercredi 13 janvier, le récit de cette jeune femme, dix-huit ans en 1984, était pourtant fort intéressant.

Le président Xavier Versini n'avait pas encore évoqué ce témoin capital. Et, tout d'un coup, longiligne et belle, écroulée de ses mots et bigrement embarrassée, elle racontait son histoire. Ancienne secrétaire dans la société du père de Laurent Hattab, ce dernier lui avait téléphoné pour la voir en novembre 1984. A cette époque, au cours de six ou sept réunions, Hattab, Valérie Subra et Jean-Rémi Serrand, futur trio assassin, lui avaient « proposé de gagner de l'argent, beaucoup d'argent, vite ».

Dans l'atelier de confection où travaillait Laurent Hattab, on avait des projets audacieux, on évoquait des « bragues », la nécessité de réunir « un milliard ». Laurent ne voulait plus être « un fils à papa ». Jean-Rémi Serrand avait besoin d'argent pour survivre. Valérie, elle, voulait suivre Laurent aux Etats-Unis, si besoin, « pour faire sa vie ».

« Progressivement, un scénario avait été mis au point. Valérie appelait au téléphone des hommes aisés, croisés dans les boîtes à la mode dans le quartier des Champs-Élysées ou au restaurant Les jardins de la Boétie. Elle et Sandrine se faisaient inviter à leur domicile et, pendant que Valérie occupait les victimes désignées en les éloignant dans leur chambre, Sandrine ouvrait la porte d'entrée à leurs deux complices.

« On trouve une solution ». « Laquelle ? On les élimine ». Valérie s'inclina, rassurée. Sandrine Meimoun écartait tout cela, vaguement persuadée que « c'était des mots, juste des mots ».

Mais c'était sérieux, tout à fait sérieux. Le 30 novembre 1984, M. René Besso, trente-huit ans, directeur de société, avait la vie saute en toute méconnaissance de cause. Au dernier moment, alors qu'il leur offrait un verre, Sandrine ou pour, « très peur ». « Je me suis défilée », dit-elle à la cour. « J'ai dit à Valérie : c'est pas possible, c'est pas bon ». Elles furent retenues dans le dortoir devant M. Besso, défilé, et retrouvèrent Laurent Hattab et Jean-Rémi Serrand au coin de la rue. « On fera René une autre fois », laisse tomber Hattab.

Il n'y eut pas d'autre fois pour Sandrine, qui leur tira sa révérence juste à temps. Car, le 7 décembre, le trio, dûment motivé, tue M<sup>me</sup> Germaine Le Laidier, Les 10, 12 et 14 décembre, Valérie Subra et ses deux complices essaient de piéger M. Henri Levy, qui leur échappe, moitié par prudence, moitié par hasard. Le 16 décembre, ils arrivent à piéger chez Laurent Zarade et l'assassinent. Le 19, Valérie téléphone à « son ami Paul Taicler », surnom des Jardins de la Boétie, pour dîner chez lui le lendemain.

Jean-Rémi Serrand, l'homme qui avoue tout, se lève : « Pour le 20 décembre, Valérie avait quelques idées de préjudice, M. le président ». Un angoissé, M. Taicler, présent à la barre des témoins, peut pousser un soupir de soulagement. Cette fois, la police met un point final au massacre en arrêtant le jour même, le trio assassin.

Suite des débats, le jeudi 14 janvier.

LAURENT GRELSAMER.



# Société

Action directe en correctionnelle

## Complaisance et inconscience des « malgré-nous »

Les romanciers ne sont pas des mortels ordinaires. Ils ont une ligne directe avec des figures fabuleuses, guérillères, résistants, combattants de l'ombre. « Ils voyagent sans bagage de leur bureau », explique Pauline Jacques, journaliste à Radio-France et écrivain. Cela se termine parfois à « Apostrophes ». Plus rarement devant le tribunal correctionnel de Paris où, mercredi 13 janvier, Pauline Jacques et Dan Franck, écrivain lui aussi, avaient à dire le curieux voyage, les drôles de jeux, qui leur firent choyer Action directe.

Il se sont un peu ennuyés entre le phantasmagorie et la réalité. Mais voilà que la réalité les rattrape, et qu'un juge marquois de la fin du vingtième siècle leur pose de prosaïques questions à propos de dates, de semaines, de montants de loyers.

Démêlés, tout au moins ces deux. Dan Franck connaît Claude Halphen, membre d'Action directe depuis le lycée. Il en a fait le héros d'un de ses romans, dit Pauline Jacques. « Idéologue, bibliophile, anarchiste... » Pauline Jacques est amoureuse du même Claude Halphen, ce « Che Guevara parisien » comme l'appelle le président Jacques Duclos. « Il parlait beaucoup de ses idées, raconte Pauline, en mêlant la réalité et l'imaginaire. »

Claude Halphen laisse comprendre à Dan Franck qu'il participe à des « brayages ». Il lui demande de lui servir d'habits. Il raconte s'être fait arrêter au Père-Lachaise par la police qui l'a finalement relâché. « Au début, je ne le croyais pas du tout. Le fait que la police l'ait relâché m'incitait à croire que c'était du vent, puis je l'ai vu en prison. Puis, je me suis dit que tout était possible. »

Le jour de la fusillade de l'avenue Trudaine, Claude débarque chez Dan, affolé, en compagnie de Jean-Marc Rouillon qui tente de capter sur un scanner les conversations radio de la police. L'écrivain ne se doute-t-il toujours de rien ? La veille romanesque ne commence-t-il pas à laisser entrevoir la réalité terrifiante ? Quelques semaines plus tard, quand Claude propose à Dan de lui louer son studio de la rue de la Montagne-Sainte-Genève, l'écrivain accepte sans sourciller : « C'était pour son jeune frère Nicolas. Lui, je ne savais pas qu'il était membre d'Action directe. »

Pas à peu, dans l'esprit de Dan Franck et de Pauline Jacques, la curiosité sceptique et amusée fait place à une vraie, une franche angoisse. Comment chemine en eux la prise de conscience que Claude et ses amis « dont il parlait sans cesse » ont beaucoup d'affection (Pauline) ne jouent pas gratuitement ? Avec quels dilemmes intérieurs ? L'audience n'a malheureusement pas permis de le préciser.

**Drôles de précautions**

Au téléphone, leurs conversations deviennent codées. « Avec Dan Franck, dit Pauline Jacques, nous avions peur mais nous jouions avec cette peur, nous en rajoutions sur les précautions oratoires. »

« La télé est tombée en panne », dit un jour Pauline Jacques à Claude au téléphone.

Le président : « M. Germain, dans le code d'Action directe, la télé signifie bien le scanner ? »

Frédérique Germain, la « repense » du groupe, vient confirmer à la barre. Pauline Jacques : « Non, monsieur le président. La télé, c'était la télé. Et elle était bien tombée en panne. Les policiers, au cours de l'enquête, m'avaient assuré qu'ils vérifieraient. Je ne sais s'ils l'ont fait. »

— Et ce scanner, que vous écoutez régulièrement quand Claude Halphen était sorti ?

Pauline Jacques : « Je ne passais pas mon temps à écouter le scanner. Je trouvais ça très monotone. »

Le président : « Ça, je le comprends, pour quelqu'un qui travaille à Radio-France ! »

Vraiment monotone, Claude se livre dans son box : « Mes conversations se faisaient avec un scanner. Un beau jour, Sandrine Guilbert, étudiante de Montpellier, raconte « fortuitement, monsieur le Président », un bonnet quadrangulaire que lui présente sa tante, Charlotte Granier, avocate à Montpellier. Amie d'enfance de Gudrun Hassila, la compagne d'Andreas Bader, Charlotte Granier avait elle-même rencontré cet

homme, Jean Asselmeier, de longues années auparavant, dans la mouvance des comités de soutien aux membres de la RAF emprisonnés.

Asselmeier, que sa tante présente à Sandrine comme « un sympathisant communiste qui a tourné un film sur l'Allemagne » et qui est en fait le principal responsable du journal *l'Internationale*, organe quasi officiel d'Action directe, cherche un logement pour « des amis à lui ». Le candidat locataire, Jean Asselmeier, présente certes toutes garanties mais aussi quelques particularités qui auraient intrigué plus d'une agence immobilière. Il faut l'appeler à son domicile, laisser sonner deux coups, raccrocher, refaire sonner trois coups et lui-même rappelle le lendemain à 13 heures précises dans un restaurant de Montpellier. En dépit de ces précautions qui n'ont guère empêché la jeune étudiante — « plusieurs de mes amis précédents de la même façon pour ne pas être dérangés tout le temps », elle procure à Asselmeier plusieurs appartements.

Elle ne s'inquiète pas davantage quand le locataire d'un de ces appartements, un certain Étienne Simonet, — en réalité Régis Schlicher, — vient lui régler en espèces son arriéré de loyer, reste ouvert malgré la chaleur. Elle remarque certes que le porte des bretelles de cuir, mais ne fait pas le rapprochement avec un holster.

Pourtant, le panique la gagne brutalement quand au cours d'une conversation, Jean Asselmeier lui

laisse entendre que « certains de ses amis ne plaisaient pas ». Affolée, elle en réfère à sa tante qui lui a présenté ce curieux intermédiaire.

Le président : « A ce moment, par rapport à votre tante, n'avez-vous pas moralement tenu d'appeler Asselmeier pour lui demander des éclaircissements ? »

Charlotte Granier : « On n'a pas pu. Chez lui, ça ne répondait pas. — Avez-vous envisagé d'informer la police ? — Oui. — Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? — Eh, pendant un an, on a tergiversé. »

C'est finalement la police qui vient à elles...

Si les compagnons de route plus ou moins volontaires se sont montrés proches, le « boyau dur » d'Action directe (Rouillon, Minigou, Aubron, Cipriani) n'a pas cédé pour sa part au vertige de la parole. Murmurant d'avantage qu'ils ne parlent, tous quatre ont patiemment et simplement refusé de répondre à leur interrogatoire.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Un ancien associé de M. Franck-Israel attendu comme témoin. — La police judiciaire a entendu, mardi à Bayonne, M. Louis-Yves Le Gall, responsable de la société Le Gall-Publicité, dans le cadre de l'enquête sur la tentative d'assassinat, le 7 janvier, contre M. Bernard Franck-Israel, président de la Foire de Toulon.

MM. Franck-Israel et Le Gall sont d'anciens associés au sein d'une

## Libération du docteur Pancino

Le chercheur italien Gianfranco Pancino, incarcéré à la prison de la Santé depuis le 17 décembre dernier sous écriture d'extradition, a été remis en liberté, le mercredi 13 janvier, par la chambre d'accusation de Paris. Il devra verser une caution de 50 000 francs.

Une première demande de mise en liberté avait été rejetée, le 24 décembre, par la chambre d'accusation, qui avait estimé que le médecin, installé en France depuis 1982 et spécialiste du cancer du sein au laboratoire du CNRS de l'hôpital Saint-Louis, ne présentait pas de garanties de représentation suffisantes. A l'audience de mercredi, le docteur Pancino a assuré qu'il ne prendrait pas la fuite et qu'il souhaitait pouvoir poursuivre ses recherches. Ses avocats, le bâtonnier Guy Danet et M. Henri Leclerc ont rappelé que plus de trois cents médecins et scientifiques ont plaidé dans une pétition pour la mise en liberté de leur collègue italien (le Monde du 13 janvier).

Ancien dirigeant du groupe d'extrême gauche Autonomie ouvrière dans les années 70, le docteur Pancino reste cependant sous le coup de la demande d'extradition présentée par l'Italie, sur laquelle la chambre d'accusation de Paris statuera ultérieurement.

## A Chambéry

### Le vagabond assigné à réinsertion

LYON  
de notre bureau régional

Un mois de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve pour... vagabondage. Le peine que la chambre correctionnelle du tribunal de Chambéry a infligé lundi 11 janvier à M. Alain Leick, ténor des pourfendeurs d'un autre loi, l'appareil judiciaire, suivant en cela la société, a depuis longtemps pris l'habitude de fermer les yeux sur les délits de vagabondage ou de mendicité sur la voie publique. En réactualisant brutalement un usage répressif tombé en désuétude, le tribunal de Chambéry aura pourtant eu lundi, d'autres motivations que l'ordre public ou moral.

M. Leick aura été le premier « cobaye » d'une pratique pénale imaginée par M. Edouard Morand, procureur de la République, à Chambéry, « j'ai longtemps cru qu'il n'y avait rien à faire en faveur — je dis bien en faveur — des mendiants et des vagabonds et puis j'ai changé d'avis », explique M. de Montgolfier, qui espère, par des mesures a priori contraignantes donner une chance de réinsertion aux « ex ». Pour ce magistrat de quarante et un ans, le choc d'un procès l'est venu lorsqu'il a vu comparaître trois vagabonds poursuivis pour vol de voiture en état d'ivresse. « J'avais sans doute croisé ces hommes, hâlés et désemparés dans le centre-ville autour du parc du Verney et je les ai retrouvés dans le box process, rassis de près, présentables, méconnaissables... »

Quelques semaines plus tard, participant à une réunion de l'association La Galoppe, qui emploie notamment à « réinsérer » des marginaux et des toxicomanes, le procureur lance l'idée : engager des pourfendeurs systématiques contre les vagabonds séjournant dans l'agglomération chambérienne pour exercer sur eux un contrôle judiciaire bénéfique.

A l'autisme, une réunion rassemblant autour du procureur, un adjoint au maire de Chambéry, le directeur du bureau d'aide sociale, le commissaire central, le juge d'application des peines et des représentants d'associations caritatives aboutit à un relatif consensus. Les trois substituts du parquet adhèrent pleinement au projet, et la majorité des magistrats du siège (une cinquième acceptant virtuellement de jouer le jeu). A Chambéry, qui pour 550 000 habitants, compte une cinquantaine de « clochards » identifiés, le « problème » n'est pas un problème aussi insurmontable que dans une très grande ville. Les vraies difficultés

commencent en aval de cette aide d'urgence. Au-delà de son impact psychologique, une condamnation symbolique permet de faire intervenir le comité de probation et d'aide aux libérés, souligne M. de Montgolfier. Il peut s'efforcer de trouver un travail et une place dans le circuit traditionnel (...).

### « Charité ordonnée »

M. Leick, à qui le procureur a personnellement expliqué avant l'audience le sens et la finalité de la procédure, est le premier « bénéficiaire » d'un tel traitement : il correspond à l'âge et au profil recherché, car l'expérience ne peut être envisagée avec des gens venus d'ailleurs dans l'espoir d'une embauche pour les vendanges ou dans une station de ski, précise le procureur. « Si nous réussissons dans un cas sur dix, mon objectif serait atteint. Il s'agit de donner le coup de pouce qui fait tout basculer. »

Moins enthousiastes, un responsable de la communauté locale d'Étiennette parait plus volontiers de la coupe de pied au sol salvatrice, à cet effet difficile d'obliger un clochard à se réinsérer de force, alors que la société l'a laissé se déstructurer pendant des années. Après avoir usé tous les services sociaux et les associations caritatives, il ne trouve de place nulle part », remarque M. Marc Bodinier, permanent au centre de la Morte-Servolux.

M. Louis Cadouet, directeur de l'association La Galoppe — qui dispose d'une centaine de lits pour quelques mille cinq cents « passagers » annuels — estime, pour sa part, que la menace, même formelle, de la prison peut « stimuler » la réinsertion de quelques personnes à la dérive. « Mais elle doit être appliquée au cas par cas et surtout pas généralisée, insiste-t-il. La ville de Chambéry n'a pas les moyens d'interdire la mendicité, faute d'avoir mis en place des structures capables d'assurer un suivi psychologique, social et médical indispensable. »

Ces réticences, le procureur les a prévues. Il pense toutefois qu'il y a mieux à faire que de regarder des hommes s'enfoncer. « Beaucoup d'éducateurs m'ont compris, mais d'autres me traitent de fasciste. J'espère déclencher une prise de conscience et, dans quelques semaines, je demanderai audience à l'archevêque. Mon souci est de convaincre mes concitoyens que donner quelques pièces de monnaie ne suffit pas, et que la charité est une bonne chose si elle est ordonnée... »

ROBERT BELLERET.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente sur surenchère au Palais de Justice de PARIS, le mardi 26 janvier 1988 à 14 h, en un lot LOCAL COMMERCIAL avec diverses dépendances sis au 11, rue de Valenciennes, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1



## Société

Le bilan du procès de l'« Amoco-Cadiz »

## Les pollueurs en ont pris pour leur compte

« Qu'un pollueur des mers ait été lourdement sanctionné, voilà un événement historique. Mais, pour les indemnités, le compte n'y est pas. » Tel est, en substance, le jugement que le chef de l'Etat a porté sur le procès de l'Amoco-Cadiz, mercredi 13 janvier, au cours du conseil des ministres.

Quelques instants plus tard, lors d'une conférence de presse au Sénat, les élus bretons, qui arrivaient de Chicago, ont repris à leur manière cette appréciation. « Lorsque, pendant de sa retraite, le juge McGarr visitera la Bretagne », a expliqué M. Alphons Arzel, sénateur CDS du Finistère, « il ne trouvera pas sa statue sur le quai de Port-Saï. Mais nous le recevrons avec considération, car il a donné un puissant coup d'arrêt à la pollution marine. »

Une fois les premières déceptions écartées, les sénateurs de l'Amoco-Cadiz dressent un bilan plus équilibré de la saga judiciaire qu'ils viennent de vivre. Celle-ci n'est d'ailleurs pas terminée. Les patrons d'Amoco sont déjà décidés à faire appel. Les membres du syndicat des communes bretonnes se réuniront samedi 16 janvier à Saint-Brieuc pour arrêter leur stratégie. Tout laisse penser qu'ils aussi iront en appel et que l'Etat, autre partie prenante, continuera à les appuyer. S'ensuivra un an de procédure, avant confirmation ou correction du verdict de juge McGarr.

Les quatre avocats — français et américains — qui présentent le dossier des plaignants soulignent les lacunes du jugement de Chicago. En refusant de prendre en compte les dommages écologiques et en représentant l'affaire à la cour d'appel, le juge McGarr a écarté une série de questions capitales qui se posent pourtant depuis les tout débuts de la prise de conscience écologique. Com-

me le procès de l'Amoco-Cadiz est rapporté. — Le procès opposant l'Etat français et 28 communes des Côtes-du-Nord à une douzaine de sociétés plus ou moins impliquées dans le naufrage du pétrolier Tanco, en 1980, et dans la marée noire qui a suivi, s'est ouvert à Brest mercredi 13 janvier comme prévu. Mais il n'a duré que quelques minutes. Pour d'énormes raisons de procédure, le tribunal l'a d'abord renvoyé au 30 mars. Puis on a appris que, à la suite d'une transaction en coulisse, l'Etat se désistait. Les communes restent donc seules en lice.

## SCIENCES

## Onze programmes nationaux pour la recherche industrielle

Tout en réaffirmant sa volonté de soutenir la recherche industrielle, le ministre délégué à la recherche et à l'enseignement supérieur, M. Jacques Valade, souhaite mettre fin aux « rentes de situation ». C'est sur ce principe qu'ont été définies, a-t-il indiqué, le mardi 12 janvier, les nouvelles procédures d'attribution des crédits incitatifs du Fonds de la recherche et de la technologie (FRT).

Destiné à aider le transfert des résultats de la recherche publique vers les entreprises, le budget du FRT a été fixé, pour 1988, à 930 millions de francs (le Monde du 24 septembre 1987). Près de la moitié de cette somme (400 millions de francs) ira à onze programmes nationaux (1), lesquels seront placés sous la responsabilité de comités d'experts rassemblant des scientifiques et des industriels. Le reste du Fonds sera alloué au programme Euréka (200 millions de francs), aux actions de formation (160 millions), aux actions régionales (120 millions) et à diverses autres (50 millions).

Un accord entre le CNRS et l'INSERM. — Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ont signé, mercredi 13 janvier, une convention destinée à renforcer les liens de leurs laboratoires et à favoriser la mobilité de leurs personnels. A cette fin, quatre types de structures vont être mises en place : les unités mixtes (UMI) relevant de la responsabilité des deux organismes ; les unités en développement concerté (UDC) dépendant de l'un des deux organismes et accueillant un nombre important de chercheurs de l'autre ; les unités fédérées (UFE) permettant de regrouper les intérêts de laboratoires proches géographiquement et enfin les unités affiliées (UAF) soit à l'INSERM soit au CNRS et qui auront pour mission d'évaluer les travaux scientifiques de l'un ou de l'autre des deux organismes.

ment identifier les dégâts causés à la nature en l'absence d'état de référence ? Comment les factures quand il s'agit d'un bien non commercialisable ? Pourquoi en donner réparation à tel particulier ou à telle institution qui n'en est pas propriétaire ?

Les maires bretons ont pourtant fait avancer la question. A leur demande, les scientifiques de l'université de Brest ont élaboré un plan de repassement des espèces marines qui ont disparu ou qui se sont raréfiées après la marée noire. Devis : 160 millions de francs sur trois ans. Ce plan n'a pas été pris en considération. Pragmatiques, les Bretons ne paient que sur factures et après de minutieuses vérifications. La cour d'appel sera-t-elle moins confortante ?

## « Nous avons compris la leçon »

Les élus de Bretagne font encore remarquer que les dédommagements accordés paraissent avoir été calculés « au pifomètre ». Ils en donnent de multiples exemples, à la fois précis et troublants. Ils s'insurgent d'ailleurs contre les propos de M. McGarr selon lesquels les communes auraient délibérément gonflé leurs évaluations. Tout au contraire, au fur et à mesure que les études se faisaient plus précises, le total des réparations demandées s'est amoindri de 300 millions. « Nous avons compris la leçon », dit un responsable finistérien. A la prochaine marée noire, nous ouvrirons aussitôt un grand livre de comptes ; nous songeons même à publier un vademecum des maux.

Dernière lacune du jugement : les factures présentées par les départements du Finistère et des Côtes-du-Nord ont été purement et simplement écartées. Il s'agit sans doute d'une erreur du juge, qui aurait confondu les services locaux de l'Etat et ceux des communes.

En dépit de ces « bavures », les Bretons peuvent se montrer satisfaits. Ils estiment avoir eu raison de s'engager dans l'un des plus longs procès du siècle. En 1978, les assurances proposaient « pour solde de tout compte » une somme de 77 millions de francs ; celle obtenue aujourd'hui est six fois plus importante.

Aussi a-t-on accueilli avec sévérité les déclarations de M. Alain

Carignon, ministre de l'environnement, qui semble partisan de l'adage « un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès ». Le ministre avait en effet souligné que, dans l'affaire de la récente pollution du Rhin, une transaction à l'amiable a permis aux ministres de toucher 40 millions de francs dans un délai d'un an.

« Sur le Rhin, le pollueur a immédiatement reconnu sa responsabilité, et ce s'est traduit au niveau des Etats riverains, représentés par une commission internationale », rétorque M. Charles Josselin, député socialiste des Côtes-du-Nord. Chez nous, c'est tout différent. Ce sont les Bretons, excédés par des marées noires répétées et anonymes, qui ont décidé de démasquer les coupables. Seule leur obstination a réussi à lever le voile sur les vrais responsables, en écartant toutes les sociétés-paravents. Les journaux américains ne s'y sont pas trompés, qui ont fait leur « une » sur la condamnation de la puissante société Amoco. C'est cela la grande victoire de Chicago ; il est surprenant que le ministre fran-

çais de l'environnement ne l'ait pas comprise. »

Les plaignants n'ont pas seulement cloué au pilori une grande société pétrolière, qui paie sa négligence et ses atermoiements de dix ans de contre-publicité. Ils ont fait évoluer les conventions internationales. En 1978, les responsabilités des pollueurs de la mer étaient limitées à quelques dizaines de millions de francs. Désormais, il n'y a plus de chiffre plafond. La dissuasion joue à fond. Même si « le compte n'y est pas », les 468 millions dus par Amoco font figure d'épouvantail, à côté du maigre million que la Montedison a été condamnée à verser aux pêcheurs corues pour les déversements de boues rouges.

La conclusion de tout cela a été formalisée par M. Ambroise Guélic, secrétaire d'Etat à la mer. « Le jugement de Chicago, a-t-il dit, constitue une leçon pour tous les pollueurs des océans. En ce sens, c'est bien une victoire historique. »

MARC AMBROISE-RENDU.

## Une maison de retraite très fréquentée...

NICE de notre correspondant

La Chénale, une maison de retraite privée située à Scio-de-Contes, dans l'arrière-pays niçois, a fait l'objet d'une mesure préventive de fermeture définitive courant décembre.

Les enquêteurs de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) avaient constaté, lors d'une visite surprise, le 20 novembre 1987, que la maison de retraite, qui avait fait l'objet d'une suspension dans le passé, accueillait quarante-neuf personnes au lieu des quarante-cinq autorisées, les surmarchés peragant le lit d'autres personnes.

Les conditions de sécurité n'étaient pas respectées, une seule personne assurait la nuit le grade de l'établissement et de ses dépendances ; les portes des

chambres étaient fermées à clé le soir venu, pour éviter tout risque de fugue. Selon les médecins des établissements, privés ou publics, qui ont recueilli les pensionnaires de la Chénale, ces derniers ne présentant pas de signes indiquant un mauvais suivi médical ou un manque d'hygiène.

Quatre établissements, deux agréés — dont celui de Scio-de-Contes — et deux clandestins, ont été fermés l'année dernière, ont été quarante-cinq maisons de retraite sont actuellement recensées. Des mesures de contrôle, mises en place par le conseil général, prévoient notamment l'affichage obligatoire de l'agrément de l'administration départementale, la publication d'un annuaire des établissements agréés et la mise en place d'un plan de formation des gestionnaires.

M. V.

## Le SIDA à New-York

## Une femme sur soixante en âge de procréer est séropositive

Dans une lettre adressée à tous les médecins de l'Etat de New-York, le docteur David Axelrod, responsable des services de santé, indique que « des tests de dépistage du SIDA volontaires et confidentiels devraient être proposés à toutes les femmes qui envisagent une grossesse ou qui sont au stade précoce de la grossesse ». Il précise que dans l'agglomération de New-York « le taux d'infection parmi les

femmes en âge d'avoir des enfants est de 1,64 % », et qui à Manhattan et dans le quartier du Bronx ce taux s'élève à 2 %. « En projection, ces chiffres sur une base annuelle, pour le docteur Axelrod, plus de 2 300 femmes qui accoucheront dans l'Etat de New-York seront infectées par le virus du SIDA et 1 000 bébés seront eux-mêmes infectés. »

## DÉFENSE

## La France livre à l'Égypte des armements anti-aériens

L'Égypte produira, pour les besoins de son armée nationale, un système d'armes de défense aérienne mobile, de conception française, qui remplacera une panoplie soviétique dont la fourniture ne lui est plus assurée. Selon le mensuel spécialisé Défense et armement, qui publie cette information dans son numéro de janvier, ce nouvel arsenal d'origine française complètera l'armement anti-aérien, à base de missiles sol-air, Crotale, que la France a déjà livré à l'Égypte.

Conçu par les sociétés françaises Thomson-CSF, Thomson-Brandt Armement, Hispano-Suiza et Electronique Serge Dassault, le système baptisé Sinar 23-2, repose sur des véhicules blindés porteurs de canons-mitrailleurs de 23 mm équipés à des missiles sol-air à très courte portée (le Sinar Eye, qui est un engin proche du Stinger américain contre les avions et les hélicoptères). La commande représente plus d'une centaine de véhicules blindés.

En accord avec la France, l'ensemble de ce contrat sera exécuté dans les usines égyptiennes, et le missile Sinar Eye est même exportable à des clients étrangers. En Égypte, précise encore la revue, le Sinar 23-2 prendra place, dans les forces nationales, à côté du système d'armes soviétique ZSU 23-4, que son fournisseur, pour des raisons politiques, ne livre plus à l'armée égyptienne.

## Le docteur Jean-Claude Labadie nouveau président du conseil d'administration du CFES

Le docteur Jean-Claude Labadie a été élu, le mercredi 13 janvier, président du conseil d'administration du Comité français d'éducation pour la santé (CFES). Médecin de santé publique à Bordeaux, le docteur Labadie remplace le docteur Claude Rosenberg qui avait démissionné le 17 décembre (le Monde du 19 décembre). Le poste de vice-président du CFES change également de titulaire puisque le professeur Bernard Pissarro (professeur de santé publique à l'hôpital Saint-Antoine de Paris) remplace M<sup>me</sup> Caroline Lacom.

Ces changements, attendus, font suite à l'enquête de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) qui au mois de décembre dernier avait mis en évidence de graves anomalies dans la gestion du CFES. On remarquera que le nouveau bureau du conseil d'administration du CFES est désormais composé de personnalités spécialistes de santé publique qui ne passent pas pour être favorables à l'actuelle majorité.

## Une vingtaine de députés se proposent d'étudier avec leurs homologues Algériens le cas des enfants de couples bi-nationaux

Une vingtaine de députés de tous horizons se sont réunis mercredi 13 janvier, à l'initiative du groupe des Français à l'étranger présidé par M. Jean-Yves Le Déaut, député de Meurthe-et-Moselle (PS), pour examiner la situation des enfants de couples bi-nationaux France-Algérie. Ils ont décidé de demander aux autorités algériennes de la République, au premier ministre et au ministre des affaires étrangères, afin de souligner l'urgence de la signature d'une convention judiciaire franco-algérienne et la création d'une commission paritaire pour régler les situations orphelines.

Il est également décidé, sur la suggestion de plusieurs députés, dont M. Jacques Godfrain (RPR), de rencontrer leurs homologues algériens pour leur proposer de constituer une commission parlementaire mixte, qui étudierait les possibilités d'action au sein des deux Assemblées. Bien que l'Algérie, en décidant de marquer un grand pas dans l'engagement des députés qui dans le passé, bien que régulièrement sollicités par le Collectif de solidarité aux mères d'enfants élevés, se montraient très passifs.

A plusieurs reprises, cependant, une série d'incidents ont laissé croire que cette réunion ne tournerait pas à l'avantage des enfants, mais très violents, entre les deux organisations qui, depuis plusieurs années, s'occupent de ce dossier : l'association Défense des enfants élevés, de M<sup>me</sup> Gabriel Bertrand, qui réclame le retour immédiat en France de tous les enfants retenus en Algérie, et le Collectif de solidarité aux mères d'enfants élevés, qui se veut plus modéré.

Un accord non basé juridiquement

et dont certains membres organisaient des contre-manifestations ; et le Collectif de solidarité présidé par M<sup>me</sup> Sugier, qui milite également pour la signature d'une convention, mais accepte en attendant des accords tacites entre les deux pays, afin de maintenir des liens entre les enfants et leur mère. La réunion de travail ayant été organisée à la demande du Collectif, seuls les membres de celui-ci étaient invités. Le Front national a pris sur lui de faire venir les représentants de l'association de M<sup>me</sup> Bertrand.

Escarmouches également entre le Front national et le Parti communiste, mais surtout attaques du Front national et de l'Union des enfants élevés contre le médiateur français, M. Claude Allier. Un dernier incident a été déclenché par la présence de M<sup>me</sup> Maria-Noëlle Dupont, mère de Selim, dix-sept ans, qui refuse d'obliger celui-ci à rejoindre l'Algérie comme elle n'y était engagée. M. Allier, qui demande à rencontrer de nouveau le jeune homme pour lui proposer de faire avec lui un aller-retour en Algérie, se voit opposer un refus catégorique.

Bien que satisfait de l'attitude nouvelle des parlementaires présents, les membres du Collectif, échauffés par de nombreuses promesses régulièrement formulées avant les élections, ont décidé de faire une action au mois de mars. Une manifestation du Collectif se tiendra, en Algérie, pour rendre compte des efforts de la France. Si celle-ci n'est pas, ce sera une page blanche qu'elle ira porter à Alger.

## Selon le rapport annuel de l'ONU

## La production de drogue dans le monde a pris des « proportions alarmantes »

La production de drogue dans le monde a pris, en 1987, des « proportions alarmantes », souligne le rapport annuel de l'Organisation internationale de contrôle des stupéfiants de l'ONU, rendu public à Vienne jeudi 14 janvier.

Les conclusions de ce rapport montrent que le trafic de stupéfiants devient de mieux en mieux organisé et de plus en plus complexe, que le nombre des pays mettant au rang de leurs priorités la lutte contre la drogue est en augmentation.

Analysant la situation mondiale, l'organe de l'ONU affirme que le poids de l'argent provenant de la drogue est devenu un réel danger pour de très nombreux Etats d'Amérique latine dont les économies nationales sont, la plupart du temps, fragiles et dépendantes. Les trafiquants contribuent à la montée de la violence dans ces pays, où ils exercent parfois un pouvoir politique, et possèdent des alliances avec les mouvements de guérilla.

En Asie, la Thaïlande reste une plaque tournante pour le trafic illicite des opiacés et, notamment, de l'héroïne qui est consommée sur place par des centaines de milliers de personnes. La Birmanie de son côté continue de fournir une grande partie de l'opium consommé dans le monde. Au Proche et au Moyen-Orient, la drogue est surtout cultivée dans des régions politiquement instables où les opérations de contrôle sont extrêmement difficiles. Le rapport souligne notamment que les cultures du pavot et du cannabis se sont encore étendues au Liban et en Afghanistan.

En Europe, l'abus de cocaïne et de stimulants progressent, même si des études réalisées dans les pays scandinaves et en République fédérale allemande montrent que les jeunes sont de plus en plus sensibles aux risques de l'usage des drogues.

Aux Etats-Unis, enfin, l'abus de cocaïne reste préoccupant. Le prix de ce produit a baissé et sa parité a augmenté. Les usagers la consomment souvent sous forme d'un dérivé extrêmement nocif, nommé « crack ».

## FAITS DIVERS

• Sans nouvelles d'un chétif de Fécamp. — Un bateau de pêche de Fécamp (Seine-Maritime), qui devait rentrer lundi 11 janvier au port, est actuellement recherché dans la Manche, à 400 km au large du Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) du cap Gris-Nez. Le Corydalis a trois hommes à bord.

Toutefois, les autorités américaines ont annoncé, mercredi 13 janvier, que la consommation de drogue par les jeunes a connu aux Etats-Unis, en 1987, la plus forte baisse enregistrée en huit ans. Selon le secrétaire américain à la santé et aux services humains, l'usage de la cocaïne aurait diminué de 20 %. Cette baisse ne peut provenir que d'un changement de mentalité, puisqu'il n'y a pas de difficultés d'approvisionnement.

A la lumière de ces constatations, l'organe de l'ONU appelle tous les pays intéressés à mener des actions plus rigoureuses pour détruire les cultures illicites, et à intensifier la lutte contre l'abus des stupéfiants tout en développant des opérations de prévention.

## En Colombie

## Attentat devant le domicile d'un trafiquant

Medellin. — Deux personnes ont été tuées et cinq autres blessées par l'explosion d'une voiture piégée, le mercredi 13 janvier, devant un immeuble appartenant à l'un des chefs présumés du cartel de Medellin, qui règne sur le trafic de drogue en Colombie. L'explosion a creusé un cratère de 4 mètres de profondeur, détruisant la résidence de huit étages de Pablo Escobar, situé dans le quartier résidentiel de Medellin, à 200 kilomètres au nord-ouest de Bogotá. La police a indiqué que les deux personnes tuées étaient les gardiens de l'immeuble.

L'action a été revendiquée par un mystérieux groupe GAMMA (Guerra à la mafia) qui se présente comme un « auxiliaire bénévole, financé par des personnes physiques et juridiques » créées au hasard par le gouvernement contre le trafic de la drogue. GAMMA avec Mort aux narcos et Jeunesse communiste ouvrière, autres groupuscules inconnus ayant aussi déclaré être les auteurs de l'attentat, appartenant comme des organisations paramilitaires s'ajoutent aux cent vingt-huit groupes de ce type existant en Colombie, selon un membre du gouvernement.

Un juriste spécialisé dans les affaires de drogue, à pour sa part, écarté l'hypothèse d'un règlement de comptes entre trafiquants, ces derniers étant actuellement de fait forts à l'offensive gouvernementale et à la pression de Washington, après la libération roscobolique du trafiquant Luis Ochoa — lui aussi membre du cartel — le 30 décembre dernier. — (AFP, Reuters.)

ario Paz  
belle Ju

à laçons



# Le Monde DES LIVRES

## Octavio Paz et la belle Juana

La vie étonnante d'une religieuse  
qui fut un très grand poète

C'EST en 1910 qu'un poète mexicain, Amado Nervo, publia un petit livre dédié « à toutes les femmes de mon pays et de ma race » et consacré à Juana de Asbaje. Seuls quelques érudits avaient entendu parler de cette créole, née en Nouvelle-Espagne au milieu du dix-septième siècle, entrée au couvent une vingtaine d'années plus tard sous le nom de Sor Juana Inés de la Cruz et qui s'était fait connaître par la publication de recueils de poèmes hermétiques et savants dans la manière de Gongora. Le livre de Nervo révéla les curiosités ; on rassembla, on établit des textes, et l'on découvrit que Sor Juana était tout simplement l'un des plus grands poètes de langue espagnole.

Mais comme il arrive souvent, la découverte progressive de ce personnage faisait surgir énigmes et étonnements. A commencer par celui-ci : à son époque, Juana était célèbre dans l'ensemble du monde espagnol et portugais, c'est-à-dire, comme le rappelle Octavio Paz, « dans la moitié du monde ». On lisait ses livres à Lima et à Séville, on jouait ses pièces à Madrid comme à Lisbonne, à Mexico comme à Manille. Or, « à sa mort, en moins de trente ans, elle

fut oubliée aussi vite qu'elle avait atteint la gloire », et cet oubli dura deux siècles. Le mystère de ce purgatoire, joint à la flamboyante et érudite beauté des textes de Juana, ne pouvait que fasciner Octavio Paz, dont toute l'œuvre est traversée par des interrogations sur l'universalité de la langue espagnole et l'identité culturelle mexicaine, et par la figure de la femme.

Se biographie de Sor Juana est un dialogue passionné, mouvementé. Avec son modèle d'abord, avec toute l'histoire politique, religieuse, culturelle du monde hispanique, ensuite. En trente pages fulgurantes, Paz fait le tableau de dix siècles d'histoire mexicaine, mettant à nu les lignes de force d'une réalité complexe entre toutes et qui aboutit aujourd'hui à cette confusion généralisée, dont le nom de l'oligarchie au pouvoir est le symbole : parti révolutionnaire institutionnel... Ailleurs, Paz décrit avec une clarté et une précision parfaites le système des hiérarchies sociales et raciales de la Nouvelle-Espagne du dix-septième, ailleurs le rôle des congrégations religieuses, ailleurs encore le climat intellectuel et moral, la vie littéraire, l'écart



Octavio Paz : un dialogue passionné.

entre les rigueurs dans l'observation des dogmes catholiques et la liberté des mœurs.

Elle lit tout, elle comprend tout

Mais l'impeccable et passionnant historien sait aussi redevenir poète, traqueur de signes, lecteur attentif et ébloui lorsqu'il s'agit de comprendre l'étonnante trajectoire de Sor Juana. Elle naît bâtarde, probablement en 1648, dans une famille de fermiers créoles. Sa mère ayant pris un nouvel ami, elle est principalement élevée par son grand-père, qui possède une bibliothèque

## Le vieil homme et le Niagara

Danièle Sallenave mène l'enquête  
sur le mystère de la banalité

SANS doute est-il démodé de s'étonner des attitudes les plus ordinaires : la résignation, par exemple, que Balzac dépeignait comme « un suicide quotidien ». Pourtant, elle représente un mystère aussi grand que les égarements dans lesquels nous jetons parfois nos espérances. Même lorsqu'elle invoque toutes les raisons du monde, elle finit par s'entourer d'un silence qui désarme le moindre commentaire.

Pour agréer ce mois de janvier, Danièle Sallenave nous propose un conte d'hiver. Elle nous relate la dernière saison d'un homme qui n'attend rien, sauf l'heure du déjeuner. Encore les repas ne sont-ils, pour lui, qu'une formalité qu'il remplit « distraitement ». Et ce mot lui va comme ses chemises du dimanche, car il n'est même pas fâché avec la vie : il s'en est distrait simplement, il s'en est éloigné sans bruit, ni regrets ni amertume. Ou c'est peut-être le monde qui « s'est retiré de lui ». Autrefois, on disait : « Résigner son âme ». Le vieil homme solitaire a résigné son existence. Quand on lui demande à quoi il s'occupe, il répond : « Je m'absente ».

Dans ce récit très nu, les moindres émotions passent en fraude. Elles ont l'allure inquiète que donnent les voyages clandestins. Sous les apparences modestes de son écriture, Danièle Sallenave pratique, avec beaucoup de savoir et de réussite, le recel des sentiments. C'est pourquoi elle s'inscrit parmi les meilleures héritières de l'art du poète, ou, si l'on préfère, de la littérature taciturne.

Venu lui rendre visite, le neveu du vieillard s'interroge sur cette vie immobile. L'oncle a toujours habité la même province et la même rue. La maison de ses parents, puis la sienne. Avec un sourire, il constate qu'il a « mis cinquante ans à faire 200 mètres », alors que les athlètes noirs américains franchissent la distance en 20 secondes. Si l'on excepte sa captivité en Allemagne, le vieil homme n'a jamais voyagé. Il n'a pas éprouvé la nécessité de partir, et de rejoindre son regard avec des paysages nouveaux, car il pense qu'ailleurs c'est pareil. A quoi bon se déplacer ? Il n'a pas accompli non plus les voyages intérieurs que permet la lecture. Tout cela, qui le laisse

indifférent jadis, continue de lui paraître sans intérêt.

C'est une sorte d'étranger comme le personnage de Camus. Mais Meursault aimait les plaisirs de l'Algérie — se baigner, prendre le soleil et faire l'amour — tandis que l'oncle ne désire vraiment rien. N'accusant ni le mauvais sort ni les circonstances, il observe que le monde ne revêt pour lui aucun attrait. Aussi, les jours du vieil homme se ressemblent désespérément, sans qu'il y trouve des raisons de se plaindre. Danièle Sallenave nous fait ressentir, de manière très forte, la pesanteur de ces jours vides, l'épaisseur de cette grisaille qu'il faut traverser. Dans son uniformité sans alibi, le passage du temps devient un fantôme dominateur et envahissant. Il ne tolère aucune des diversions qui l'embellissent à l'accoutumée.

Une éclaircie  
dans la grisaille

Fasciné par la terrible banalité de cette existence, le neveu voudrait en savoir davantage. Il essaie de surprendre le mystère du vieil homme en le photographiant sous tous ses aspects. Comme dans *Blow up*, le film d'Antonioni, peut-être qu'une photo — sait-on jamais ? — révélera le secret de ce visage. L'oncle se prête au jeu d'assez bonne grâce, avec une complaisance moqueuse. C'est pourquoi elle s'inscrit parmi les meilleures héritières de l'art du poète, ou, si l'on préfère, de la littérature taciturne.

Le neveu lui rend visite, le neveu du vieillard s'interroge sur cette vie immobile. L'oncle a toujours habité la même province et la même rue. La maison de ses parents, puis la sienne. Avec un sourire, il constate qu'il a « mis cinquante ans à faire 200 mètres », alors que les athlètes noirs américains franchissent la distance en 20 secondes. Si l'on excepte sa captivité en Allemagne, le vieil homme n'a jamais voyagé. Il n'a pas éprouvé la nécessité de partir, et de rejoindre son regard avec des paysages nouveaux, car il pense qu'ailleurs c'est pareil. A quoi bon se déplacer ? Il n'a pas accompli non plus les voyages intérieurs que permet la lecture. Tout cela, qui le laisse

FRANÇOIS BOTT.

★ ADIEU, de Danièle Sallenave, POL, 126 p., 69 F.

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Remise de peine, de Patrick Modiano  
L'invitation, de Claude Simon

## Deux façons d'envoûter

TOUT sépare Modiano de Claude Simon : l'âge, le style, l'univers. Modiano, la quarantaine, écrit lisse, ingénue, de brefs récits policiers autour d'une hantise : que manigance son père, sous l'Occupation, aux lisières de la banlieue nord-ouest, du mar- ché noir et de la délation ? A soixante-dix ans, Claude Simon incarne la variante la plus proustienne du Nouveau Roman, enveloppant dans ses incantations le tout-venant de la mémoire, guerre ou feuilles d'arbres...

Et pourtant, le Prix Goncourt et le Prix Nobel — une douzaine de livres chacun — ont en commun de se reconnaître au premier coup d'œil, d'être pastichables (marque des grands), et de nous lier à leurs mondes respectifs en quelques phrases, de nous prendre au lasso, de nous embobiner, si opposées que soient leurs façons de s'y prendre, contraintes au point de définir, dans les deux petits livres que voici, reçus ensemble, deux formes extrêmes de l'envoûtement romanesque.

C HERCHEZ bien le secret persistant de Modiano, depuis la *Place de l'Etoile*, la *Ronde de nuit* et la suite : ce n'est pas tant le retour obsessionnel aux années 40, encore qu'il soit partout et qu'un casque allemand apparaisse, ici, dès la troisième page ; ce n'est pas non plus le doute sur les activités d'adultes louches vues par un éternel adolescent, encore qu'on y retombe en plein ; c'est d'abord l'art, propre aux arts du policier, de nous rendre attentifs aux moindres détails, pour le cas où l'énigme finale dépendrait de l'un d'eux, même si, au bout du compte, comme c'est encore le cas cette fois-ci, il n'y a aucun mystère précis à élucider, et seulement à s'interroger sur l'indécidabilité de tous les êtres, de toutes choses.

Le narrateur, Patoche, n'a pas quinze ans, vers 1960. Son père court le monde pour d'improbables affaires. Sa mère, comédienne, joue en tournée. Son frère cadet et lui vivent dans un pavillon du côté de Bièvre, sous la garde de trois femmes. L'une, ancienne trapeziste, boite à la suite d'un accident de cirque. La seconde, Fredde, semble

tenir un cabaret de lesbiennes à Paris, le Carroll's. La troisième passe pour la fille de la seconde, dont elle serait plutôt l'amie douloureuse ; elle porte les premiers jeans, et pleure beaucoup.

Tout ce petit monde vit la nuit et rentre à l'aube en 4 CV, chargé de secrets. D'autres bizarreries intriguent Patoche, indolent traité d'« imbécile heureux ». Dans un château voisin a habité un ancien héros de l'aviation de 1914, brûlé au visage et devenu roi de l'armagnac. Va-t-il revenir ? En parités explorateurs de romans scouts, Patoche et sa bande visitent la ruine, guettant le retour hypothétique du châtelaïn.

D'AUTRES pistes s'offrent à leur curiosité. Un ami des lesbiennes passe souvent en décapotable américaine, occupé à on ne sait quels trafics. Une rousse à frange, ex-femme de médecin, téléphone nerveusement : elle fréquentait naguère une bande, rue Lauriston. Nous croisons également un certain Jean D., ancien ami du suicidé de l'affaire Ben Barka, et qui aidera plus tard le narrateur, sans expliquer son geste.

Vient enfin le mystère sans lequel ne peut s'achever un roman de Modiano : qui est, qu'est devenu, le nommé « Pagnon », grâce à qui le père de Patoche a échappé à la Gestapo ? Après des affaires de chaussettes à Biarritz, la piste de Pagnon se perd du côté des garages de Levallois qu'a engloutis la périphérie. Les enfants ne sauront rien. Ils ne seront même pas interrogés le jour où les gendarmes envahiront le pavillon de Bièvre, déserté par ses femmes de cirque. « Quelque chose de grave » a eu lieu ; mais quoi ?

Aurions-nous tremblé pour rien ? Que non : d'indices en indices, nous avons appris... le tremblement. Les moyens de cette initiation semblent bêtes comme chou, du niveau du « club des cinq », et les réflexions cueillies au passage ne malmènent pas l'esprit.

(Lire la suite page 17.)

## FRUTTERO & LUCENTINI



Une princesse romaine.  
Un guide érudit et minable  
pour touristes pressés.  
Leur imprévisible rencontre  
dans une Venise brumeuse  
et labyrinthique...  
Une énigme ironique et tendre  
par les auteurs de  
« La femme du dimanche ».

89 F

Editions du Seuil

حکذا من الامم



## A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## CRITIQUE LITTÉRAIRE

● **OUVRAGE COLLECTIF** : *Passages et langages de Henri Michaux*. Réunis par Jean-Claude Méthieu et Michel Collot, ce volume contient les communications présentées au cours d'un colloque sur Michaux qui s'est tenu en juin 1986 à l'École normale supérieure. Plusieurs éléments de la thématique de Michaux (le déplacement, l'enfance, la métamorphose) ou divers aspects de la pensée et de l'écriture poétique (sur l'expérience de la chute, sur celle du corps, sur le rythme ou la traduction...) font l'objet d'approches attentives. (José Corti, 282 p., 140 F.)

## DICTIONNAIRE

● **TARDY** : *Dictionnaire des thèmes et des décors*. Tome I : *Thèmes de l'Occident classique*. Un recensement des thèmes littéraires mythologiques, historiques et religieux exploités et mis en œuvre par les artistes et les écrivains occidentaux. Une entreprise aussi vaste qu'ambitieuse, qui pourra, malgré des manques inévitables, fournir une documentation précieuse. (Ed. Tardy, 6, rue Milton, 75009 Paris, 540 p., 350 F.)

## LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● **RICHARD ALDINGTON** : *Mort d'un héros*. Roman de guerre (celle de 1914) et de formation (dans l'Angleterre victorienne), *« Impitoyable, plein de noir désespoir »* selon Gorki, *Death of a Hero* fut publié en 1929 et traduit l'année suivante en français. *« Comme vous le voyez, ce livre est, dans son inefficacité, un chant funèbre, un mémorial, pour une génération qui a beaucoup espéré, s'est battue avec honneur, et a profondément souffert »*, écrit-elle Aldington. Traduit de l'anglais par Henry D. Devray et Madeleine Vernon (il s'agit de la traduction parue en 1931). Préface de Frédéric Jacques Temple. (Actes Sud, 418 p., 148 F.)

## LITTÉRATURE

● **CAMILLE LEMONNIER** : *La Mort*. Écrivain belge proche, Lemonnier, mort en 1913, passa du régionalisme à un naturalisme proche de Zola. *« Maréchal des lettres »*, il exerça une influence notable et durable sur la littérature belge d'expression française. *La Mort*, récit funèbre et outré, parut en 1882. Préface de Stéphane Lévy-Klein. Ce dernier dirige, avec Catherine Fritz, une nouvelle collection *« Autour d'Orsay »*, qui rééditera des ouvrages de langue française parus entre 1880 et 1920. *La Mort* irritée, roman spiritiste et décadent de François de Nion est le deuxième titre de cette nouvelle collection. (Ed. Michel de Maule, 3, rue Honoré-Chevalier, 75006 Paris, 144 p. et 68 F. chaque volume.)

## PHILOSOPHE

● **OUVRAGE COLLECTIF** : *Alain lecteur des philosophes*. A une lecture seulement historique des grands textes, Alain oppose leur vérité interne et intemporelle. Réunies par Robert Bourgeois, les diverses communications issues d'un colloque tenu en avril 1986 constituent une introduction aussi bien à l'œuvre du philosophe français qu'à la lecture des classiques. (Bordas, 272 p., 160 F.)

## POÈME

● **JEAN SÉNAC** : *Alchimies (Lectures à l'adolescent)*. Écrit à Paris en 1971, cet inédit interrogatif et sensuel du chantre du pied-noir du nationalisme algérien, Jean Sénac (1926-1973), est publié en édition de luxe, avec des presses à bras de 1840, reproduisant les neuf couleurs des stylos fautes du poète (Ed. Lafabrie, 12, rue Pavée, 75004 Paris, 30 p., grand format, avec une lithographie originale, 450 F.).

## RELIGION

● **HENRI FESQUET** : *Demain la foi*. L'ancien chroniqueur religieux du Monde tente d'imaginer l'immédiat avenir de la foi, cette « bonne nouvelle dont on ne vient jamais à bout » ; sa réflexion, Henri Fesquet la mène en insistant sur ce qu'il estime devoir être « la liberté souveraine de la foi, sur son autonomie et sa mobilité ». (Flammarion, 230 p., 79 F.)

● **SARAIT ANIS EL-ASSIOUTY** : *Jésus le non-Juif*. Par un spécialiste égyptien, le thème peut-être pas si paradoxal du culte d'Isis, précurseur du christianisme. La Trinité pharaonique précède la Sainte Trinité ? (L'Esprit et Ané, 87, bd Raspail, 75006 Paris, 176 p., 88 F.)

## ROMAN

● **RAFIK BEN SALAH** : *Retour d'exil ou sans femme*. Le premier livre d'un jeune Tunisien sur le calvaire d'un instituteur musulman du bled qui veut prendre femme. Un remarquable traitement littéraire de la frustration sexuelle en Islam (Publieud, 188 p., 84 F.).

## SOCIOLOGIE

● **GEORG SIMMEL** : *Philosophie de l'argent*. « Si l'on doit y avoir une philosophie de l'argent, elle sera en-dehors et au-delà d'une science économique de celui-ci », écrit-il le grand sociologue allemand avant de définir ainsi le contenu de son ouvrage : « ... éclairer l'essence de l'argent à partir des conditions et relations de la vie générale et inversement, l'essence de la vie générale et son mode de vie à partir de l'influence de l'argent ». Ce livre a paru en 1900. Traduit de l'allemand par Sabine Comille et Philippe Juvet. (PUF, 662 p., 188 F.)

## ART

## « Le Primitivisme » :

## un monument

C'est fait, voici traduit en français l'un des livres majeurs de l'histoire de l'art contemporain. A la fois catalogue — pour une exposition du Museum of Modern Art de New-York — et recueil d'études, ce monumental ouvrage pose le problème des sources primitives et exotiques du vingtième siècle et de leur influence sur l'art occidental de Gauguin à nos jours. S'appuyant sur une documentation encyclopédique, et souvent inédite, et sur une illustration abondante, les chapitres passent en revue fauves, cubistes, expressionnistes allemands et abstraits. Sans doute certains parallèles peuvent-ils laisser sceptiques, car, à trop vouloir prouver, William Rubin et ses collaborateurs finissent par ne plus convaincre autant qu'ils l'ont cru.

On peut s'étonner de voir parfois ramener l'essentiel de l'invention artistique de près d'un siècle à l'emploi de modèles et d'exemples africains ou océaniques, et s'étonner aussi de la part très faible consacrée aux sources littéraires et intellectuelles. Mais tel quel, énorme, touffu, somptueusement édité, anthologie des arts primitifs autant que de l'art moderne, ce *Primitivisme* doit demeurer une somme fondamentale. Tout indique que les recherches à venir devront se déterminer par rapport à lui, que ce soit pour s'en inspirer ou pour prendre leurs distances. *Le Primitivisme* est un livre qui mérite de faire date dans l'édition française.

PHILIPPE DAGEN.

★ **LE PRIMITIVISME DANS L'ART DU VINGTIÈME SIÈCLE**, sous la direction de William Rubin, Flammarion, 704 p., 920 F.

## HISTOIRE

## Une idée neuve

## aux cheveux blancs

Historien et admirateur de Nestor Makino et des anarchistes russes, Alexandre Skirka entend nous faire partager sa passion pour l'anarchie, cette idée neuve aux cheveux blancs. « Il n'y a rien de pire que l'anarchie, c'est-à-dire de vivre sans gouvernement et sans loi », disait Bousquet qui, même mal inspiré, donnait là une excellente définition d'une vie sociale sans deux ni maîtres dans laquelle les « autonomes individuels » s'organisent harmonieusement.

Aucune des grandes figures libertaires n'est étrangère à Alexandre Skirka qui, dans des chapitres remarquablement bien documentés, répertorie les apports théoriques des uns et des autres et les débats internes qui enrichissent le mouvement anarchiste. De Sébastien à Archinov, tous ceux qui contribuèrent à rendre un peu plus concrète « l'utopie libertaire » reviennent par leurs écrits et leurs actes, sous la plume de l'auteur.

P. Dra.

★ **AUTONOMIE INDIVIDUELLE ET FORCE COLLECTIVE**, d'Alexandre Skirka, A.S. (Diffusion : Librairie Atrax, 57, rue Saint-Jacques, 75005 Paris), 360 p., 100 F.

## RÉCIT

## Les désordres

## de la mémoire

Carlos Sempurn-Maura, dont la famille a quitté l'Espagne en 1939 après la victoire franquiste, n'écrit pas pour chanter un pays perdu. Sa nostalgie est plus exigeante puisqu'elle s'appuie sur des utopies « réalistes » telles que les Corrales ouvriers et les idéaux anarchistes. Tous les romans de cet écrivain ont donc, bien évidemment, un arrière-fond politique.

Les vagabonds n'ont pas perdu le goût de la chose chantée, une nouvelle grise à soulever, n'échappe pas à cette volonté de témoigner. Dans la France des lendemains de la Libération, trois jeunes benêtards, qui souffrent du « complexe de la Résistance » pour ne pas l'avoir faite, combattent l'ennui en s'inventant des raisons de rêver. Boris s'est épris d'une jeune femme rousse aux yeux verts qu'il n'a rencontrée qu'une seule fois et dont le nom, Natacha Herrera, ne cesse de



le hanter. Les trois benêtards en goguette rencontreront une jeune femme ivre qui ressemble étrangement à Natacha Herrera, tout en étant son négatif. Carlos Sempurn-Maura même son récit à la cravache et, par d'habiles plongées dans le passé de Boris, montre à quel point chaque homme, quel que soit son âge, obéit aux désordres de sa mémoire.

L'auteur vient aussi de publier un roman, *Par des chemins rouges*. Habité par un sentiment de « doublement et d'indivision », le personnage principal, Ilya, s'identifie à Ilya Sergueïevitch Babinevitch, un poète dissident interné dans un hôpital psychiatrique soviétique. Ilya connaît les amours de son inaptitude et refuse de choisir entre les deux seules jumelles dont il est éperdument épris ; mais, en définitive, comme toujours dans les livres de Sempurn-Maura, les femmes dominent les situations et mettent à nu les ambiguïtés, sinon les médiocrités des personnages masculins.

Ce roman, parfois un peu confus, est aussi un réquisitoire contre les hôpitaux psychiatriques, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest.

P. Dra.

★ **LES VAGABONDS N'ONT PAS PERDU LE GOÛT DE LA CHOSE CHANTÉE**, de Carlos Sempurn-Maura, Ed. Lulu (distribution : Diogenes), 64 p., 55 F.

★ **PAR LES CHEMINS ROUGES**, de Carlos Sempurn-Maura, Librairie Sigé, 248 p., 82 F.

## L'adieu de Salvat Etchart

TOUT comme Van Gogh ou Pissarro, Salvat Etchart fut « de ceux qui, toute leur vie, ont dû s'excuser d'aimer » et qui, faute d'avoir réalisé leur existence, ont voulu faire de leur mort « une action responsable et vraie ». Ainsi, Salvat Etchart s'est-il suicidé en novembre 1985, dans un village nord-canadien.

Mais depuis des années, torturé par la souffrance physique, il a pourtant écrit ce dernier texte pour le légier en quelque sorte à ses amis jamais vus, Danièle et Serge Rezvani. Cette œuvre posthume et achevée est, ainsi que le dit Rezvani dans sa préface, « une longue lettre d'adieu et d'amour à la vie ». Dans l'homme vieillissant et physiquement diminué qui la rédige, la sensation, la sensibilité sont restées intactes, « la voix de savoir du corps » demeure telle qu'un premier jour. Piégé au sein d'un « présent interdit », prisonnier d'une société dans laquelle il n'a jamais su ni voulu faire cause commune, Salvat Etchart se vit, se voit, se dit dans « le temps des autres ».

Mais qu'une femme vienne à passer dans le champ de son regard — hôtesse, infirmière ou simple inconnue — le voilà qui s'émeut, s'enchant de la

course d'un saut, de l'ardente courbe d'un poignet ou d'une chevelure car, écrit-il, « dans la forme toute matérielle de cette partie de l'épaulé et de la poitrine, dans ce genou et cette cuisse, un principe inconnu se révèle ». Emporté par la puissance de son regard, transporté par son désir, il vient de croiser non pas l'anonyme passante, mais une déesse, une reine. « Ce que les autres attribuent à l'esprit, à l'âme, j'en sais la lumière dans la matière même et la plus humble chair de femme », Hélène il ne peut plus rejoindre cette lumière. Dès lors, « comment ne pas se venger sur soi de la façon la plus cruelle ? ». Et l'écriture exaspérée par la sensualité progresse en un mouvement de mort autour du manque fondamental. Toujours chez cet homme, enivré par son propre orpèbre, le double signe revient, et revient le double aspiration : « Malgré la mort, le bonheur ! Malgré le bonheur, la mort ! » Seule la belle tirée en plein cœur pourra mettre un terme à cette ronde obsédante.

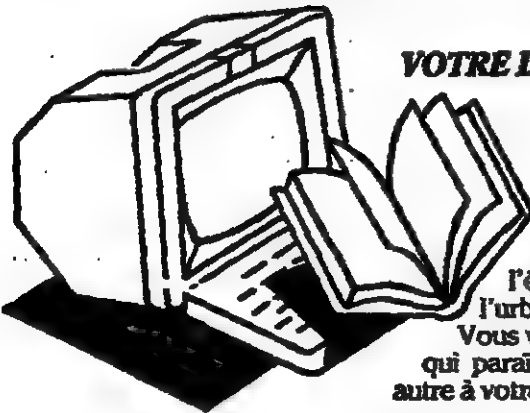
ANNE BRAGANCE.

★ **LE TEMPS DES AUTRES**, de Salvat Etchart, Presses de la Renaissance, 233 p., 89 F.

# La LIBRAIRIE du Monde

AVEC LA PROCURE

## VOTRE LIBRAIRIE EN LIGNE DIRECTE



Vous vous passionnez pour la littérature sud-américaine, les livres de politique française, les ouvrages de cinéma... Vos études ou vos recherches personnelles portent sur l'économie des pays du tiers-monde, l'urbanisme ou l'évolution de l'islam... Vous voulez être tenu au courant de tout ce qui paraît sur un de ces sujets... ou sur tout autre à votre choix. C'est facile.

## VOUS APPELEZ LA LIBRAIRIE DU MONDE SUR MINTEL

Vous recherchez les références d'un livre dont vous avez lu une critique récemment dans *Le Monde*. Mais il y a un problème : vous ne vous rappelez plus le titre exact et l'auteur vous reste désespérément inconnu. Vous vous souvenez seulement qu'il y avait le mot « ombrelle » dans le titre ou que le sujet concernait l'histoire récente du Tibet. Comment faire ?

## VOUS APPELEZ LA LIBRAIRIE DU MONDE SUR MINTEL

Vous êtes fatigué d'avoir à faire le tour de tous les magasins de la ville pour trouver un livre un peu rare. Vous avez sept ou huit bouquins à acheter et vous craignez qu'ils ne soient pas tous disponibles immédiatement. Il y a désormais une solution : la Librairie du Monde. La Librairie du Monde expédie dans toute la France... et même à l'étranger. La Librairie du Monde conserve en stock pendant deux mois les ouvrages cités, critiqués ou annoncés par *Le Monde*.

## APPELEZ LA LIBRAIRIE DU MONDE SUR MINTEL

Le Monde sur Minitel • 36.16 tapez LM 16

**GISELA PANKOW**  
L'être-là du schizophrène  
Aubier



## LA VIE LITTÉRAIRE

## Passage en revues

Littérature, poésie.

● Vingt et un poètes rangés en ordre alphabétique — incontestable celui-là — et, hors de tout commentaire, seulement présentés par quelques pages de poèmes. *Po & sie* (n° 43, quatrième trimestre 1987), dirigée par Michel Deguy, a réduit son intervention au minimum, à l'essentiel plutôt : la sélection de ces vingt et un noms, qui sont autant d'œuvres en cours, en travail ; autant d'explorations d'univers singuliers, de poétiques en gestation. Le comité de rédaction n'a pas cédé aux deux facilités qui étaient à portée d'esprit : glisser quelques noms plus connus, moins risqués ; relâcher l'exigence et tomber dans quelques ornements et modèles anciens. D'Yves Bichet — dont il faut lire par ailleurs à tout prix le très beau et poignant poème, *la Maison du Crabe* (L'Alphée, 1985) — à Bernard Vouilloux, une invitation à découvrir le dynamisme d'une poésie contemporaine aussi vivante que diverse. Un seul regret, qui relève de la statistique plus que de la revendication féministe : une seule femme (Elizabeth Ponchain) pour vingt hommes, n'est-ce pas un peu trop déséquilibré ? (Ed. Belin, 60 F.)

● Se plaçant hardiment dans une perspective planétaire pour constater la « perte du Sud » et en déplorer les conséquences — « défaillance et vide de vraie culture, dérèglement et rapt technocratiques d'harmonie » — Patrick Hutchinson propose dans le dernier et volumineux numéro de *Détours d'écriture* (n° 10) de « remettre le Sud à sa place, en haut ». Se mettre en quête des « Suds profonds », c'est le titre de ce cahier — faire entendre des voix multiples, telle est l'ambition de ce riche et touffu cahier où poèmes et proses, réflexions politiques et historiques se rencontrent et tentent de se répondre. Mais est-il vraiment « légitime et nécessaire » de parler, comme le fait P. Hutchinson à propos du contenu de ce numéro, d'un très incertain, très hypothétique et majuscule « Constat Post-Moderne » ? (Ed. Sillage, Noël Blandin, 29, quai d'Anjou, 75004 Paris, 150 F.)

● *Noir sur blanc* fête, avec son quatrième numéro (hiver 1987), une année d'existence. La volonté de décloisonner les disciplines, le désir de faire accéder à l'écriture celles qui restent trop cantonnées dans les publications spécialisées — cinéma, peinture, photographie — caractérisent cette revue soignée et pensée. Outre Michel Bator, Marie Redonnet, Guez Ricard... signons, dans le sommaire de la présente livraison, trois lettres et quelques poèmes de Pasolini traduits par Bernard Simeone et Philippe Renard. D'un poème tragiquement prémoniteur, daté de 1962 :

*Je regarde sage  
comme une image les préposés au  
lynchage.  
J'observe mon propre massacre  
avec la tranquille  
courage d'un savant.*  
(27, rue Descartes, 75005 Paris, distribution Distique.)

● Claude Esteban a traduit un ensemble de onze poèmes de Jorge Luis Borges, précédés d'un prologue daté d'avril 1981, pour la NRF (N° 419, décembre 1987, Gallimard, 48 F.)

● L'écrivain argentin s'était entretenu en 1963 avec sa compatriote Gloria Alcorta, elle-même écrivain. Des extraits de ce dialogue sont repris dans le dernier numéro de *Roman* (n° 21, décembre 1987). Dans le même cahier, un entretien avec Loys Masson. (Presses de la Renaissance, 60 F.)

● La revue *Sud* (n° 73/74) consacre un fort intéressant ensemble à Georg Trakl, l'un des très grands poètes de langue allemande du début de ce siècle. Peu connu en France, malgré la traduction de ses œuvres par Marc Petit et Jean-Claude Schneider (Gallimard 1972), l'importante

étude de Jean-Michel Palmier (réédition Belfond, 1987) et le très beau et éclairant commentaire de Heidegger (in *Acheminement vers la parole*, Gallimard 1976, pour la traduction), l'œuvre de Trakl — sombre, traversée d'éclairs et ancrée dans la nudité de la terre — mérite lecture et attention. Les auteurs français et allemands qui ont apporté leurs contributions à ce cahier, dirigé par Jean-Pierre Cometti et Michael Jakob, proposent de nouvelles voies d'accès, de nouvelles lectures. (62, rue Sainte, 13001 Marseille, distribution Distique, 130 F.)

● Rappelons également le précédent cahier de *Sud*, qui comprenait un ensemble sur Jean Reverzy et une traduction de la *Theophrastus* du grand historien des religions Walter F. Otto, l'auteur des *Dieux de la Grèce*, mort en 1958 (n° 71/72).

● Frank, revue en langue anglaise publiée à Paris, propose un entretien avec Raymond Carver et un ensemble sur la littérature philippine. Un lancement de ce numéro aura lieu le 28 janvier à 19 h à la librairie Village Voice, 6, rue Princesse, 75006 Paris. (David Applefield, 31, rue du Colonel-Deleorme, 93100 Montreuil, 60 F.)

● Quelques ensembles pour terminer : sur « Le rire » dans le cinquième numéro d'*Abrax*, revue stéphanoise (4, rue Rembrandt, 42100 Saint-Etienne, 60 F.).

Sur Marguerite Duras, un numéro spécial de *L'Ecole des lettres* (décembre 1987 ; 6d. de l'Ecole, 11, rue de Sèvres, 75006 Paris, 45 F.). Sur « Les avant-gardes et la critique et le rôle de Jacques Rivière (1900-1925) », dans la *Revue d'histoire littéraire de la France* (septembre-octobre 1987, Armand Colin, 85 F.).

La *Revue des revues* (n° 4, automne 1987) poursuit son travail historique appliqué au domaine des revues. Trois études à signaler : les revues de photographie ; la *Revue blanche* (1889-1902) ; *Arguments* (1956-1962). (Association Butrevues, Maison des sciences de l'homme, 54, bd Raspail, 75270 Paris Cedex 06, 50 F.)

P. K.

## ● EN BREF

● JEAN-JACQUES PAUVERT participera, le 21 janvier, à la première séance du séminaire « Le virus critique : la communication et le mal », animé par Isabelle Riemann, qui se tiendra le troisième jeudi de chaque mois dans le cadre de l'Université philosophique européenne (Ecole Polytechnique, 1, rue Descartes, 75005 Paris). Commencé en novembre, il se poursuivra plusieurs fois par mois de 15 h à 17 h, jusqu'en 9 juin. S'adresser à Jean Paris, Le Flay, 27150 Maisonneville, tél. : 32-65-62-61.)

● Jean Paris anime un séminaire sur CARPACCIO à l'université philosophique européenne (Ecole Polytechnique, 1, rue Descartes, 75005 Paris). Commencé en novembre, il se poursuivra plusieurs fois par mois de 15 h à 17 h, jusqu'en 9 juin. S'adresser à Jean Paris, Le Flay, 27150 Maisonneville, tél. : 32-65-62-61.)

● L'ASSOCIATION GUY LEVIS MANO, en 1988, comme chaque année, accordera des bourses à des poètes, des typographes et des illustrateurs. Les dossiers seront disponibles à partir du 4 janvier et jusqu'en 15 mars 1988, à l'Association Guy Levis Mano 6, rue Hynphess, 75014 Paris.

● La compétition pour le PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN 1988, destiné à récompenser une œuvre inédite en prose d'un écrivain âgé de moins de vingt ans, est ouverte. S'adresser à l'Union latine, 19, avenue de l'Europe, 31600 Muret. Tél. : 61-56-92-53.

● Le PRIX FROMETHEE, destiné à promouvoir un auteur de nouvelles, a été attribué cette année à Eric Louis pour son recueil *Infélicité*. Le prix de poésie Max-Pol Fouchet est allé à André Bernard pour son livre *La Nuit des Hespérides*. (Pour tous renseignements sur les concours 1988, s'adresser à Guy Rouquet, L'Atelier Imaginaire, BP 2, 65290 Juillan, France, joindre une enveloppe timbrée pour la réponse.)

La cinquième  
« Quinzaine littéraire »

Quoi qu'en dise la publicité, il s'écrit en France, et depuis longtemps, un véritable journal littéraire. Depuis le mois de mars 1966 précisément, quand le meilleur découvreur français d'écrivains, Maurice Nadeau, inventa et lança la *Quinzaine littéraire*.

Peu soutenu par la publicité des éditeurs, dont les sympathies commerciales se portaient naturellement sur les grands tirages, dirigé par un éditeur qui ne transige ni avec la qualité littéraire ni avec une éthique professionnelle et politique rigoureuse, le bimensuel a connu des heures difficiles, des maquettes fluctuantes, des moments de gloire et des moments de découragement, mais il a, sans défaillance, tenu le cap. Depuis cinq cents numéros, deux cent cinquante mois, Nadeau et son équipe ont rendu

compte de tout ce qui se créait de vivant, de novateur, d'essentiel à l'intelligence du siècle dans les domaines de la fiction, des idées, du théâtre, du cinéma et des arts.

Lorsqu'on atteint à une telle qualité, la modestie se confond volontiers avec l'orgueil. Pour son numéro 500, la *Quinzaine littéraire* propose un sommaire composé de quelques-uns des articles publiés au cours des années. Au hasard : Heidegger par François Chatelet, Stig Dagerman par Geneviève Sarrasin, le « Proust » de Painter par Roland Barthes, Léo Spitzer par Jean Starobinski, Michelet par Braudel, Tocqueville par Pierre Nora, Brecht par Gilles Sandier, et Knaab Yacine par Maurice Nadeau.

Devenant un prestigieux anthologie : la preuve que la *Quinzaine* est indispensable.

P. L.

## Le témoignage

de Jean Guilton

sur Louis Althusser

Le magazine *Lire* de ce mois de janvier présente les pages extraites des Mémoires de Jean Guilton — à paraître chez Robert Laffont — relatant son amitié avec Louis Althusser. Agé de quatre-vingt-sept ans, l'académicien catholique est de dix-sept ans l'aîné du philosophe marxiste dont il fut, avant la guerre, le professeur au lycée du Parc à Lyon.

Récit d'une longue amitié, d'une fidélité sans faille, le témoignage de Jean Guilton révèle une dimension personnelle, intime de la vie d'Althusser. Étudiant « catholique zélé », le futur auteur de *Pour Marx* perd la foi au lendemain de la guerre mais garde en lui une inquiétude, un doute profond. Il se confie à son ancien professeur : « Je n'ai jamais rien pu apprendre, je n'ai jamais rien su, j'en suis toujours là », écrit-il en

1972, il ajoute : « Et c'est vrai que la philosophie est une bataille. Je me trompe sans doute souvent, mais j'aime son combat. Et quand je le reprends, c'est prouvé qu'un peu de santé me revient. Comme vous avez toujours été l'ami des mauvais jours — combien compréhensif et généreux — chaque fois que je pense un peu sortir de la nuit, j'ai une attention silencieuse pour vous qui ressemble à de la gratitude » : dans la même lettre, le philosophe se dit « voué aux attardements ». En 1978, deux ans avant le drame dans lequel il devait basculer (meurtre de sa femme en novembre 1980, il est reconnu irresponsable et admis à Sainte-Anne), Louis Althusser écrivait à J. Guilton : « Mon univers de pensée est aboli, je ne puis plus penser ».

Ces pages, qui témoignent d'un incontestable accent de sincérité, suscitent cependant un malaise, celui de voir ainsi exposées au grand jour la détresse et les prémisses d'un effondrement personnel. N'y a-t-il pas là quelque impudeur ?

P. K.

Michel Ragon  
“Le marin des sables”Michel Ragon  
Le marin  
des sablesUN GRAND ROMAN  
DE MER ET D'AVENTURES,  
PAR L'AUTEUR DES  
“MOUCHOIRS ROUGES  
DE CHOLET”

Albin Michel

حكايا من الامم



## ● BIOGRAPHIES

Alma Mahler,  
reine déchueFrançoise Giroud retrace l'itinéraire  
de la grande séductrice de Vienne.

**L**A légende d'Alma Mahler est tenace. On aimerait toujours se la figurer telle qu'elle était à quinze ans, svelte et irrésistiblement, fustigeant les faiblesses amoureuses de sa mère, lisant Nietzsche dans les jardins de Vienne. On aimerait oublier l'image de la veuve replète qui, dans son appartement de New-York, divaguait sur sa passion insensée pour les « petits juifs du genre de Mahler », expurgait la correspondance de ses fameux amants et maris, biffait dans son propre Journal les passages qui risquaient de ternir son auréole. Séductrice à quinze ans, reine déchue à cinquante : Alma Mahler avait beau maquiller sa destinée, s'établir dans son rôle de salonniers vieillissante, elle ne parvenait pas à nous faire oublier qu'à la fin de sa vie on la voyait souvent arpenter les rues de New-York, les dialogues de Platon dans une poche, un flacon de Bénédicte dans l'autre.

Dans son autobiographie, *Ma vie* (1), Alma Mahler avait légué à la postérité quelques fragments qui devaient contribuer à sa mythologie ; mais c'est là qu'elle nous a le plus déçus, comme l'aveu d'un échec. C'est cette figure, ce visage qu'a cru déceler Françoise Giroud dans l'existence de la trop glorieuse Alma. La plus célèbre veuve de Vienne nous apparaît dans une pose moins avantageuse. Grâce à cette biographie, écrite dans un style allégre, mi-moqueur, mi-sympathique, les amoureux d'Alma Mahler la découvriront moins inaccessible, ses ennemis moins arrogants. Plus de vingt ans après sa mort, la belle égarée triomphe encore une fois.

La « veuve  
des quat'z arts »

Victorieuse, c'est ainsi qu'Alma se voyait, se voulait. En épousant Gustav Mahler, en 1902, elle lui sacrifia cette rage de vaincre. Courtisée par Gustav Klimt, par Max Burckhard, le directeur du Burgtheater, elle se retira du devant de la scène pour vivre, avec Mahler, dans un « splendide isolement ». Conquérant despoti-



A vingt-sept ans, avec ses deux filles.

que au départ, Mahler, dans les dernières années de sa vie, n'était plus qu'un « enfant malade » qui tremblait à l'idée de perdre sa « déesse ».

Le compositeur disparu, Alma Mahler redevenait elle-même : une muse altière, une croqueuse de génies. Dans sa liaison passionnée, scandaleuse avec Oskar Kokoschka, de sept ans son cadet, elle se donna entièrement à sa légende, se comportant à la fois comme une prêtresse de l'art et comme une amoureuse persécutée, séquestrée par ce fou de Kokoschka. Après ses adieux au turbulent peintre, Alma Mahler n'était plus que la caricature d'elle-même. Son mariage en 1915 avec l'architecte Walter Gropius, ses noces, quatorze ans plus tard, avec l'écrivain Franz Werfel, furent bientôt d'elle la « veuve des quat'z arts ». L'immortelle Alma Mahler s'était prise au jeu de sa mythologie ; chaque événement de sa vie privée, même l'enterrement en 1935 de sa fille, Marion Gropius, était l'occasion d'une parade.

Dans sa villa de la Hohe Warte, elle avait transformé son salon en musée personnel : dans une vitrine s'exhibait un manuscrit de Mahler, ouvert à la page où il avait griffonné : « Pour toi vivre ! Pour toi mourir ! Almsch ! ». Au mur était accroché un portrait d'Alma en Lucrèce Borgia, peint par Kokoschka. « Dommage qu'il ait mal fini ! », disait Alma de son ancien amant. Elle flirtait encore avec quelques irréductibles : un biologiste, puis un jeune prêtre, Johannes Hollensteiner, un sympathisant nazi — il la persuada si bien des mérites du Führer qu'elle nota dans son journal : « Je vois en lui (Hitler) un authentique idéaliste allemand, quelque chose d'impensable pour un juif ». A l'arrivée du « Sauveur », Hollensteiner fut envoyé à Dachau, et Alma Mahler, fuyant en France puis aux Etats-Unis, biffa dans ses carnets cet éloge malencontreux.

« Alma, je t'en prie, sois sincère », lui écrivait Gustav Mah-

ler. Elle savait, la vieillissante Alma, qu'elle avait perdu son insolence et que seule la sincérité pouvait encore la sauver. Elle disposait autour d'elle ses trophées, comme un champion à bout de souffle se console de n'être plus dans la course. Oskar Kokoschka voulait la revoir, mais elle ne tenait pas à lui montrer son corps alourdi, son visage ravagé. Après tout, elle préférait finir sa bouteille de Bénédicte. Séductrice à quinze ans, alcoolique à cinquante, devant son vin dans la solitude, Alma Mahler était rattrapée par sa légende : l'œil lui avait rendu sa grandeur.

ROLAND JACCARD.  
★ ALMA MAHLER OU  
L'ART D'ÊTRE AIMÉE, de Françoise Giroud, Robert Laffont, 257 p., 89 F.

(1) Hachette, 1985.

## Octavio Paz et la belle Juana

(Suite de la page 13.)

Le couvent, c'est la possibilité de se consacrer entièrement aux études, d'entretenir des correspondances avec le monde des philosophes, des poètes et des savants. A condition d'éviter les courbes et les promiscuités de la vie communautaire. Sor Juana y veillera. Sa cellule est un petit appartement à étage où elle vit avec ses domestiques, où elle travaille, où elle reçoit. Etre religieuse était une profession, pas une vocation.

Il suffit d'ailleurs de lire les poèmes de Sor Juana pour constater que l'occultation de sa fémi-

nité est d'ordre tactique : la révérence pour écrit et publié des textes d'une sensualité brûlante. Certes, l'amour que chante la religieuse est le plus souvent celui de l'absent, de l'être qui manque, parce qu'il s'éloigne ou parce que la mort l'a enlevé. L'érotisme de Juana se conjugue au conditionnel, jamais à l'indicatif. Il n'empêche qu'il n'a rien de mystique et ne se confond jamais avec l'amour qu'une religieuse peut porter à son Dieu.

La gloire que connaît Sor Juana doit tout à la beauté profane de ses écrits. Au point qu'elle subit peu à peu les pressions de la

hiérarchie catholique ; et particulièrement des redoutables jésuites de l'Inquisition qui étendent peu à peu leur pouvoir sur la société civile de Nouvelle-Espagne. Sor Juana se bat, plaide, donne des gages, fait étalage de son érudition et de sa connaissance des subtilités théologiques. Mais ces « lectures terribles » auront raison d'elle : « Je ne veux pas d'amour avec l'Inquisition ». En 1694, elle signe un document dans lequel elle renonce à « écrire » « afin de poursuivre, débarrassée de cet attachement, dans la voie de la perfection ». Elle mourra un an plus tard.

## Benedetta et Louise

**L'**ENQUÊTE de Judith C. Brown sur Benedetta Carlini, religieuse toscane au début du dix-septième siècle, contient assez d'éléments troubles pour éveiller la curiosité.

Issue d'une famille aisée du Val-d'Aoste (au nord-ouest de Florence), entrée à neuf ans dans la communauté des « théatines » de Pescia — à une dizaine de kilomètres de son village natal, Vellano — Benedetta passera, de dix à vingt ans, sa vie entière dans ce couvent : religieuse, puis abbesse, « emprisonnée », enfin, durant trente-cinq années, à l'incarcération des mêmes murs.

En historienne scrupuleuse, l'auteur a reconstitué l'itinéraire de Benedetta, autant que les documents (détails, concordants il est vrai) le lui permettaient. Ce sont d'abord les grâces, visions et stigmates dont Benedetta se dit comblée, mais qui semblent surtout lui servir pour assouvir son désir de pouvoir au sein de sa communauté. Elle en devient l'abbesse, à trente ans, âge exceptionnel pour une telle charge. Mais alter-

née par la trop grande complaisance des voix angéliques à l'égard de Benedetta, les autorités ecclésiastiques entreprennent une enquête, qui sera suivie d'une seconde.

L'imposture mystique n'est que la première étape : le soir de pouvoir caché d'autres faits, qui relèvent « plutôt du lascif que du divin ». Comme l'explique Judith C. Brown, le lesbianisme était un désordre qui dépassait les catégories mentales, sociales et religieuses de l'époque et mettait en danger une certaine vision du monde et de l'organisation humaine. La fin de l'histoire est une longue plongée dans le silence. Ainsi que l'indique un document du temps : Benedetta « est morte en pénitence, ayant passé trente-cinq ans en prison ».

C'est également dans ces régions éloignées où le mysticisme se traduit par des comportements que la raison ne conçoit qu'avec difficulté, que se déroule la vie de Louise de Béthune du Tronchay, dite Louise du Néant.

Le cadre est différent : nous sommes à Paris, dans la seconde moitié du dix-septième siècle. Ainsi que l'écrit en 1732, quelques dizaines d'années après la mort de Louise, le jésuite Jean Maillard, en introduction de sa biographie : « On y remarquera des traits particuliers de la Providence divine, qui a rompu toutes les mesures de la prudence humaine pour faire éclater l'esprit de l'évangile dans cette généreuse demoiselle ».

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ SEUR BENEDETTA, entre sainte et lesbienne, de Judith C. Brown, traduit de l'anglais et de l'italien (les notes des traductrices se sont pas mentionnées...), Calmann-Lévy, 216 p., 110 F.

★ LOUISE DU NÉANT, le triomphe de la pauvreté et des humiliations, de Jean Maillard, introduction et notes de Claude Louis-Combet, Ed. Jérôme Millaud (134, chemin de l'Étoile, 38339 Monthonnét-Saint-Martin), 314 p., 110 F.

## « Marie a l'air d'un nuage »

**D**E MARIE LAURENCIN, on ne sait plus guère que sa peinture un peu mièvre, avec beaucoup de rose, des gris et des blancs mêlés, des « jeunes filles » rêveuses aux yeux noyés de noir et aux cheveux à plumes, on ne sait plus qu'une artiste réputée « délicate et décorative ». Mais le détail de sa vie que livre aujourd'hui Flora Groult, dont elle fut la marraine, révèle une personnalité curieuse, touchante et mystérieusement intemporelle, « sans précédent ni lendemain ».

Il faut dire que, malgré sa naissance bâtarde et une enfance livrée sous la houlette d'une mère vénérée, Marie eut d'abord une certaine chance : dès 1905 — elle n'a que vingt-deux ans — Georges Braque l'encouragea à « Petit Laurencin, vous avez du talent. Vous devez continuer ». Il lui fait rencontrer Picasso dans son atelier du Bateau-Lavoir (elle serait l'un des nus des Démoniales d'Avignon, commencé en 1908).

On parle d'elle, Apollinaire louange son art dans ses nombreuses chroniques, mais l'amour avec le poète n'en finit plus de mourir, l'amour est bientôt mort. Un jour de 1914, Mademoiselle Laurencin a quelque chose de très important à dire à Monsieur de Kostrowitzky : elle se marie. Apollinaire disparaît sans un mot. Il ne se reverra jamais plus. Et à la veille de la première guerre mondiale elle devient baronne en épousant le peintre allemand Otto von Wittgen.

Tout Paris croit alors que Jean Giraudoux l'a prise pour modèle de l'héroïne, également mariée à un Allemand, de Siegfried et le Limousin... Elle doit s'installer en Espagne, à Madrid, où elle publie avec Picasso, Gleizes et Craven le revue 391. Elle séjourne également en Italie, à Sauris, où elle fait la connaissance d'Archipenko et de l'Américain Marie Rilla, puis à Düsseldorf, au sein de sa belle-famille, où se révèle la détresse éternelle de son mari...

Marie Laurencin veut bientôt retrouver sa liberté de mouvement et de pensée : c'est le divorce, le retour difficile à Paris, où tous ses biens ont été mis sous séquestre. Il lui faut retrouver une ville qu'elle a abandonnée longtemps auparavant, une ville qui ne vit plus au même rythme ni avec la même bohème.

Marie Laurencin veut bientôt retrouver sa liberté de mouvement et de pensée : c'est le divorce, le retour difficile à Paris, où tous ses biens ont été mis sous séquestre. Il lui faut retrouver une ville qu'elle a abandonnée longtemps auparavant, une ville qui ne vit plus au même rythme ni avec la même bohème.

Laurencin aurait pu se rallier aux différents mouvements artistiques alors en gestation. Mais non, elle suivit son chemin naïf, figuratif, unique... Il y eut les deux versions d'une des toutes premières grandes toiles de groupe exécutées par Marie Laurencin, Apollinaire et ses amis : la première fut achetée par Gertrude Stein et la seconde fut accrochée dans l'appartement même de celui-ci, au 202, boulevard Saint-Germain. En 1912, elle participe à la décoration de la Maison cubiste avec La Fresnaye, Villon, Léger, Metzinger, Duchamp, Gleizes...

On parle d'elle, Apollinaire louange son art dans ses nombreuses chroniques, mais l'amour avec le poète n'en finit plus de mourir, l'amour est bientôt mort. Un jour de 1914, Mademoiselle Laurencin a quelque chose de très important à dire à Monsieur de Kostrowitzky : elle se marie. Apollinaire disparaît sans un mot. Il ne se reverra jamais plus. Et à la veille de la première guerre mondiale elle devient baronne en épousant le peintre allemand Otto von Wittgen.

Tout Paris croit alors que Jean Giraudoux l'a prise pour modèle de l'héroïne, également mariée à un Allemand, de Siegfried et le Limousin... Elle doit s'installer en Espagne, à Madrid, où elle publie avec Picasso, Gleizes et Craven le revue 391. Elle séjourne également en Italie, à Sauris, où elle fait la connaissance d'Archipenko et de l'Américain Marie Rilla, puis à Düsseldorf, au sein de sa belle-famille, où se révèle la détresse éternelle de son mari...

Marie Laurencin veut bientôt retrouver sa liberté de mouvement et de pensée : c'est le divorce, le retour difficile à Paris, où tous ses biens ont été mis sous séquestre. Il lui faut retrouver une ville qu'elle a abandonnée longtemps auparavant, une ville qui ne vit plus au même rythme ni avec la même bohème.

qu'avant-garde. Philippe Berthelot, Valéry Larbaud, Saint-John-Perse — ses amis, ses amants, on ne sait trop, — l'entouraient, l'encourageaient. « Marie a l'air d'un nuage », raconte Jouhandeau (1), on dirait qu'elle va s'envoler ».

L'amitié  
des Groult

Elle travailla beaucoup, peignit des affiches, des décors de ballets ; un contrat passé avec le marchand de tableaux Paul Rosenberg, auquel elle restera attachée toute sa vie, achève de la faire reconnaître. Les commandes de portraits affluent : on considère généralement que la période 1920-1937 fut la meilleure de Marie Laurencin, celle où ses portraits s'est choisis et son œuvre distinguée.

Jusqu'à la fin de ses jours, en 1956, elle « fit du Marie Laurencin » : vivant entre une gouvernante autrichienne et protectrice et son journal (2), qu'elle tenait par bribes, laconiquement. Quand elle mourut, sa gouvernante préleva tout d'abord Nicole et André Groult, qui avaient été ses proches amis depuis l'après-guerre : cette fréquentation fidèle des parents de Flora Groult donne à cette biographie la coloration tendre et fièvre d'un souvenir d'enfance, le grain particulier d'une véritable image du temps passé.

CLAUDE PAULHAN.

★ MARIE LAURENCIN, de Flora Groult, Editions du Mercure de France, 283 p., 120 F.

(1) Marcel Jouhandeau commentait alors, dans *Le Poète et la Femme* (Editions Pauvert, 1977), une photo de Marie Laurencin qu'il possédait.

(2) Marie Laurencin a laissé traces de ses pensées, de ses journaux, sur des agendas et des carnets intimes. Deux carnets ont été publiés sous le titre *Le Carnet des malins*, à Genève, en 1947.

Lieu Commun  
cherche  
son  
ATTACHÉE  
DE PRESSE

TÉL. : 42.71.86.38.

PRIX DU LIVRE ART ET ESSAI 1988

HENRI GINET

ATTRIBUÉ À LOUVRE

RAOUL RUIZ

DE CHRISTINE BURCKHARDT ET PASCAL REVAULT D'ALLONNES

ÉDITIONS DIS VOIR

DIFFUSION DISTRIBUTION : LUYSSÉ - ÉPIQUE

PRIX DÉCERNÉ PAR LA COMMISSION DU CINÉMA D'ART ET D'ESSAI

ST PATRONNE PAR LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

LES TEMPLIERS  
SONT DE RETOUR

Depuis sa résurgence le 27-12-1984 à Jérusalem, l'Ordre des Chevaliers du Christ et de Notre-Dame diffuse un enseignement traditionnel initiatique et mène une action culturelle et philanthropique.

O+C+T+C+N+D+

B.P. 12

78430 LOUVÉCIENNES



## ● ROMANS

Le retour  
d'Annie Ernaux

Quatre ans après la Place  
— une évocation de la vie de son père, —  
Annie Ernaux publie Une femme,  
le récit de l'existence de sa mère.

**L**A Place a reçu, en 1984, le prix Renaudot. C'est un texte bouleversant, où Annie Ernaux, après trois romans ayant obtenu des succès d'estime (1), raconte son père, d'une écriture volontairement plate et assez sèche. Quand on apprend qu'elle revient, quatre ans plus tard, avec Une femme, un récit aussi court — 106 pages — sur sa mère, on ne peut se défendre d'une certaine crainte : la mère, puis la mère... la même classe sociale, la même café-épicerie en Normandie, la même petite fille — elle — qui va à l'école et qui, peu à peu, prend ses distances avec son milieu.

Mais, en quatre ans, Annie Ernaux a encore gagné en sobriété et en maîtrise. Le récit est plus « nu » encore que la Place. Il procède de la même volonté, constante chez Annie Ernaux, de « ne pas cacher ce qui fait mal », de « faire éclater quelque chose chez les gens ». Il ne s'agit pas pour elle de ressasser ses souvenirs de petite fille pauvre, mais, comme le titre, Une femme, le dit à lui seul, de témoigner d'une vie.

La vie à laquelle  
il fallait échapper

Aller de l'usine — des ténailles — à la maison de retraite, d'un dénuement à un autre. Et pour finir, ne laisser de soi que le sac en plastique qu'Annie trouve dans la chambre de sa mère : le personnel de l'hôpital y a rangé les quelques vêtements que possédait la femme qui vient de mourir, ainsi qu'une statuette achetée à Lisieux, et un petit remède pour le rhume, un « souvenir rapporté d'Annoy ». C'est tout ce qui demeure de quatre-vingt années d'une existence banale, se terminant dans une sorte d'annihilation, d'absence au monde faisant dire aux vieux amis et à la famille : « Ça servait à quoi qu'elle vive dans cet état plusieurs années... Pour tout, il était mieux qu'elle

soit morte », ajoute Annie Ernaux. C'est une phrase, une certitude, que je ne comprends pas.

Pour les femmes comme Annie Ernaux, que leurs parents ont poussées à sortir de leur milieu social, la mère, c'est la personne « contre » laquelle elles se sont faites, le symbole de la vie à laquelle il fallait échapper. Mais c'est aussi un exemple, un modèle, puisqu'elle savait, déjà, dans une demi-conscience, que sa fille ne devait pas lui ressembler.

De tout cela, qui est nécessairement douloureux, Annie Ernaux parle clairement et simplement, sans aucun pathos, sans apitoiement sur elle-même, pas plus que sur le destin sans surprise de sa mère, cette femme obscure qui passa sa vie entière à travailler, ignorant jusqu'au sens du mot « loisir », comme tant d'autres de cette génération : l'usine, puis la boutique, avec, parallèlement, toujours identiques, les travaux ménagers. Et plus tard, après la mort de son mari, lorsque la mère viendra habiter chez sa fille, elle voudra travailler encore, s'occuper des enfants, de la maison, se « rendre utile », comme pour se faire pardonner d'être là.

Quand, à la dernière ligne du livre, on lit : « J'ai perdu le dernier lien avec le monde dont je suis issue », on se dit qu'en termes de ce récit commencé au lendemain de l'enterrement de Simone de Beauvoir, le 20 avril 1986 (la mère, comme le précise sa fille, est morte le 7 avril, une semaine avant Beauvoir), Annie Ernaux a peut-être enfin acquis sa liberté. Celle de parler d'autre chose que des blessures, des destinées sans plaisir, de la pesanteur des origines. Celle de surprendre.

JOYANE SAVIGNEAU.  
★ UNE FEMME, d'Annie Ernaux, Gallimard, 106 p., 52 F.

(1) Les Armoires vides (1974) ; Ce qu'il faut de rien (1977) ; La Femme gelée (1981). Tous chez Gallimard.

Marguerite Audoux,  
la magicienne

Entre Colette et le Douanier Rousseau, une romancière à redécouvrir

**E**NFANT trouvé, son père fut appelé Don Quichotte par un chef de bureau de l'état civil qui aimait rire. Halluciné d'alcool, ce père disparut un jour. Déjà, la mère n'était plus là. La tuberculose — cette maladie « qui rend méchant » — selon une voisine de la pauvre famille — l'avait emportée. Et voilà deux gamines abandonnées, en des temps si cruels aux misérables qu'il est possible qu'on ne puisse les imaginer aujourd'hui. Une des petites filles — la cadette — deviendra Marguerite Audoux.

Confiée à l'orphelinat de Bourges, placée ensuite chez des paysans, bergère, servante de ferme, lingère, elle réintègre, adolescente, l'orphelinat, avant de partir pour Paris, par hasard, sous le regard « plein de douceur » d'un employé des chemins de fer. Dans la capitale, elle sera couturière, aura faim et froid, perdra presque la vue : son enfance l'y prédisposait. Née à Sannois, dans le Cher, en 1863, elle s'éteindra à Saint-Raphaël en 1937.

Une conspiration  
de l'amitié

De cette existence poignante naîtront quatre livres. Deux sont réédités en cet automne. Il s'agit là de deux chefs-d'œuvre, et il convient, en l'occurrence, d'oublier combien le mot a été galvaudé. La précision, au reste, sied à l'art de Marguerite Audoux. Son style, jamais, ne se dégrade. Sa prose use de mots de la vie courante. Elle va aux extrêmes de la simplicité. Et tout semble baigné par une eau de jeunesse, parce que cette femme avait la grâce.

Ceux qui aiment vraiment les livres savent qu'il n'y a rien de plus horrible que les modes qui se succèdent et qui font frémir les Tristotin dont on nous accable. En littérature, les vocabulaires mode, nouveaux, modernes doivent être bannis. Un bon livre est de tous les temps.

Le premier ouvrage de Marguerite Audoux, Marie-Claire,



BERENICE CLEEVE

parut en 1910. Une conspiration d'amitié, qui tenait de miracle, permit l'événement. Depuis longtemps, Marguerite Audoux écrivait. En cachette. Sans songer qu'un jour ses cahiers d'écolière quitteraient le tiroir de sa machine à coudre. Elle traçait ses pleins et ses déliés comme l'infirme a besoin de béquilles. La vie lui était si dure ! Michel Yell, qui sera journaliste et qui travaille alors aux PTT, fait sa connaissance au bureau de poste. Touché par sa gentillesse, il la présente à

Charles-Louis Philippe, Léon-Paul Fargue, Francis Jourdain. Ils sont émerveillés par ce qu'ils leur nouvelle amie, et qu'ils découvrent par hasard. Car Marguerite ne songait pas à leur en parler. Était-ce pensable ? Jourdain présente les cahiers à Octave Mirbeau, homme d'embelliments, homme généreux, étranger aux manigances. Mirbeau préfère le livre. Il aura un grand succès. Il obtiendra le prix Femina et sera traduit en plusieurs langues.

Qui ne pouvait être touché par l'histoire de cette bergère, fille de l'Assistance ? Comment ne pas être fasciné par le ton fait d'élégance, de retenue, de goût inné, de nuances, d'humour, de fraîcheur, de pudeur, de charme, si l'on veut bien songer à l'étymologie du mot : « Carmen », « formule magique » ? L'émotion est partout, et pourtant le silence semble être le cri le plus fort que puisse pousser l'auteur.

Les petites gens  
et l'immense Paris

Jamais ici on ne fait de la pauvreté une arme. Marguerite Audoux montre et ne démontre pas. C'est là l'œuvre d'une femme qui raconte ce qu'elle a vécu, et non l'étude sociale, le roman d'un idéologue ou d'un nant qui se penche sur la condition paysanne et ouvrière avec cette obsession du plaidoyer, cette prétention à s'occuper du bonheur d'autrui qui exaspère ceux qui savent. Marie-Claire, c'est un monument de perfection, que le milieu littéraire, si malade de nos jours, ferait bien de méditer.

Dix ans plus tard, paraîtra l'Atelier de Marie-Claire. Là, ce sont les petites gens et l'immense Paris qui servent de héros et de cadre au récit. La même pureté d'écriture, la même sincérité, le même raffinement, président à ce qui nous est conté. On en sort bouleversé, sans que jamais l'auteur se fasse doloriste, geignard. Ce livre eut moins de retentissement que le précédent. Peut-être est-il possible de réparer l'injustice ? Marcel Arland aimait Marguerite Audoux entre Colette et le Douanier Rousseau.

LOUIS MUCERA.

★ MARIE-CLAIRE et L'ATELIER DE MARIE-CLAIRE, les deux livres dans « Les cahiers rouges », Grasset, 38 F et 45 F.

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## Deux façons d'envoûter

(Suite de la page 13.)

« Dans la vie, on fait d'étranges rencontres », est-il dit pour expliquer l'apparition du nommé Pagnon... Et pourtant, la brune Modiano nous cerna. Une époque revit à travers ses objets, ses vêtements, ses points de suspension. Derrière leur vitre, de leur voix outée, d'un geste interrompu, les personnages de Remise de peine donnent sens à cette remarque de Patoche parlant de son père : « J'ai senti, ce soir-là, qu'il avait voulu me transmettre son expérience des choses troubles et douloureuses de la vie, mais qu'il n'y avait pas de mots pour cela. »

**C**LAUDE SIMON, lui aussi, veut suggérer ce que certaines situations, sinon toutes, ont d'indistinct, d'irréductible à des idées claires ou seulement à des sensations.

Les circonstances de l'invitation se présentent particulièrement à une telle démonstration, puisqu'il s'agit de ces voyages officiels où l'on est trimbalé sans comprendre la langue ni les rites d'accueil. Le narrateur voit un surcroît d'absurde dans le fait que le pays hôte est l'URSS, où il fut invité en 1986. Sortant de sa neutralité habituelle, Simon ne perd pas une occasion de rappeler que les dignitaires en jacobine qui leur prodiguent les paroles mielleuses d'usage sont les mêmes, depuis un certain séminariste à moustache et Gorbatchev compris, qui menacent de leurs armes une partie du monde, enferment leurs opposants, et font régner la terreur policière jusqu'au tour des datchas de leurs invités.

Ce malaise politique colore le livre entier : il amène l'auteur à s'interroger sur les arrière-pensées méprisantes des prédateurs qui leur font risette, sur les intrigues de palais qui les ont départagés, sur le « satrapisme philosophique » dont se pare leur férocité de

« chacals », sur la « normalité » que représenteraient, par rapport à eux, tel roi tatar du steak haché ou, parmi les invités, des socialistes de Peter Ustinov et d'Arthur Miller...

**M**AIS, comme le plus souvent chez Claude Simon, c'est surtout une mosaïque de perceptions que le récit agence : poussière des couloirs du Bolchoï, violence déchaînée de la danseuse étoile au grimage brouillé de sueur, excès « alarmant » des vivats, fétide de la lune vue d'avion, souvenirs d'obstacles au Kremlin, évocation des anciens émeutiers embaumés, avec leurs fronts de professeurs et leurs pince-nez, feuilles de peuplier tombant sur une route, chuintement argenté d'un torrent, jupes des moines de Zagorsk avec leurs odeurs rances, relève de la garde au mausolée de la place Rouge, avec ses saccades et ses regards vidés...

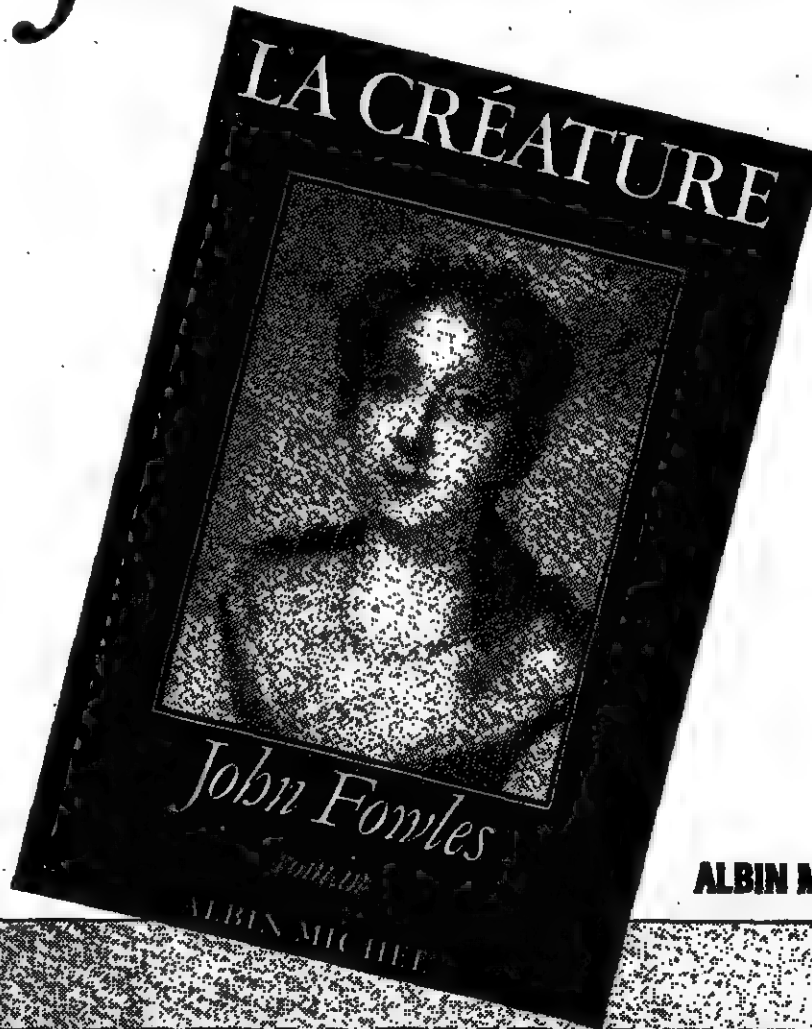
On ne peut s'empêcher de songer à la façon poétique et humoristique dont Rafael Pividal suggère la même difficulté à saisir du dedans la même Union soviétique, dans Pays sages. Claude Simon, lui, reste fidèle à la tactique d'enveloppement qu'il a fait sa gloire. Parenthèses et participes s'annoncent pour créer l'illusion d'un présent immobile, un présent en train de se figer, comme dans la mémoire, semblable à la tale de gel des marais survoltés.

C'est le signe des livres réussis : ils redonnent du lustre, disent-on, à notre propre quotidien. On sort du Modiano convaincu que nos moindres instants pourraient ressembler à un roman policier ; et, du Simon, persuadé que le moindre de nos souvenirs pourrait atteindre à l'œuvre d'art.

★ REMISE DE PEINE, de Patrick Modiano, Le Seuil, 166 p., 69 F.

★ L'INVITATION, de Claude Simon, éditions de Minuit, 96 p., 49 F.

## John Fowles



ALBIN MICHEL

LE MEILLEUR LIVRE  
DE L'ANNÉE

LIRE

حكايا من الامم



## ● ROMANS

Lettres  
de barbarieDeux épistoliers s'adressent  
à leurs amours anciennes.

**S**i nous ne savons rien de l'identité du destinataire de cette *Lettre impossible* hélàs à signer, destinée à un seul lecteur à qui elle ne peut être envoyée, nous ignorons tout également de l'épistolier qui signe Claire Desreux. Ces mystères n'ont d'ailleurs que peu d'importance en regard du plaisir que procure la lecture de cette missive, née des artifices d'une passion cristalline.

« Je vous souhaite d'être follement aimée. » C'est sur cette adresse à sa fille Anne, alors âgée de huit mois, qu'André Breton cède l'Amour fou (1). Claire Desreux espère, elle, que son fils aimera un jour comme elle a aimé. « Fuit ans et j'ai l'impression que nous nous sommes perdus hier. Au pire j'ai dans les six fois ça à vivre, ça va passer vite », écrit-elle à son amant, avant de constater que, durant toutes ces années-là, il n'a jamais daigné lui adresser le moindre signe. La jeune femme, aveugle sans être dupe, ne regrette aucune des journées perdues à attendre cet homme qui ne venait que lorsqu'il avait un peu de temps à consacrer.

L'éclair  
et les nuages

Cette longue déclaration d'amour serait impudique, voire insupportable, si le style de l'auteur n'introduisait une certaine distance avec les sentiments exprimés. Bien sûr, parfois, une certaine emphase prête à sourire. Ainsi lorsque Claire Desreux, en mal de superlatifs pour décrire le visage tant aimé, précise que, si celui-ci avait été une musique, cela aurait été le blues ; une nationalité, la russe ; une névrose, l'obsession du sexe et l'impudence.

Claire Desreux distille néanmoins quelques poisons dans le portrait qu'elle dresse, par petites touches, d'Antoine, le destinataire de sa lettre. Celui-ci nous apparaît bien vite comme un homme pressé de devenir quelque chose dans la société. Il se prétend « libérin », mais rien dans les attitudes de ce consommateur de femmes ne nous rappelle les libérins du dix-huitième siècle ou la conception du libérinage qu'avait, par exemple, un écrivain comme Roger Vailland (2).

Gravure de mode mélangée d'étrange, Antoine évolue dans un monde qui ignore le tragique. Le cynisme n'est chez lui qu'un

conformisme de plus. Une affectation de l'âme. Entré au cabinet d'un ministre, Antoine se mariera, car toute carrière a ses obligations. Un proverbe étrusque, que cite Claire Desreux, résume bien ce que fut cette liaison : « Ce n'est pas parce que deux nuages se rencontrent que l'éclair jaillisse, c'est pour que l'éclair jaillisse que les nuages se rencontrent. »

Si la barbarie intime de Claire Desreux est climatisée, celle que nous décrit Barbara Cartier dans son roman renvoie aux pires abominations de l'histoire contemporaine. Dans un pays en guerre, que l'on souhaiterait imaginaire, des prisonniers, gardés par des aveugles, attendent d'être jugés. Autour d'eux, la mort règne sans partage et ses instruments n'ont d'humain que la sauvagerie gratuite.

Ces Deux lettres à un ami sont admirablement servies par une écriture proche du télégramme ou du constat. « On nous a pris nos vêtements. Nous souffrons de ne pouvoir rester pudiques devant nos amis », écrit la narratrice à un ancien amour qu'elle imagine se promenant à New-York au bras d'une autre femme.

Nastasia, une de ses compagnes de détention, n'exprime plus qu'un souhait : mourir le matin, car, dit-elle, « c'est comme s'endormir après une nuit d'insomnie ». D'autres prisonniers se raccrochent à un passé qui n'a pourtant plus de sens.

La narratrice, transférée dans un camp de concentration après un semblant de procès, ne sait plus qui est vivant, qui est mort parmi ses compagnons d'infortune, car tous semblent être entrés en décomposition. Elle-même n'a plus de sensibilité qu'un bras où la gangrène s'est installée comme en territoire conquis.

On chercherait vainement dans le texte de Barbara Cartier, la moindre facilité. Dans son apparent froidure, ce livre fait penser au film *Nuit et brouillard* d'Alain Resnais.

PIERRE DRACHLINE.

★ **LETTRE IMPOSSIBLE** HÉLAS À SIGNER, DESTINÉE À UN SEUL LECTEUR À QUI ELLE NE PEUT ÊTRE ENVOYÉE, de Claire Desreux, Gallimard, 178 p., 78 F.

★ **DEUX LETTRES À UN AMI**, de Barbara Cartier, Gallimard, 95 p., 65 F.

(1) Gallimard.  
(2) En particulier dans ses essais : *Éloge du cardinal de Bernis*, Fasquelle ; *Lectures par lui-même*, Seuil.

## Sous le soleil du père

**M**ICHEL BERNANOS est l'un des six enfants de Georges Bernanos : né en 1923, atteint depuis l'âge d'écriture de dyslexie, il vécut son adolescence comme un véritable cow-boy, surveillant à cheval les déviances que son père avait éventuellement achetées à Pirapora, dans la région du Minas-Gerais. En 1942, il s'engagea à Londres et participa, marin de la France libre, au débarquement. Plus tard, de 1946 à 1948, il revint au Brésil, au cœur de la forêt vierge, pour exploiter la coupe des hélices. Encore plus tard, en 1964, retenu en France depuis la disparition de son père (1), il s'enfonça dans la forêt de Fontainebleau pour s'y donner la mort.

Michel Bernanos laissait derrière lui des textes aboutis dont aucun ne fut publié de son vivant, mais au sujet desquels Luc Estang confia à Jean-Loup Bernanos — dernier fils de la « tribu » et remarquable biographe de son père (2) : « Il ne faut pas craindre de dire que ce qu'il écrit Michel, ce n'est pas rien, il avait l'étoffe d'un grand romancier fantastique. » La Montagne morte de la vie (3), l'Envers de l'Éperon (4), aujourd'hui le Murre des deux et un recueil de nouvelles, la Forêt complice, autant d'œuvres écrites entre

1960 et la mort de Michel Bernanos et qui parlent de l'étouffante fascination de l'homme pour le monde végétal, tentaculaire et létal de la nature tropicale.

L'autre enjeu de Michel Bernanos, au-delà de la construction de ses romans et nouvelles autour d'un des décors obsédants de son adolescence, au-delà des victoires successives remportées sur le dysfonctionnement moteur de son écriture, fut d'affirmer et de confirmer « son droit d'assumer ce lourd nom d'écrivain que lui avait légué son père ».

C. P.

★ **LE MURMURE DES DIEUX**, de Michel Bernanos, préface de Michel Bulteau, La Table ronde, 220 p., 85 F.

★ **LA FORÊT COMPLICE**, de Michel Bernanos, préface de Jean-Luc Moreau, postface d'Hubert Saurat, éditions Le Castor astral, 192 p., 68 F.

(1) Né en 1923, Georges Bernanos est mort en 1948.

(2) Jean-Loup Bernanos : *Georges Bernanos à la mer des passions*, Pion, 1986.

(3) *La Montagne morte de la vie* (3), l'Envers de l'Éperon (4), aujourd'hui le Murre des deux et un recueil de nouvelles, la Forêt complice, autant d'œuvres écrites entre

1960 et la mort de Michel Bernanos et qui parlent de l'étouffante fascination de l'homme pour le monde végétal, tentaculaire et létal de la nature tropicale.

## ● L'HISTOIRE par Jean-Pierre Rioux

## Boulevard des entrepreneurs

**E**n a-t-on connu de ces patrons « responsables », de ces grands commis « modernes », la norme française dans l'air vit de l'expansion bien « managée », qui l'ont fait droit devant, fixant l'avenir sans arrière-pensée ? Le passé de leur firme, pour eux, n'était que routine à bannir, marchés envolés et profits encaissés. Et quand un historien, oiseau de mauvais augure toujours un peu nécrophage, venait quémander la faveur de farfouiller dans les cartons entreposés, là-bas, au plus loin de la décision, dans le hangar désaffecté ou le sous-sol humide, ces messieurs lui accordaient l'aumône d'un sourire amusé et, parfois, l'autorisation. Seul si les archives avaient été déjà pillonnées sans vergogne. Un bon livre d'or qui chanterait la grande famille harmonieuse de l'entreprise ? Oui. Mais une histoire libre, conflictuelle, révélant petits et grands secrets, dénuant les stratégies et disant l'âge des capitaines : non, merci.

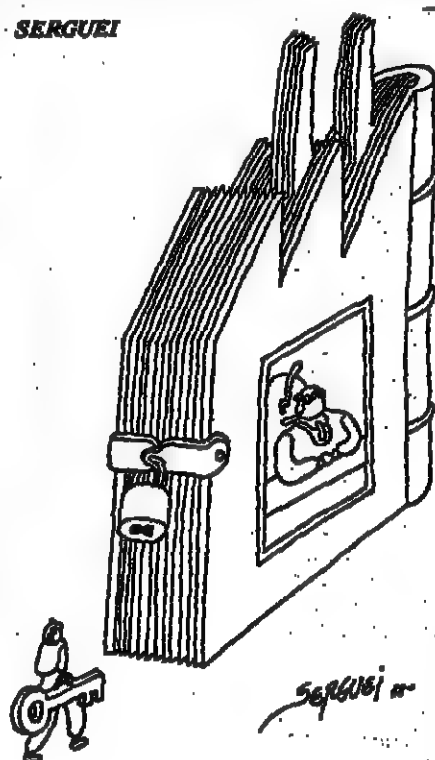
Cette défiance-là, chronique et à la vue basse, est loin d'avoir disparu. Mais elle recule — en bon ordre. Bien sûr parce que des historiens rusés se sont faufilés : les futurs docteurs en histoire économique se contentent parfois, à la veille, la constance d'un Jean Bouvier arrosant au bésigolais, pendant huit ans, le congrès de l'entreprise qui abritait les papiers du Crédit lyonnais. Quand la direction mit les comptes à l'eau plate, il était trop tard : Bouvier avait tout décapité. Bonne joueuse, elle comprit qu'elle n'avait plus rien à perdre et se fit gloire d'avoir, la première, permis qu'on vint lui taquiner Clio à domicile. Parfois aussi, au hasard des successions ou des filiales, des fusions ou des nationalisations, par dons ou achats, les archives publiques ont été lées en fonds d'entreprises et des pionniers comme Bertrand Gille ont voué une part de leur vie à ramener sur des « coups » de ce genre. Les Archives de France ont toujours été présentes sur ce front-là et mettent beaucoup d'espoir sur les effets d'entraînement de l'ouverture d'un premier centre d'archives du monde du travail à Roubaix. Aïe, aïe, aïe, c'est décevant, mais tardivement en France, une histoire des entreprises et des entrepreneurs.

Il faut ajouter que la recherche s'est donnée des moyens d'investigation qui manquaient cruellement. Michel Dreyfus, avec l'aide des Archives de France et du CNRS, vient de faire la preuve qu'on pouvait recenser, avec une élégance de bénédictin, un millier de centres d'opinion qui ont amassé du butin : son guide des sources est le chef-d'œuvre documentaire qu'on n'espérait plus. On y verra non seulement les dépôts d'archives, mais toute l'effervescence des érudits, associations, firmes et autres bibliothèques municipales où l'on n'entend pas oublier la peine des hommes et la hardiesse des entrepreneurs. Au hasard des départements, voici, grâce à Dreyfus, sortie de l'oubli le page de Oyonnax, l'espérance à Saint-Laurent-de-Cordiers, le papier peint de Ribemont, le sang bleu de l'aristocratie de Trézel, toute une France ingénieuse et laborieuse, avec ses papiers, ses outils, ses machines et ses bâtiments, prêts à la découverte.

Toutefois, c'est au vent de la crise qui émeut le doute, c'est pour se mettre aussi à l'unisson d'une société assoiffée de patrimoine et de racines et qui reconnaît mieux à l'entreprise son plein rôle de laboratoire des

transformations sociales, que des patrons avisés ont enfin fait leur vieux mot de Camille Cavallier, l'homme de Pont-à-Mousson : « Le temps ne consacre pas ce qu'il n'a pas contribué à édifier. » L'histoire, ainsi, revient en force, comme signe identitaire et, de surcroît, à tout hasard, comme aide à la prévision. Saint-Gobain, grâce à Roger Martin et Roger Fauroux, donne l'exemple, en édifant une superbe « vitrine », à Blois, pour abriter ses archives, en embauchant en 1974 pour les conserver un chartiste, Maurice Hamon, et en facilitant l'achèvement de deux thèmes. D'autres ont suivi, surtout dans le secteur public : ainsi fut lancée, par exemple, l'histoire de la décision à EDF, celle des Télécom ou de Havas. Bientôt viendra celle de Gaz de France, prise en charge au CNRS.

SERGUEI



A rencontre entre des historiens attachés à leur liberté et des managers qui en veulent pour leur argent. N'est-ce pas, sans doute, ce qui a fait de l'histoire une nouvelle race d'historiens « publics » ou d'historiens-conseils. L'idée fait fureur depuis plus de dix ans aux États-Unis : là-bas, l'université de Santa-Barbara édite une revue, *The Public Historian*, on forme des promotions de jeunes chercheurs désespérant de trouver un poste universitaire et qui partent à l'assaut du monde des affaires ou des grandes agences publiques. La vague a touché la France, avec la création du premier cabinet d'histoire privé en 1983, Public Historie. D'autres ont suivi tant bien que mal, ont appris à convaincre des décideurs et ont collaboré avec la recherche publique. Maurice Hamon et Félix Torres nous livrent les résultats de la première rencontre hexagonale à ce propos, qui se tint naturellement à Blois, chez Saint-Gobain, au printemps de 1986.

Trois livres permettent de prendre la mesure des espérances que fait lever l'histoire appliquée à la française. Michel Miller a tra-

vaillé à l'ancienne, en obtenant des dirigeants actuels de pouvoir descendre dans les caves du « Bonheur des dames » de Zola, pour y lire ce qui fut le secret de la suprématie du Bon Marché de M. et M<sup>me</sup> Boucicaut jusqu'en 1920. Car c'est bien là que tout fut inventé, la houe pour pas cher, le « shopping » et la tentation pour les adeptes. Et le génie des Boucicaut fut d'avoir compris que le caractère familial de leur entreprise — assorti d'un paternalisme soupçonné mais strict, et fort pudique, pour leurs employés — serait la clé de sa fortune et le moteur de sa croissance : des valeurs au service d'un développement, voilà la leçon que Miller propose aux entrepreneurs de 1988 dans ce livre ambitieux et fort.

François Faraut, lui, publié dans une nouvelle collection dirigée par Louis Bergeron et Patrice Bourdais qui entend promouvoir l'histoire de l'entreprise, des industries et de leurs populations, a sauté le pas en travaillant à la « B.I. » sous les auspices conjoints de sa direction et du ministère de la recherche. Et il nous dit un autre secret : de Pierre Paré, qui faisait du prêt-à-porter sous la monarchie de Juillet, jusqu'au groupe Agache-Villot qui rachète l'affaire en 1969, la Belle Jardinière a non seulement imposé la dictature du corset-veston aux mâles dans une massive confusion des classes (on revêtait, au passage, de leur uniforme des dynasties de lycéens, prêtres, douaniers, huissiers et autres grognons), mais aussi grossi en diversifiant tous azimuts son savoir et son empire, créant des usines en amont, rachetant des trameaux, fixant l'évolution du travail et soignant sa pub. Nouvel enseignement : une affaire de famille fait honnête commerce de ses talents protéiformes.

Hubert Bonin, enfin, autre jeune universitaire qui fut un temps appointé par Suez, répond au contraire, mais en toute liberté, à l'interrogation de Jean Peyrelevade, qui voulait mieux saisir la personnalité de sa maison battue entre une nationalisation en 1982 et une privatisation en 1987. Dans un livre un peu bouffi, mais toujours informé, Hubert Bonin révèle que ce fut bien le saint-simonien Ferdinand de Lesseps qui façonna les valeurs du groupe, mais que sa vitalité lui est venue de l'art de décentraliser son fonctionnement.

De l'histoire des entreprises à l'histoire appliquée, le boulevard est largement ouvert. Et, sous réserve de châtiments encore à venir, il est animé, spectaculaire et bien fréquenté. Il est peu d'autres arènes où l'histoire soit aussi accort.

★ **LES SOURCES DE L'HISTOIRE OUVRIÈRE, SOCIALE ET INDUSTRIELLE EN FRANCE (XIX-XX<sup>e</sup> SIÈCLES)**, de Michel Dreyfus, Les Éditions ouvrières, 298 p., 330 F.

★ **MÉMOIRE D'AVENIR L'HISTOIRE DANS L'ENTREPRISE**, de Maurice Hamon et Félix Torres, Économica, 261 p., 125 F.

★ **AU BON MARCHÉ (1869-1929). LE CONSOMMATEUR APPRIVOISÉ**, de Michel A. Miller, Armand Colin, 239 p., 90 F.

★ **HISTOIRE DE LA BELLE JARDINIÈRE**, de François Faraut, Belfa, coll. « Modernités XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> », 185 p., 95 F.

★ **SUEZ, DU CANAL À LA FINANCE (1858-1987)**, de Hubert Bonin, Économica, 673 p., 195 F.

## Le peuple des ombres

La « folle entreprise » de Jean Maitron (mort le 16 novembre 1987) se poursuit : voici le tome 30 du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français.

**J**EAN GIONO (1895-1970), fils d'un cordonnier et d'une repasseuse, écrivain ; Emile Glay (1878-1936), instituteur syndicaliste, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement ; Suzanne Girault (1882-1973), institutrice privée, membre du bureau politique du PCF ; Félix Gouin (1884-1977), avocat socialiste, président en 1946 du gouvernement provisoire de la République française ; Jules Grandjean (1875-1968), représentant du Bureau international des peintres révolutionnaires ; Jean Grave (1854-1939), fils d'un menuisier, journaliste anarchiste ; Fernand Grenier, né en 1901, fils d'un domestique, député communiste de Saint-Denis.

Une litanie ? Que non ! Ce ne sont pas des saints. Seulement quelques noms rencontrés au fil du tome 30 du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Au cœur de la lettre G, ils sont là, mêlés à des syndicalistes, chrétiens ou révolutionnaires, à des coopérateurs, à des opposants de toutes tendances, à des militants de la Ligue des droits de l'homme.

Des couples apparaissent parfois, grande nouveauté, qui attestent la sortie du dix-neuvième siècle : ainsi les Girard, Antoinette et Victor, ces instituteurs de la Loire que la mort n'a pas séparés. Des étrangers aussi : tel David

Berezina, dit Pierre Gouget, un proche de Souvarine. Les voici donc, ces acteurs du social, éclairés par l'histoire quand ils se meuvent encore — cela arrive — dans le soleil de la gloire prolétarienne ou des officines intellectuelles, arrachés à l'indifférence et à l'oubli lorsque c'est un peuple des ombres qu'ils appartiennent.

Tel était bien, dès 1950, le projet de Jean Maitron — pas d'entreprise plus personnelle que celle du Dictionnaire, — un projet auquel adhèrent peu à peu, en trente ans, quelque trois cents collaborateurs : pas d'entreprise plus collective. Avec Maitron, avec André Villette, alors directeur des Éditions ouvrières, le Mouvement social en a retracé la préhistoire et l'histoire, il y a dix ans, à l'occasion de son centenaire. Un projet qui, au départ, pouvait, paraître fou : nul support institutionnel régulier avant... 1982, alors que le premier volume du Dictionnaire fut publié en 1960 ; nul aide financière stable. Comment Maitron parvint-il, même bien soutenu au départ par Georges Duveau, à rassembler autour de lui, après Vidalenc, Gossez et Dautry, des dizaines de correspondants provinciaux, fils et filles de ceux auxquels Jaurès avait fait appel au début du siècle pour l'histoire de la Révolution française, puis, dans les années 60, l'équipe des historiens

du Mouvement social, largement sinon totalement investie dans le Dictionnaire, enfin la jeune génération des années 80 ?

Vertus  
de l'instituteur

L'homme y fut pour presque tout, avec ses convictions et son éclatante bonne foi, sa compétence et son sens de l'amitié, son intelligence, son enthousiasme et son obstination : vertus de l'instituteur-fils d'instituteur, du militant par deux fois communiste — l'histoire d'un amour déçu, mais non rompu, — de l'historien qui fit sortir les anarchistes de leur clandestinité. Sans lui, sans cet entrepreneur exceptionnel, sans la confiance qu'il inspira à la Confédération générale du travail comme à la Fédération de l'éducation nationale, à la CFDT comme à FO, il n'y aurait jamais eu le Dictionnaire.

Et en même temps l'œuvre a su s'emparer de l'air du temps. Que les anciens du Mouvement social se souviennent : nous voulions faire de l'histoire ouvrière, une histoire frappée alors de suspicion. Tout nous intéressait : le mouvement, la classe, les problèmes et les âmes. Nous commençons à quantifier et nous découvrons que chaque individu échappe au moule fondateur. Le Dictionnaire permettait de le véri-

fier. Bientôt vint le temps des succès de mémoire : les familles, les organisations, l'inquiétude de leurs racines. Le Dictionnaire leur proposa des ancêtres... Confrontés, brassés, déconstruits et reconstruits, les biographes qui paraissent en ce moment donnent chair et sang aux grandes pages des années concisées entre les deux guerres mondiales. Pacifisme, antifascisme, elles rendent sensibles les enjeux politiques. Militantisme bloqué, dévié ou épanoui : elles permettent d'accéder au fonctionnement des organisations, aux systèmes qui s'ébauchent dès que les classes ouvrières sortent de la nuit.

En ce sens, Jean Maitron a réussi au-delà peut-être de ce qu'il avait envisagé. Au rythme de quatre volumes par an, grâce à une aide complémentaire du CNRS et à de grandes fidélités, le Dictionnaire continue. Trois ans pour atteindre la lettre Z : le défi sera tenu par Claude Pennecier, que Jean Maitron avait associé à la direction de l'entreprise. Le quarante-deuxième et dernier tome est programmé pour 1990.

MADELINE REBERIOUX.

★ **DICIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS**, dirigé par Jean Maitron, tome 30 : 1914 à 1939 (de Gim à G), Éditions ouvrières, 384 p., 250 F.



## ● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## Un débutant nommé William Faulkner

★ **ELMER, suivi de LE PÈRE ABRAM**, de William Faulkner, éditions établies par Denise L. Cox et James R. Merivether, traduits de Michel Gresset, Gallimard, 256 p., 85 F.

**R**UBRIQUE « premiers romans, premières nouvelles... » Les débuts d'un grand, d'un très grand. Cet inconnu nommé William Faulkner, âgé de moins de trente ans, dont on découvre religieusement les indécisions, les brouillons inachevés, le trésor des petits secrets qu'il n'avait pas jugés dignes, de son vivant, d'être publiés et qui, pour nous, sont émouvants parce qu'ils portent en germe les principaux personnages, les temps forts, d'une œuvre à venir beaucoup plus tard, trop tard, si on songe que le *Hameau*, par exemple, premier volet de la trilogie des Snopes, ne sera traduit en français qu'avec près de vingt ans de retard, dix ans après l'attribution du prix Nobel. Et, justement, dès ses premiers écrits, le débutant Faulkner nous présente pour la première fois Flan Snopes, le paysan parvenu en qui s'incarnent, pour l'auteur, tous les vices de la civilisation imposée au Sud vaincu par le Nord. Flan, que Faulkner achève — au sens plein du mot — mais accompagné de la tendresse de sa fille, dans sa dernière œuvre importante, le *Domaine*.

Il est trop facile a posteriori de jouer les mythomane et de préférer l'ébauche à l'œuvre achevée. Surtout lorsque la publication se fait dans l'ordre inverse de l'élaboration. Lors de la parution récente de nouvelles inédites ou non recueillies en volume — vingt-cinq textes témoins sur le travail de l'écrivain — Bertrand Poirot-Delpech nous dit combien il était passionnant pour les amateurs de littérature, pour ceux qu'intéressait la chasse aux symboles et aux symboles, de « surprendre les secrets de fabrication de l'artiste », de « voir se décomposer l'art de l'auteur » (1), par exemple dans le plus fort, le plus achevé de ces textes inédits : *Portrait d'Elmer*, tiré d'un roman avorté : *Elmer*.

Ces *Elmer* inachevés, le matériau de la nouvelle nous est donné à lire dans le volume que publient les Éditions Gallimard.

mard. Commencé à Paris, à la mi-août 1925, lors d'un voyage de cinq mois en Italie, en Suisse, en France et en Angleterre — Faulkner ne revient en Europe qu'en 1950 — *Elmer* sera abandonné un mois plus tard après « 27 500 mots, peut-être davantage ». Dans sa correspondance avec sa mère, Faulkner évoque son travail en cours : « C'est un personnage, cet Elmer. Il est grand et presque beau et il veut devenir peintre. Il obtient à peu près tout ce qu'un homme peut désirer : de l'argent, un titre européen, il épouse la fille qu'il voulait et puis elle lui rafle sa boîte de peinture. La rafle à quel point d'autre. C'est pourquoi *Elmer* ne deviendra jamais peintre (2) ».

Dans ce manuscrit — un descriptif de cent trente-six feuillets retrouvé à l'université de Virginie où, depuis 1957, il était *writer in residence* — Faulkner va puiser pour en extraire la substance, la restructurer, la raccourcir, pour une unité de lieu et une narration plus chronologique. Autobiographie à peine voilée, *Elmer* se présente comme un « roman de formation », dans tous les sens du terme. Peintre avec les mots, l'auteur attribue aux couleurs une teinte sentimentale : rouge de l'enfance (*Elmer* avait une aversion pour le rouge. De même que le soleil, sa famille était stérile par l'ouest, comme si le fait que la Terre tourne vers l'est empêchait de s'arracher quelque part) ; rouge de l'incendie de la maison d'enfance qu'il ne peut oublier (*le feu, le feu et le feu*). Sienne brûlée. Outremer, couleurs de la guerre (*le Point de chaleur dans la guerre qu'il connaissait. Brun, kaki couleur de son uniforme mal taillé ; et bleu ; le bleu empesé, grisâtre, de l'uniforme des infirmières. Et leurs capotes bleu marine*). Blanc de la femme (*une femme aussi blanche et douce que de la mie de pain, bien charpentée, placide inévitablement, et même un peu fade, appuyant son ample poitrine sur le bord d'une fenêtre*). Jaune citron de la robe de Myrtle, la jeune fille riche qui le fait rêver...

Symboliquement, *Elmer* ne va pas toucher à sa boîte de couleurs. Comme il va laisser derrière ce roman inabouti, pas construit, où il s'est adonné à diverses techniques de narration. Laisant derrière lui des thèmes comme un filot qu'on traîne, dans une perpétuelle répétition de l'imaginaire ; ainsi cette sœur, Jo-Addie, qu'il adore et qui va disparaître, une nuit en Arkansas, alors qu'il a onze ans. « Elle le raille d'être obligé de s'accrocher à quelque chose. *Elmer* ne pouvait pas savoir qu'elle-même n'était pas indifférente aux liens de parenté, puisqu'elle les haïssait... »



Dans les jardins de Lumberton, août 1925. « Ma barbe pousse bien », écrit-il à sa mère...

même un jour à se demander s'il avait inventé l'univers de ses romans ou si c'était cet univers qui l'avait inventé lui, l'auteur », se demande un de ses biographes, David Minter (3) qui reprend là un fragment de manuscrit de Faulkner.

Succès d'estime pour le *Bruit et la Fureur*. Publié en 1929, ce livre se vendit à 1 789 exemplaires ! Un peu plus que les précédents : *Monnaie de singe*, *Moustiques*, *Sartoris*, *Sartoris*, qu'il avait dédiés au maître, à l'ami de ses vingt ans à La Nouvelle-Orléans, Sherwood Anderson, dont *Winesburg-an-Ohio* (1) (Gallimard, 1927) reste le grand livre, le chef-d'œuvre susceptible de faire surgir la beauté chez les écrivains les plus ordinaires en apparence (*Il a été le père des écrivains américains de ma génération, a-t-il répété*). Sherwood Anderson qui le recommanda en 1925 à l'éditeur Liveright pour faire prendre son premier roman, *Monnaie de singe* (*Soldiers Pay*).

L'amour du cheval, le pur-sang symbole d'une Amérique rurale à laquelle les deux hommes sont profondément attachés, se retrouve, avec un superbe éclat, dans un des premiers textes de prose de Faulkner, ce fragment de vingt-quatre feuillets écrit en 1926 et qui devait être le début d'un grand roman comme d'une grande lignée : le *Père Abraham*. Abraham qui, selon lui, comme Flan Snopes, représente le « sang nouveau » ; père d'une race qui va se multiplier jusqu'à prendre la place — et l'argent — de la vieille aristocratie du Sud.

Comme Abraham, mais l'auteur ne le sait pas encore, ce court texte sera fondateur de la lignée des Snopes. Faulkner y puisera sans cesse, comme s'il avait mis là toute la trame brute, non dégrossie, de ce qui allait composer son œuvre. Ainsi ces poneys sauvages que Flan et un Texan viennent vendre aux enchères aux paysans du Mississippi, crédules, prêts à se faire rouler malgré les avertissements de la femme raide et grise qui évoque déjà la mort de Tante que j'agonise. *Chevaux mouchetés* (le *Spot-ted Horse*) que, comme un fantôme obéissant, le romancier isole dans une nouvelle — publiée en 1931 — et qu'il reprend, presque inchangé, dans la der-

nière partie du *Hameau* quand Flan Snopes, le paysan mûr, réussit à épouser la fille du vieux Will Warner, supplantant un rival. Chevaux sauvages qui s'évanouissent dans la nature, indomptables...

Les premières œuvres ne sont donc pas forcément la meilleure manière d'aborder un auteur. Les critiques qui, à chaque saison, doivent affronter la jungle des « premiers romans » en savent quelque chose. Les jurés des prix littéraires aussi, qui, souvent, « ratent » un écrivain parce que, à force de fabriquer des faux génies, ils n'osent plus croire à ce qu'ils lisent... Les recueils posthumes de William Faulkner, complétés par ses exégètes, universitaires rivaux, Josef Blotner et James Michener, ne rendent pas vraiment justice au prix Nobel 1950 ; ils ne sont que l'écluse d'une grande œuvre, mais cependant, à cent coupées au-dessus de bien des faux succès, même primés. Alors lisez d'abord *Tandis que j'agonise*, le *Bruit et la Fureur*, ou le triptyque des Snopes (*le Hameau*, *la Ville*, *le Domaine*). Et après avoir lu et relu ces épopées foisonnantes, pleines de coups de théâtre, de rêves et d'énigmes dans un paradis perdu, un monde nouveau qui détruit l'homme et se détruit lui-même, pourquoi ne pas retrouver, sans les anachronismes de la lune, la vision des poètes du Père Abraham sautant et retombant dans un bruit de tonnerre et semant le mort sur leur passage ? C'était déjà du Faulkner.

(1) Voir « le Monde des livres » du 27 septembre 1985 à propos d'*Idylle au désert* et autres nouvelles (Gallimard).

(2) *Lettres choisies*, pages 29-45 (Gallimard, 1981).

(3) Faulkner, biographie, par David Minter, Belfond, 1984. La biographie de Joseph Blotner, considérée comme la meilleure, n'a jamais paru en français.

(\*) Les œuvres posthumes de William Faulkner ont commencé à être réunies dans la « Bibliothèque de la Pléiade », mais le tome I (1977) est épuisé et le tome II n'est pas encore paru.

## En bref...

● Tous ceux qui aiment Howard Buten, l'un des écrivains les plus originaux du roman américain actuel, retrouveront avec plaisir *Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué et le Cœur sous le rouleau compresseur* réunis en un volume relié au Seuil. (Traduits de l'anglais par Jean-Pierre Carasso, 380 p., 99 F.)

● Mary Gordon, après deux récits passionnants — *Four solids* et *Le Compagnon des femmes* (Gallimard) —, revient avec *Des hommes et des anges*, où elle fait une nouvelle fois un remarquable portrait de jeune femme, Laura Post, que la solitude et l'absence d'amour mènent à la démence. (Gallimard, traduit par Elisabeth Gille, 360 p., 130 F.)

Quant à Janet Hobhouse, trentenaire, critique à *Vogue* et à *Art News*, déjà auteur de plusieurs fictions et d'une biographie de Gertrude Stein, elle vient de faire paraître en France *Novembre*, l'histoire d'un New-Yorkais en plein désarroi ; celui d'un quadragénaire abandonné par sa femme, celui d'une génération de Greenwich Village qui s'est égarée entre féminisme et révolte. (Grasset, traduit par Anne Damour, 234 p., 86 F.)

● Peintre et analyste des sentiments les plus secrets, la romancière anglaise Anita Brookner a été récemment découverte en France avec *Regardez-moi* (La Découverte). Voici maintenant *Hôtel du lac*, qui a obtenu le Booker Prize en 1984. (Belfond, traduit par Solange Lecomte, 200 p., 98 F.)

● Enfin, signalons l'*Anthologie de nouvelles irlandaises* publiée par l'université de Caen. Elles ont été choisies par Benedict Kiely et traduites sous la direction de Jacqueline Genet. On trouve en fin de volume des notices bibliographiques. (586 p., 95 F., esplanade de la Paix, 14032 Caen.)

## Une éducation sentimentale anglaise

Alors qu'on publie une nouvelle traduction française de Maurice de E. M. Forster, Roger Stéphane se souvient de sa visite, en 1959, au vieil écrivain anglais.

**L**ONGTEMPS je ne pensais qu'à T. E. Lawrence et n'écrivais que sur lui. Sa dédicace des *Sept Piliers* intriguait ses exégètes : « To S. A. I loved you... »

J'avais que S. A. était Delhom, Sheikh Ahmed dont Lawrence évoque la présence dans le premier chapitre et dans l'épilogue : « La prise de Damas me révéla la mort des motifs principaux qui m'avaient fait agir. Le plus puissant d'un bout à l'autre avait été un motif personnel que je n'ai pas mentionné dans ce livre mais qui me fut présent, je pense, chaque heure de ces deux années (...). Ce motif-là était mort avant que nous eussions touché Damas ». Evidemment, bon connaisseur et traducteur de Lawrence, protesta contre mon interprétation, puis se reprit. Mais avant d'écrire mon second livre, je voulus en avoir le cœur net. J'allai voir E. M. Forster. De Londres, en 1959, je lui demandai rendez-vous.

Il me répondit une lettre charmante me conseillant de prendre, à Waterloo Station, à 12 h 21, le train pour je ne sais plus quelle localité où m'attendrait une voiture qui me conduirait chez lui. Les encombrements de Londres firent que j'arrivai à la gare après le départ du train conseillé. Je demandai l'heure du train suivant : 12 h 24. Arrivé dans la localité, aucune voiture ne m'attendait, mais une station de taxis. L'un me conduisit aussitôt chez E. M. Forster. Près de trente ans plus tard, je me souviens de ce cottage, séparé de la route par des broussailles que l'on appelle jardin anglais. Le chauffeur me conduisit jusqu'au perron de la villa. Averti par les crissements des roues, Forster vint à ma rencontre et me tendit la main :

« Bonjour, monsieur Malraux ».

Quelque peu confus, je dissimulai aussitôt sa méprise :



E.M. Forster : un chef-d'œuvre d'ambiguïté.

« Il existe donc deux Français qui s'intéressent à Lawrence ? »

J'entrai dans la demeure — Forster me parut un vieillard alerte : il avait quatre-vingts ans ; nous déjeunâmes, soignés par une servante de noir vêtue, avec un petit tablier de tulle blanc et une sorte de calot blanc sur les cheveux. J'avais lu *Passage to India* et je saisis l'occasion de dire mon admiration à Forster. Je savais — d'amis français ou anglais ? — qu'il occupait en Angleterre une situation comparable à celle du Gide d'avant le *Retour d'URSS*. Nous en vîmes à l'objet de ma visite : E. M. Forster avait-il qui était S. A. ? Il se leva, ouvrit le tiroir d'un bureau, chercha un instant, et revint avec la photo d'un jeune Arabe coiffé d'un keffiyeh, très beau : Lawrence avait écrit de sa main au dos de la photo : « It's S.A. ».

Trente ans plus tard, la conversation suggestive du Maurice de

Forster me revint. C'est une éducation sentimentale anglaise. Tout le monde a toujours su que les universités britanniques étaient une pépinière d'amitiés particulières. Ici, un jeune gentleman, un peu balourd, un peu fruste, Maurice Hall, est fasciné par un de ses condisciples, Clive Durham, provocateur, cynique, attiré comme un petit Oscar Wilde. Naïf entre eux quelque chose qui apparaît comme une passion. Ils aiment chahuter et s'étreindre en chahutant ; ils aiment se rouler dans l'herbe et s'étreindre en se roulant dans l'herbe ; ils s'embrassent.

Dans la première partie du livre, il est clair que « Maurice se préparait à entrer dans la niche que l'Angleterre lui avait assignée ». Clive, au contraire, est décrit comme un intellectuel brillant et corrosif. Rien ne permet de dater le récit, mais la biographie de Forster (né en 1879), l'onate

qui entoure les rapports bourgeois, l'absence de toute allusion à la première guerre mondiale, rendent vraisemblable un déroulement au début de notre siècle, probablement sous le règne d'Edouard VII (1901-1910). Clive « avait toujours eu un esprit tourné vers les lettres, nourri de classique, et les horreurs que la Bible lui avait fait entrevoir, Platon les balaya ».

Avant toute chose, Clive s'emploie à démoraliser son ami, à le déchristianiser : « Comment peut-on croire à la Trinité ? Il lui fait lire *Phèdre* et le *Banquet* et, un beau jour lui confie : « Je vous aime ». Maurice fut « horrifié, scandalisé ». « Nous sommes anglais tous les deux, ne dites donc pas de sottises ». La réserve de Maurice ne résiste pas longtemps : « Leur tendre duo se poursuivait avec ce privilège qu'il bénéficiait d'un langage neuf. Aucune tradition ne les limitait. Aucune convention poétique ne les influençait. Ils vivaient un amour que peu d'esprits en Angleterre ont accepté de reconnaître (...). L'amour avait arraché Clive à la confusion des sens et Maurice à la confusion des idées, afin que deux âmes imparfaites atteignent à la perfection. »

## Bergers et princes charmants

Récit devenu classique d'une amitié particulière, à Cambridge. Mais, soudain, tout bascule. Ce n'est pas Maurice Hall qui rentre « dans l'ordre », mais Clive, le rebelle. A l'occasion d'un voyage solitaire en Grèce, Clive se persuade qu'il aime les femmes, qu'il doit se marier. Il annonce sans ménagement sa « conversion » à Maurice — qui s'avoue. Clive, marié, poursuit l'inconscience (ou le sadisme) à inviter Maurice chez lui, dans cette maison où les deux garçons furent heureux, et qu'une jeune femme habite main-

tenant. Les détails domestiques distraient Maurice de l'infidélité de Clive. Il surprend le regard d'un garde-chasse... Seul dans sa chambre, Maurice espère, malgré tout, quelque chose. Le garde-chasse surgit, ayant emprunté, comme Julien rejoignant Mathilde, l'échelle d'un jardinier.

Sans développement psychologique ou sociologique, E. M. Forster montre que l'homosexuel ignore les barrières de classe, les bergers rencontrent, plus fréquemment que les bergères, des princes charmants. Imprévisible : le garde-chasse, Alec Scudder, assouvit Maurice, et Maurice le séduit. Alec devait émigrer en Argentine : il choisit de laisser partir son bateau pour revoir Maurice. Il lui propose des rendez-vous auxquels Maurice dédaigne de se rendre. Il lui écrit longuement : admirable création littéraire, cette lettre est un chef-d'œuvre d'ambiguïté. L'homme fruste ne sait comment capter, captiver, capturer le gentleman qui s'est un jour donné à lui. A la première lecture, la lettre est menaçante : le chantage point. Maurice pressent pourtant qu'il est prêt à céder. A l'ultime rendez-vous qui lui est assigné, il comprend l'amour d'Alec, l'accepte, accepte de l'aimer. Et c'est le singulier épilogue où Maurice retourne chez Clive pour lui faire part de son nouvel amour. Clive est choqué : Maurice est un gentleman, Alec est un domestique, et enfin « l'amour entre hommes n'est excusable que s'il demeure platonique ».

« Je suis venu vous dire ce que j'ai fait. »

Où, c'était là le motif de sa visite : il est venu fermer un livre qu'ils ne reliraient jamais. »

ROGER STÉPHANE.

★ MAURICE, de E. M. Forster, Ed. Christian Bourgois, 279 p., 60 F. Une adaptation du roman de Forster par le cinéaste James Ivory est actuellement sur les écrans, à Paris.



Sortez sur imprimante à laser vos textes enregistrés sur disquettes Macintosh ou Amstrad.

LASERMARK  
48 bd Richard-Lenoir  
75011 PARIS

Tél : 48 06 84 01

حكايا من الامم







# Culture

Le nouvel orgue de Zurich

## Jean Guillou à cheval sur le futur

### MUSIQUES

**L'inauguration d'un orgue est toujours une fête, comme celle que vient de connaître la Tonhalle de Zurich, même si elle fut précédée par des batailles sanglantes.**

Il illumine le fond de la vénérable Tonhalle, la salle de concert adossée des Zurichois, construite jadis par l'architecte de l'Opéra de Vienne. Il a coûté 2 500 000 francs suisses (soit quelque 10 250 000 FF) et bien des soucis à M. Paul Arnold, vigoureux « manager » qui, depuis trois ans, a remis à flot la Kongresshaus et la Tonhalle, tout romand qu'il était : « J'ai réalisé de grands projets et vécu beaucoup de crises dans ma vie, dit-il, dans son français rugueux, mais ces orgues que vous avez devant vous, c'est un des plus difficiles obstacles que j'ai eus à surmonter ».

Nous le croyons volontiers, sachant qu'il n'y a pas d'objet plus explosif. Imaginez en France ce qui vient de se passer à Zurich : l'orgue d'un facteur suisse mis au rancard, remplacé par un instrument construit par des facteurs allemands, choisis par une commission d'experts étrangers pour la plupart, sur des plans conçus par Jean Guillou, ce brillant organiste français dont les conceptions sont parfois vivement contestées dans son propre pays (1).

La diplomatie du promoteur du projet, le docteur Alfred Gerber, ayant sans doute apaisé les conflits, tout s'est bien passé pour l'inauguration, le 11 janvier, dans l'atmosphère rustique et bon enfant des confédérés d'outre-Sarine, agrémentée par les plaisanteries bien senties du président de la ville, M. Thomas Wagner, et de M. Hans Bär, président de la Tonhalle.

N'étant ni Zurichois ni organiste, je peux dire d'abord le plaisir esthétique qu'offre cet orgue de plus de 10 mètres de haut avec sa façade baroque étincelante comme une église espagnole, qui rajoute et réchauffe le néoclassicisme un peu

posant de la salle, mieux que ne l'aurait pu un instrument moderne. Ce superbe buffet en bois beige, dessiné par l'architecte H.-R. Zulauf, aligne quatre grosses tourelles (avec des « trente-deux pieds » en montre) et quantité de tuyaux de toutes tailles compartimentés par des dentelles d'or. Au sommet trônent deux anges et une lyre, juste pour rappeler l'imagerie du dix-neuvième siècle.

« Les organistes ne venaient plus à Zurich, explique le docteur Gerber, parce qu'il n'y avait pas de bons instruments, excepté au Grossmünster [la cathédrale] dont l'acoustique est décevante. » C'est donc bien un grand orgue de concert qu'on a voulu construire, et pour tout jouer, aussi bien Bach que les romantiques et les modernes, ce qui ne manquera pas de faire grincer des dents.

De stature monumentale, à l'échelle de la salle, il aligne 68 jeux et 5 520 tuyaux, restant tout de même à bonne distance du record mondial (le Wanamaker de Philadelphie : 451 jeux et 30 067 tuyaux). Les facteurs sont les maîtres Steinmeyer d'Oettingen, une des plus vieilles d'Allemagne, et Kleuker de Bielefeld, à laquelle on doit l'orgue de Notre-Dame-des-Neiges, à l'Alpe d'Huez, dans son ravissant buffet en forme de « main de Dieu ».

### Le confort moderne

L'instrumentiste dispose naturellement du « confort moderne » que donne le « tout-électrique » et électronique, en particulier la possibilité de préparer avant un concert deux cent quatre-vingt-huit combinaisons de registration. Le 11 janvier, Jean Guillou n'en a utilisé modestement que cent cinquante.

C'est lui en effet qui fut le héros et le démonstrateur en cette soirée inaugurale entrecoupée de discours. Une silhouette irrévérencieusement fine, mince et frêle, flottant comme une marionnette poétique de Podrocca sous ce beau visage au front très dégagé à la coiffure ge-

thésienne qui semble déjà couronné de lauriers.

La console mobile déployée à la place habituelle du chef d'orchestre, face à l'instrument qui lance des éclairs, on peut savourer le jeu du grand virtuose dans la *Toccata, adagio et fugue en ut de Bach*, les mains qui grimpent, descendent et s'entre-croisent sur les quatre claviers, les jambes et les pieds qui voltigent comme des elfes sur le pédalier.

Comme toujours dans Bach, le phrasé nerveux de Guillou, le style étincelant et décoratif, rarement sensible et ému, déconcertent. Mais l'on est charmé par la vivacité picturale, par la qualité des jeux de détail, qui claquent parfois un peu sec, en raison de la traction électrique, mais ont tous une couleur originale et poétique. « Notre but, écrit Guillou, fut de placer sur chaque clavier des jeux solistes parfaitement différenciés, contribuant par leur variété aux possibilités de dialogue, tout en ménageant la formation de la richesse dramatique de l'instrument ».

### L'alliquot aux harmoniques impaires

Et de citer, comme les plats succulents d'un cuisinier, « le *sequaltera* de caractère hollandais, la *ranquette* de setze à la voix rocailleuse, les *flûtes ondulantes* et *ondoyantes*, le *thorbe* et l'*alliquot aux harmoniques impaires*, les *trompettes* et les *hautbois en chamades* », etc.

Vient ensuite le *Concerto en ré* de Vivaldi aux timbres piaillants, aux lignes tournoyantes et capricieuses, joué cette fois, non de la console mobile, mais d'une seconde console, fixe, encastrée dans le buffet et qui, elle, dispose d'une traction mécanique pour les exécutions « à l'ancienne ».

Mais grand fut notre étonnement de voir ensuite s'ajoutant à Guillou, resté à son poste, son élève bulgare Janka Hristova à la console mobile pour un extraordinaire concert « à quatre mains » et à distance, premier du genre, qui ouvre la possibilité pour deux virtuoses de concourir sur le même orgue... Il s'agissait en

l'occurrence de *Danser pour orchestre* de Rachmaninov, transcrites par Guillou, un réjouissant salmigondis de rythmes enchevêtrés et d'effluves romantiques qui s'accroissent fort bien avec la clarté d'élocution de l'instrument et les parfums capiteux de ses timbres.

Le docteur Gerber et l'organiste français discutent beaucoup à cette vision « évolutive » de la facture, à cheval sur le passé et le futur. L'orgue de Zurich dispose en particulier d'un nouveau système d'enregistrement digital, à l'aide d'un appareil vidéo, qui permettra, non seulement de faire rejouer par l'orgue seul ce que l'organiste aura enregistré (comme dans les pianos mécaniques), mais surtout d'enregistrer à l'avance un certain nombre de parties sur lesquelles viendront se superposer de nouveaux pans de l'œuvre joués en direct. Ainsi, l'orgue ne sera plus tributaire seulement des deux mains et des deux pieds de l'instrumentiste, et ressemblera de plus en plus à un orchestre.

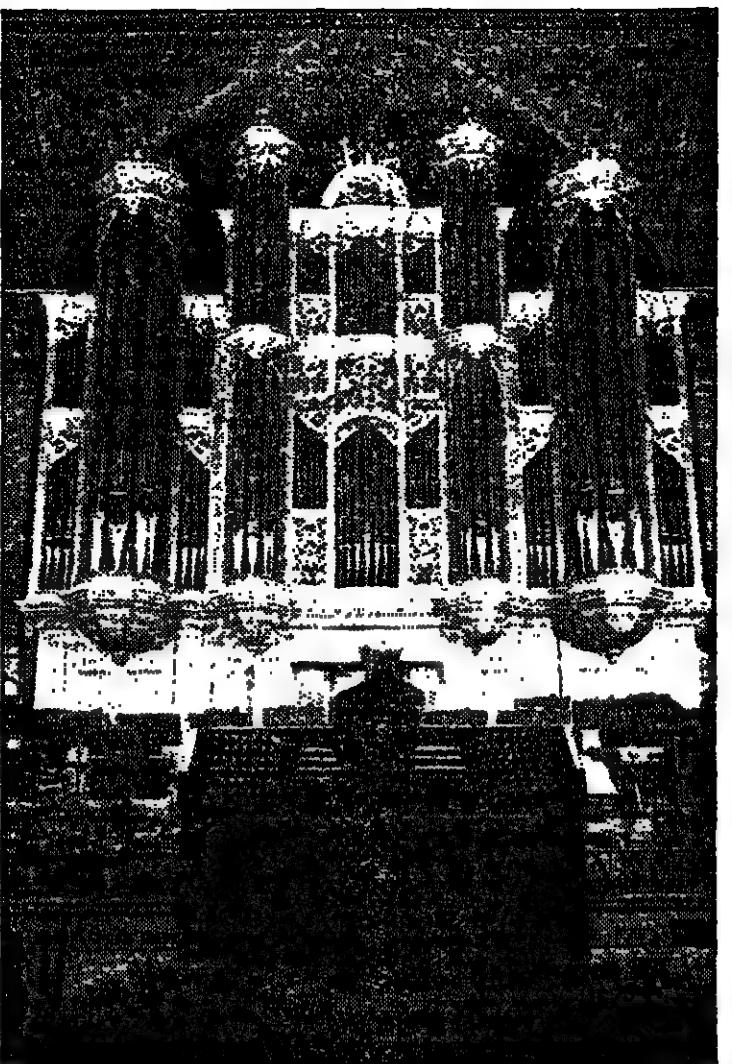
Mais déjà Jean Guillou faisait assez des mains et des pieds pour concurrencer l'orchestre dans sa brillantissime *Toccata* et dans sa transcription du *Prométhée* de Liszt avec ce monstre rugissant sous l'accumulation des couleurs dramatiques, les thèmes héroïques et barbares, les supplications féminines, la fugue terrifiante débouchant sur la glorification du héros.

Il ne lui restait plus ensuite qu'à exalter les puissances lumineuses du nouvel orgue dans une improvisation sur trois thèmes, magnifiquement architecturée et fugée, montant comme l'encens vers l'apothéose d'un cantus firmus au pédalier sur les mille bruissements du plein jeu.

JACQUES LONGCHAMPT.

★ Ce concert sera redonné à Zurich le vendredi 15 janvier.

(1) Rappelons que Jean Guillou, âgé de cinquante-sept ans, est l'organiste de Saint-Eustache (instrument dont la restauration, sur ses propres plans, sera bientôt achevée). Il a consacré à la facture un livre, en 1978, *l'Orgue, souvenir et avenir*.



Avec ses 5 520 tuyaux, ses 68 jeux et son électronique le nouvel orgue de concert de la Tonhalle de Zurich ouvre de nouvelles possibilités à la musique d'orgue.

On peut y jouer aussi bien Bach que les modernes, à deux qu'à quatre mains.

Et son nouveau système d'enregistrement digital permettra de le faire jouer comme un « orgue mécanique ».

### THÉÂTRE

« Un conte d'Hoffmann », de Denis Guenoun à Reims

## Les dangers du romantisme

Raconter une histoire où l'Histoire, la grande, cogne aux portes de l'individualisme. C'est le pari de Denis Guenoun dans un conte d'Hoffmann.

Après *Faust* de Goethe, créé la saison passée au Centre dramatique national qu'il dirige à Reims, Denis Guenoun met en scène *Un conte d'Hoffmann*, une pièce dont il est cette fois l'auteur. Guenoun aime le théâtre épique, balayé par le grand vent de l'Histoire : il l'a prouvé avec *l'Enlèvement*, la *Chanson de Roland* ou le *Printemps*.

Le conte d'Hoffmann, c'est l'Homme au sabre. L'histoire d'un jeune étudiant amoureux à la folle de la belle Olympia, qui se révèle n'être qu'une automate. Verlainne, Léo Delibes, Offenbach, Lubich s'en inspirèrent à des titres divers, et Denis Guenoun dans le texte qui accompagne l'édition de sa pièce (1), les cite pour revendiquer l'originalité — qu'on ne songeait pas à lui dénier — de son adaptation.

Le pouvoir démoniaque de la science, l'homme aux prises avec les ombres de son enfance et celles de son esprit tourmenté, les illusions optiques de la jeunesse : Denis Guenoun prend à bras le corps ces thèmes et les filtre au prisme de l'Histoire : on voit, au quatrième tableau,

Hoffmann errer dans une Allemagne mise à sang par les guerres napoléoniennes, tandis que son héros, Nathan, reste aveuglé au monde qui s'écroule autour de lui, enligné dans son aventure personnelle. Un conte d'Hoffmann, d'une certaine façon, c'est la dénonciation d'un certain romantisme et de ses pièges.

Comme son héros, Denis Guenoun n'a pas à éviter les pièges, notamment dans sa direction d'acteurs. A la lecture, il y a une sensualité étouffée et pressante dans le premier tableau. Sur le plateau, Pierre Banderet, Nathan, se cantonne à un jeu un peu larmoyant. Et aussi monolithique que la scénographie : un tréteau, recouvert de sculptures emballées façon Christo (pour mémoire, le Pont-Neuf à Paris) qui, au fil de l'action, se révèle être des assemblages de divers objets des temps modernes. Aux côtés de Nathan, Anne-Laure Buisson joue le rôle de Clara, sa douce fiancée, sur le ton impérieux et avec les gestes d'un maître avant l'heure. Didier Benaim est son frère, Lothaire, éthéré à souhait. Didier Bernard est un plus intéressant marchand de lentilles un peu mafioso, sur son vélo. Mais seul Claude Thebert porte à bras le corps son Spalanzani, inquiet et bouffon père shakespearien d'Olympia, l'automate, rêvant de réussir le bal dominé en l'honneur de sa fille aussi bien que celui des Capulet.

La mise en scène de Denis Guenoun est plus efficace quand elle se joue du « collage », hétéroclite, pour cette pièce qui tente de « réchauffer les cendres froides de l'épopée éternelle » et aussi quand elle joue l'écatement du réel. Alors, seulement, le spectacle abandonne sa mollesse pour retrouver un punch, la fluidité mordante et enlevée de ce théâtre batelard et épique que cherche Denis Guenoun. Qu'il trouve, parfois, avec d'autres spectacles.

### ODILE QUIROT.

★ A Reims, jusqu'au 23 janvier (26-40-11-40). En tournée (Chamois, Nevers, Saint-Etienne, Rouen, Toulon, Montpellier, jusqu'au 30 avril).

(1) *Un conte d'Hoffmann*, éditions de l'Aube, 65 F.

« L'Amante anglaise » à Malakoff

## L'effet Duras

Venant de Thionville en passant par les Etats-Unis et quelques villes françaises, le spectacle du Théâtre populaire de Lorraine s'installe à Malakoff.

C'est à Malakoff, au Théâtre 71, que le TLP présente *L'Amante anglaise* de Marguerite Duras, dans la mise en scène de Charles Tordjman, c'est là que vont se faire entendre ces confidences à propos d'un meurtre. Après vingt ans de mariage, une femme tue son mari, le découpe, en jette les morceaux dans un train qui passe. Car il était retiré de la SNCF et tous deux vivaient au-dessus des viaducs de Seine-et-Oise (titre de la pièce dans sa première version). Marguerite Duras a toujours été fascinée par les faits divers. Mais, ici, il n'y a pas d'explication. Seulement trois monologues qui ne s'adressent à personne. Celui de la meurtrière (Coco Felgrould), de sa victime (François Clavier), d'un témoin de leur existence étouffée (Christian Drillaud).

A sa création, le spectacle a remporté un tel succès que l'Association française d'action artistique a décidé de l'envoyer aux Etats-Unis pour une tournée dans les centres de l'Alliance française et les universités. Une tournée qui commençait à New-York en octobre dernier. Le soleil magnétique transformait les gracieuses en palais de cristal. Les acteurs découvraient une ville enchantée. Mais ils ont joué et les spectateurs sont venus en masse. « C'est l'effet Duras », commente Charles Tordjman, certainement l'homme de théâtre le plus tranquille et modeste qui soit. Quand on parle avec lui, on quitte l'univers stressé pour celui de l'humour paisible.

Pourtant, Charles Tordjman est poussé par une curiosité insatiable. Il travaille beaucoup et a des ambitions. Mais c'est vrai que Thionville, le Théâtre populaire de Lorraine, ça ne veut pas dire grand-chose à Tampa (chez Tennessee Williams) ou à San-Diego. « Nous avons joué cette pièce intimiste dans des salles de mille places, et il ne restait plus un fauteuil, les organisateurs eux-mêmes étaient dépassés par le phénomène Duras. Et puis, dans les milieux que nous avons connus en

tout cas, la demande est énorme. Les gens qui parlent le français ne sont peut-être pas très nombreux, mais ils suivent ce qui se passe chez nous, ils en veulent. Ils ont d'ailleurs pour eux que nous venions d'un théâtre d'opéra, nous sommes chargés de voyages et des déplacements, mais le prix de la représentation, ce sont les Américains. Ils aiment Duras, parce que c'est le théâtre qu'ils ne pratiquent pas ».

« Nous avons rencontré des comédiens, des responsables de l'enseignement du théâtre dans les universités. Nous avons appris pas mal de choses sur la manière dont ils vivent. Et nous sommes contents qu'en France existe un secteur public. Nous, en tant que TLP, ne sommes pas privilégiés. On nous a promis depuis longtemps un statut de centre qui améliorerait nos rapports avec la région. Nous voudrions être présents de façon permanente à Metz en même temps qu'à Thionville, ce qui nous permettrait de présenter plus longtemps les spectacles. Après tout, l'essentiel, c'est de pouvoir travailler ».

COLETTE GODARD.

★ Malakoff, Théâtre 71, 20 h 30.

« La Savetière prodigieuse » de Garcia Lorca, au Théâtre de la Ville

## Pauvres maris battus

« Quand la nuit descendait, nulle plus nuit que la nuit, les gitans dans leurs forges forgeaient flèches et soleils. Un cheval blessé à mort appelait à toutes les portes. O ciel des gitans, du coin des rues des drapoux. Et les vertes lumières car vient la garde civile. »

Ces vers sont de Garcia Lorca. C'est dans la *Romance de la garde civile espagnole*, l'un des poèmes du *Romancero gitano*. Nous reconnaissons ces vers ici, nous les faisons exprès, parce qu'il existe de nos jours un vrai « problème Lorca » : irritant : les spécialistes de Lorca veulent à tout prix sous-estimer le *Romancero gitano*, le chasser de nos mémoires, sous le prétexte que Lorca a écrit plus tard des choses plus fortes, et plus personnelles.

Ce qui, d'ailleurs, est vrai : *Poète à New-York* est un texte plus inventif, plus riche, plus beau, que le *Romancero gitano*, de même que le *Public*, la pièce de Lorca qui présente actuellement Lavelli, est une œuvre plus ambitieuse que les comédies paysannes antérieures, comme

*La Savetière prodigieuse* que met en scène Jacques Nichet. Et pourquoi faudrait-il trahir notre attachement indéfectible au *Romancero gitano* ? Tout un chacun est capable, sans cela, d'aimer *Poète à New-York* et le *Public*.

### Une comédie-farce simplifiée

Il en va de même pour la *Savetière prodigieuse*, comédie-farce simplifiée en comparaison du *Public* : une jeune femme très belle est l'épouse d'un cordonnier plus très riche. Elle lui fait mener une vie de chien, ne cesse pas de l'insulter, lui crache et cogne dessus. Un petit peu déçu tout de même, à la longue, il fait son paquet et s'en va. Pour gagner trois sous, sa femme change le cordonnier en astromoine. Affluent tous les maîtres du pays, certains jeunes et beaux comme tout, qui la draguent. Mais non, elle est mariée, elle est folle de son mari, elle l'a toujours été, elle le crie. Le voilà, il revient. Il n'a pas plus tôt passé la porte qu'elle lui hurle et lui tape dessus.

C'est net, élevé, bien dessiné, il y a aussi des portraits de quelques femmes et hommes du village. Et cela brille d'une dynamique, d'un décalage, qui sont le propre du théâtre de tréteau. Cervantes écrivait des pièces courtes de la même farine, la donnée était inverse : c'était toujours le mari qui flanquait des raclées à sa femme, dans le lit conjugal de préférence, car c'est là, entre les draps, que les gendarmes allaient tout droit chercher la pièce habituelle à conviction : les dents de la malheureuse, qui avaient sauté sous les torques.

Jacques Nichet et son ami le décorateur Alain Chambon ont réussi une présentation charmante de la *Savetière*, un peu comme si les acteurs, des grandes personnes, avaient la liberté, les raccourcis, la finesse d'exécution, des marionnettes, dans un décor qui rappelle le guignol, la lanterne magique, et le cinéma de campagne. Une seule erreur : avoir fait interpréter un enfant, qui a un grand rôle, par un adulte de petite taille : ça sonne faux.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Ville, 20 h 30.

**CRETEIL**  
MERCIER et CAMIER  
de  
**SAMUEL BECKETT**  
CREATION  
Mise en scène : Pierre Chabart  
avec Jacques Seiler  
Claude Evrard - Guy Jacquet  
Loc. : 48.99.18.88

**Théâtre Ouvert**  
Centre Dramatique National de Création  
6 JOURS POUR LA CRÉATION  
A. Alvaro J.-C. Bailly A. Barret J. Benguigui M. Benichou  
R. Bongard B. Bonvoisin C. Brault A. Carbonnier L. de Carbonnières  
B. Caillon C.D.N. Productions A. Céliérier F. Chaumette  
F. Cluzet E. Cormonn D. Deshayes M. Didym M. Emotte  
L. Février A. Fijal M. Foucher T. Frémont P. Fretun C. Gafner  
J.-C. Lecas Le groupe Lolita M. Mayette T. Mayotte L. Mayor  
C. Miller C. Murillo C. Mutel A. Namiand C. Nelson B. Noël  
L. Prevel O. Rabourdin N. Renaude D. Reymond S. Riaboukine  
G. Tazartes C. Tordjman T. Torrens J.-P. Vincent R. Wagner  
A. Wlazemski A. Zamanli  
Alpha France du 18 au 23 janvier  
LE JARDIN D'HIVER 24 Boulevard de Clichy 42.62.59.49

هكذا من الامم



## Culture

La campagne pour les Oscars aux Etats-Unis

## Compte à rebours

Les prochains Oscars seront décernés le 11 avril, les nominations proclamées le 17 février.

Depuis octobre dernier, les campagnes pour les Oscars de Hollywood se mettent en place. Dans le secret le plus absolu.

Certains films visent une seule nomination : celle qui a le plus de chances. Exemple : l'acteur Robin Williams dans *Good Morning Vietnam*, Vanessa Redgrave, second rôle féminin dans *Prick up your ears...* d'autres - *Wall Street*, *Le Dernier Empereur*, *L'Empire du Soleil* - frapperont tous azimuts : scénario, photo, mise en scène, meilleur film, meilleur décor, meilleurs acteurs. Encore, là aussi, faut-il judicieusement moduler : De Niro-Al Capone meilleur acteur masculin ou meilleur second rôle ? Michael Douglas contre Charlie Sheen dans *Wall Street* ? Mais De Niro accepterait-il de se retrouver « acteur de complément » ? Mais Charlie Sheen n'aurait-il pas (un peu) plus de chances en tant que second rôle ?

Dans la catégorie meilleur film, début décembre, les grands favoris étaient *Wall Street*, d'Oliver Stone (Fox) et *L'Empire du Soleil* de Steven Spielberg (Warner). Oliver Stone faisait figure d'homme à abattre l'an dernier, avec *Platoon*. Il n'avait pas fait de quartier. Mais *Wall Street* marche un peu moins bien. Le film de Spielberg a connu un accueil critique mitigé mais, malgré son oscar honoraire l'an dernier, Hollywood voudrait se faire pardonner le quinquennal zéro-oscars de *Concubine* pour ce rôle.

Lancé relativement tard sur le marché, *Broadcast News*, satire des informations télévisées, est venu bouleverser les données. Il a rallié cinq des dix principaux de la critique new-yorkaise (plus dure que la californienne) et fait la couverture de *Newsweek*. Bien entendu, aucun studio n'est disposé à indiquer les budgets des différentes campagnes.

Comment s'organise une campagne pour les nominations ? Par des placards de plus en plus grands, de plus en plus colorés dans les deux publications professionnelles : le *Daily Variety* et le *Hollywood Reporter*. « For your consideration » est la formule qui consacre l'acte de candidature. Rappelant certaines performances (surtout dans les films sortis avant l'automne), on s'engageant, certaines susceptibilités. Quelques acteurs du calibre de Warren Beatty ou Dustin Hoffman pourraient considérer leur nomination comme automatique - du moins leur entourage pourrait le penser. (En l'occurrence, l'échec d'*Ishtar* ne devrait pas aider).

Ainsi, l'an dernier, le Paramount vous demandait de « considérer » Eddie Murphy dans *The Golden Child* comme meilleur acteur. Personne ne se faisait d'illusion, mais comme le *Fil de Beverly Hills* avait rapporté une fortune, comme le Paramount venait de passer un contrat long terme avec Eddie Murphy, et comme ça lui faisait plaisir...

Vient ensuite les projections privées. L'argent fait la différence. Les grosses machines - *Fatal*

*Attraction*, *L'Empire du Soleil*, etc. - sont encore à l'affiche, les votants entrent sur présentation de leur carte, ça ne coûte rien à personne, ça remplit une salle. De toute manière, les votants ont fait comme tout le monde, ils s'y sont précipités dès le premier jour. Pour les films moins « publics » ou sortis en toute dernière minute (*The Dead*, de John Huston), on débouche des fonds, on loue des salles à toute allure (certains votants refusent de voir les films dans une salle avec le public). Ainsi, Cannon misait tout sur le Soviétique *Repentance* au poste du meilleur film étranger (grands rivaux : *Adieu les enfants* de Louis Malle, et le suédois *My Life as a Dog*).

Dans certains cas, des vidéocassettes sont envoyées aux votants trop âgés (ou trop paresseux) pour se déplacer. Enfin, les journalistes (de télévision en particulier) sont assidûment courtisés. Ils ne votent pas, mais leurs émissions sont vues par tous les votants.

Tout peut servir dans une campagne. L'académie aime le grand spectacle et les idées élevées. *Cry Freedom*, de Richard Attenborough est le cas type, tout comme l'était *Gandhi*, du même réalisateur. Sa politique est claire : un idéal de justice et de démocratie (peut-on être contre ?), une cible de choix : l'apartheid. Un élément inattendu vient d'entrer en ligne de compte : la décision du gouvernement de Botswana d'autoriser la projection du film en Afrique du Sud et sans censure. Une première de gala sera donnée au profit de l'UNICEF.

Dans le massage des consciences des votants, cette décision est une véritable manne (l'événement sera aussi - couvert par les journaux politiques). Le gouvernement Botswana aurait interdit le film, l'industrie publicitaire aurait été aussi intense, il suffisait d'inverser le vote.

*Ironweed*, lui aussi, traite d'un problème social - les sans-abris, américains de surcroît - cependant le metteur en scène Hector Babenco, suite au *Baiser de la femme arabe*, fait figure d'indépendant, d'outsider, de culturel. En revanche, Tri-Star (et les producteurs Taft-Barrish) joueront à fond Jack Nicholson, Meryl Streep dans les premiers rôles, Carol Baker et Tom Waits dans les seconds rôles.

Il est possible, pour reprendre la formule de *Le Dîner en Blanc*, que l'académie vote sentimentalement. Auquel cas, ce serait le triomphe des *Gens de Dublin* (John Huston) à la mise en scène, Tony au scénario, Anjelica au meilleur second rôle et celui des *Balcons d'Istanbul*, Lilliane Bass (plutôt que Bette Davis, qui doit en dire furieuse) se posant en grande rivale de Meryl Streep (*Ironweed*). Reste à savoir jusqu'à quel point on peut convaincre la Streep et Glenn Close (*Fatal Attraction*). Cher (*Moonsick*), *Supercop*, les *Sociétés d'Assurance*, *Holly Hunter* (*Broadcast News*), Faye Dunaway (*Barfly*) et Barbra Streisand (*Nuts*) de s'inscrire gracieusement devant une femme qui avait trente ans lorsque l'académie fut créée en 1927, fut nommée pour *Le Soleil*, mais n'a jamais remporté l'oscar.

HENRI BEHAR.

« Ma vie de chien », de Lasse Hallström

## Ingemar le fataliste

La vie de chien est celle d'un enfant, un surdoué, de la catastrophe, un cocktail de tendresse, de drôlerie, d'horreur imminente.

Dans les années 50, la vie en Suède, comme ailleurs sans doute, commençait par un cours d'éducation sexuelle dans un grenier ou une cave. Introduire son rosigon dans le goulon d'une bouteille, cela aide à comprendre, mais parfois ça coïncide. Ingemar (Anton Gannzelius), moutard d'une dizaine d'années, fait avec fracas l'expérience des vases non (ou trop) communicants. Il n'est pas trop beau, Ingemar, un peu bizarre par moments, il lui arrive de ne pas pouvoir boire un verre de lait, il tremble si fort qu'il se l'envoie en pleine figure. Son frère Erik, nettement plus dérangé, le tyrannise. Son père est parti depuis longtemps. Il ne lui reste que sa mère, merveilleuse de complicité. Sa mère et sa chienne, qu'il aime presque autant. L'intéressant avec Ingemar c'est qu'il est un surdoué de la catastrophe. Il accumule les bêtises et sourit bravement, en affreux joyeux timide et désastreux. Il a une philosophie très fataliste qui lui permet de survivre à tout.

En vacances, dans un petit village peuplé d'excentriques, chez un oncle verrier, entraîneur de football, il rencontre un funambule savant, un vieux qui se baigne nu sur la glace de la rivière, une belle bionne qui pose pour une statue de la maternité glorieuse et une petite brune de son âge. Saga (Melinda Kinnaman), qui se fait passer pour un garçon et bon avec une frappe de rêve, percutante. Pour un peu, il en oublierait que sa

chienne est un chien et sa mère malade, tuberculeuse. Quand il y pense, il se répète « Ça aurait pu être pire » et se rappelle cet homme qui travaillait un jour quand un jayvet l'a transpercé (« Il a dû être diabolique ») ou Lakka la chienne de l'espace bouclée dans un Spoutnik et morte de faim (« C'est bon à savoir pour comparer »).

Ce cocktail de tendresse, de drôlerie et d'horreur imminente, très proche des romans de John Irving, bien que Lasse Hallström se soit inspiré d'une nouvelle de Reidar Jönsson, est surprenant sous le ciel bergmanien. On s'imaginait pas qu'un Suédois puisse montrer un esprit si baroque, une verve latine, voir « latino ». Tout n'est pas absolument original ni contrôlé, certes, il y a des redites, des flots de musique intempestive, mais l'émotion est si forte, si juste, que tout passe. Une visite à l'hôpital où la mère est mourante et trouve les derniers mots qui rassureront le gamin pour toujours avant de partir (« Ma vie de chien, je sais ce que ça veut dire », dit-il à son frère), une soucoupe volante artisanale en panne sur un câble avec ses trois passagers en culottes courtes qu'il faudra descendre par une échelle, la petite boxeuse Saga qui met un bagage sur ses seins nus pour rester dans l'équipe de foot des garçons, ça vaut les larmes du *Dernier Empereur* et coûte moins cher.

Tournée en 1984-1985, cette chronique d'une vie de chien bouleversante a été consacrée meilleur film de l'année 1985 en Suède et meilleur film étranger de l'année pour la critique à New-York où il triomphe depuis avril 1987. Comme dirait Ingemar, cela aurait pu être pire.

MICHEL BRAUDEAU.

## Communication

## Les difficultés de la presse écrite

Coincidence : le ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard, présentait mercredi 13 janvier les objectifs de la « journée nationale de la presse écrite » qui doit se tenir le 29 janvier, au moment même où deux quotidiens nationaux sont sous les feux de l'actualité, le *Matin*, qui dépose son bilan, et les *Echos*, rachetés par le groupe anglais Pearson, lui-même cible des attaques de M. Rupert Murdoch. Cette journée de la presse fera l'objet d'une importante campagne de publicité, privilégiant l'écrit mais aussi l'affiche ; et

un grand concours scolaire invitera les fibres de la presse écrite à se lancer dans la confection de pages de quotidien. Enfin, un journal réalisé par le Centre de formation et de perfectionnement des Journalistes sera distribué à douze millions d'exemplaires le 23 janvier dans les trente-six mille points de vente de la presse, pour la mieux faire connaître.

Rappelant le bilan des aides à la presse dressé le matin même en conseil des ministres par son ministre délégué M. André Santini,

M. Léotard a réaffirmé que sa politique de « liberté sous assistance, préservant la concurrence - l'amenait à favoriser - la neutralité des aides ».

Il a aussi demandé pour mars une étude sur les problèmes spécifiques de la presse, notamment la faiblesse fréquente de ses fonds propres. Etude qui pourrait déboucher sur les Etats Généraux de la presse que propose M. André Santini.

## « Le Matin de Paris » dépose son bilan

C'est devant une cinquantaine de salariés plongés dans un silence de mort que M. Didier Tournacheau, président du directeur du *Matin de Paris*, a annoncé dans la soirée du mercredi 13 janvier le dépôt de bilan du quotidien. « Nous ne prenons pas cette décision de gaieté de cœur, a déclaré M. Tournacheau, mais nous ne pouvons admettre de voir l'équipe du journal se désagréger au fil des jours. Des négociations avec des actionnaires ont été engagées : elles n'ont pas abouti et nous ne sommes pas sûrs qu'elles puissent aboutir demain. Nous nous sommes engagés vis-à-vis de ceux qui travaillent au *Matin* à prendre rapidement une décision. En disant « stop » à tous les alarments de ces derniers jours, nous voulons sauvegarder la dignité de ceux qui ont fait le journal depuis juillet dernier ».

Compte tenu de ses difficultés financières - le passif s'élevait à 13 millions de francs, - le quoti-

dien a, en fait, arrêté sa parution dès le vendredi 8 janvier. La semaine s'est passée à tenter de convaincre les actionnaires actuels de renforcer le capital afin qu'il attire de nouveaux partenaires. Les « dix », ce groupe de salariés auxquels le tribunal de commerce de Paris avait cédé le titre pour 5 millions de francs en août dernier (3 millions sont encore dus), n'y sont pas parvenus. « Le *Matin* avait immédiatement besoin de 6 millions de francs, pour verser les salaires de décembre et le trimestre mais encore impayés des 118 salariés, et régler les divers fournisseurs (papier, etc.), précise M. Pierre Morville, directeur général et membre du groupe des « dix », mais la relance, elle, avait nécessité au moins 20 millions de francs ».

Les actionnaires du *Matin*, qui devaient apporter, début décembre, 6 millions de francs attendus, ont finalement reculé. M. Jean-

François Kahn, directeur de l'*Evenement du Jeudi* (actionnaire à 8 % du quotidien) avait proposé de rassembler de nouveaux actionnaires intéressés par le concept d'un journal de vingt-quatre pages composé par une équipe réduite, qui auraient apporté entre 13 et 14 millions de francs. M. Michel Hommel, éditeur de magazines spécialisés (*Echappement*, *Auto*, *Hebdo*, *Alpinisme et Randonnée*, *Télé 7*, etc.), qui fournit en outre à des quotidiens régionaux un supplément de programmes télévisés, *TV Hebdo*, était aussi sur les rangs. Aucun des deux n'a cependant donné suite. Même si le patron de l'*Evenement*, pour lequel le dépôt de bilan peut être un préalable à l'assainissement de la situation, déclarait, mercredi soir, qu'une page du *Matin* était tournée, mais que le concept de journal qu'il avait proposé, « doit être fait, peut-être fait, sera fait ».

Si l'arrêt du *Matin* est donc à l'agonie. Son issue dépend

maintenant du tribunal de commerce. Le dépôt de bilan officiel le jeudi 14 janvier, entraînera la nomination d'un administrateur et une période de redressement judiciaire pendant laquelle les salaires seront versés par le GARP (Groupe des ASSEDIC de la région parisienne). Si des candidats à la « reprise » du quotidien se présentent, le tribunal aura la charge d'apprécier leur plan social, leur engagement à respecter l'identité du titre et surtout leurs capacités financières. Faut-il dire que, le *Matin* serait mis en liquidation (comme ce fut le cas au printemps 1987) et le titre serait vendu. Outre les cent-dix-huit salariés de l'administration et de la rédaction, sa disparition définitive mettrait au chômage les trente-quatre ouvriers du Livre qui composent et fabriquent le journal, et représenterait une perte de travail pour des imprimeries régionales de fait.

YVES-MARIE LABÉ.

## La folle aventure des « dix »

Les « dix » auraient pu devenir les mousquetaires de la presse. D'ailleurs, à l'image des trois héros d'Alexandre Dumas, qui étaient en fait quatre, le groupe des « dix » est formé de douze membres. Il s'est créé un beau soir de juin 1987 alors que le *Matin de Paris* menaçait de tomber corps et biens.

Le journal est alors en plein redressement judiciaire, après l'échec de M. Paul Quilès, ancien président de la société éditrice du titre. Quelques journalistes, pour la plupart déçus de mandats syndicaux (CFDT et Foros ouvriers) avaient l'idée folle de reprendre le titre et de lui éviter la liquidation. Des chefs de service et des rédacteurs « de base », accrochés à l'idée de la survie de leur journal. Ils sont rejoints par un membre de l'administration et par le conseiller juridique du comité d'entreprise, M. Didier Tournacheau. Le groupe des « dix » est alors de douze personnes. Moyenne d'âge : trente-deux ans. Un avocat, M. Jean-Pierre Edberg, ami de M. Tournacheau, abandonne son cabinet pour les aider à trouver des partenaires intéressés par leur entreprise.

La course au capital commence. Des financiers, des chefs d'entreprise, des gros patrons et des autres ont été saisis au hasard d'entretiens ou d'enquêtes sont systématiquement sollicités.

## Un double statut

Le carnet de rendez-vous des « dix » gonfle. Le tribunal de commerce de Paris les observe avec un intérêt dubitatif. M. Claude Levat, l'administrateur judiciaire, se laisse séduire par leur enthousiasme et devient l'un de leurs discrets soutiens.

Fin juin 1987, devant le minimum de capital réuni par les « dix », le tribunal leur cède le titre pour 5 millions de francs. Devenus virtuellement patrons du journal - ils le seront vraiment début août après le paiement d'une partie de la somme due - les douze salariés doivent cependant prendre leurs responsabilités : ils décident le licenciement d'une quarantaine de personnes sur cent cinquante-six. Certains journalistes leur reprochent alors de « vouloir nettoyer le *Matin* ». Plusieurs assemblées générales, extrêmement tendues, ont lieu et des rédacteurs démissionnent en guise de protestation.

Les déboires des « dix » ne sont pas finis. Pour rendre crédible leur projet, ils ont besoin d'un véritable patron de presse. Alors chroniquier d'Europe 1, Jean-Louis Lévêque, un instant, cesse de trouver des capitaux supplémentaires. Mais il abandonne fin juillet. Avec un capital de 10 millions de francs, bouclés in extremis grâce aux 3 millions de francs apportés par M. Guy de Vogüé, responsable de la société de production Cravan, la société Le Nouveau Matin est créée.

La centaine de salariés commencent à y croire. Même s'il est parfois difficile pour eux d'accepter le double statut des « dix », à la fois salariés et patrons ; même si le climat affectif propre au *Matin* donne parfois lieu à des embrouilles, et des prises de bec mémorables et des

assemblées générales continuelles. Les projets pleuvent : déménagement du siège de la rue Harod, dans le centre de Paris, au quartier de Belleville ; nouvelle formule du journal ; augmentation de capital.

Mais n'est pas patron de presse qui veut. A force de courir après les capitaux à force de tenter de convaincre des l'autonomie les actionnaires du *Matin*, de soutenir à nouveau une expérience qui a besoin de temps pour réussir, les « dix » oublient le journal. Pierre Feydier, directeur de la rédaction et membre du groupe des « dix », se dérobe pourtant pour mettre au point une nouvelle formule.

Lancé le 16 novembre, celui-ci ne fait cependant pas grimper les ventes. Le *Matin* ne réussit pas à redorer son image et vend tout au plus 53 000 à 60 000 exemplaires : les recettes publicitaires s'écroulent ; les actionnaires tentent.

Les « dix », épuisés, parfois découragés, subissent les critiques d'une relance incertaine. Le groupe est traversé de débats contraires. Le président du directeur, M. Didier Tournacheau, parvient peu à peu à s'imposer comme patron du titre, et les « dix » réussissent enfin à parler d'une seule voix. Mais les finances sont dans un état catastrophique. Même si on a réduit les pertes mensuelles de 5,7 millions de francs à 2 millions de francs, les salariés-patrons doivent s'incliner. L'aventure des « dix » a pris fin le mercredi 13 janvier. Mais aucun d'entre eux ne regrette de l'avoir tentée.

Y.-M. L.

## Selon M. Ballardur, la vente des « Echos » « ne va pas de soi »

Coup de théâtre dans l'affaire de la vente des *Echos* au groupe britannique Pearson, propriétaire du *Financial Times* : le holding financier français CERUS (groupe Carlo De Benedetti) qui possédait, depuis mai 1987, 4,9 % de Pearson, a annoncé qu'il avait vendu, le 10 janvier, ses parts à M. Rupert Murdoch, magnat américain de la presse et de l'audiovisuel. La vente, réalisée à 850 pence par action, a rapporté environ 200 millions de francs de plus-value à CERUS (le *Monde* du 14 janvier).

Cette opération risque de bouleverser radicalement le contrôle du groupe Pearson. En effet, M. Murdoch a déjà racheté en Bourse, en septembre 1987, 14,9 % de l'éditeur britannique. La famille fondatrice du groupe ne détiendrait plus qu'environ 20 % de Pearson et le groupe Lazard, Paris quelque 10 %.

S'il se confirme que M. Murdoch a ainsi réussi à obtenir une position dominante dans Pearson, la vente du groupe des *Echos* pourrait être remise en question. C'est ce qu'a souligné M. Edouard Ballardur, ministre de l'économie et des finances, au cours du conseil des ministres. « Tout investissement étranger en France est soumis à l'autorisation du ministre des finances, à l'exception des investissements communautaires », rappelle

M. Ballardur. « Tout le problème est de savoir s'il s'agit dans ce cas d'un investissement communautaire ».

Concluant que « l'autorisation n'allait pas de soi », M. Ballardur a ajouté qu'il allait procéder à une étude dans les prochains jours.

Le groupe Pearson a immédiatement réagi aux déclarations de M. Ballardur : « Nous sommes une compagnie appartenant à la Communauté économique européenne et ne pouvons empêcher cet accord », il semble, en effet, que les actionnaires fondateurs de Pearson puissent compter sur la solidarité de quelques autres actionnaires britanniques leur assurant un contrôle sur 51 % du capital. Toutefois, M. Murdoch semble déterminé à accentuer sa pression sur l'éditeur britannique, quitte à en payer le prix.

Reste à savoir comment M. Murdoch a réussi à augmenter une participation qui avait déjà soulevé de nombreuses inquiétudes parmi les responsables et la rédaction du *Financial Times*. Avant d'accepter l'offre de M. Murdoch, affirme M. Alain Mino, directeur général de CERUS, nous avons amicalement proposé nos actions au groupe Lazard, qui a décliné l'offre. Le représentant de la famille fondatrice ne nous a pas fait de proposi-

tions à temps. Nous avons toujours considéré notre opération sur Pearson comme un simple investissement financier. La plus-value réalisée devrait nous permettre d'annoncer dans les prochaines semaines des investissements beaucoup plus stratégiques ».

Les responsables de Lazard Paris se sont abstenus de tout commentaire sur la vente des actions par CERUS. L'établissement financier semble pourtant jouer un rôle central dans toute cette affaire. C'est lui qui a servi d'intermédiaire dans la vente des *Echos* au groupe Pearson à un moment où il ne pouvait ignorer les tractations entre CERUS et M. Murdoch. Rappelons que les intérêts du groupe Lazard sont très étroitement liés à ceux de Pearson. Si Lazard Paris est actionnaire à 10 % de l'éditeur britannique, Pearson détient 50 % de la filiale de Lazard à Londres et 10 % dans Lazard New-York et Lazard Paris.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Un nouveau directeur adjoint pour FR 2. - M. Pierre Roubaud, directeur régional de FR 3 Nord-Pas-de-Calais-Picardie, a été nommé directeur adjoint de FR 2, tout en étant maintenu dans ses responsabilités régionales au sein de la chaîne.









## Informations « services »

Jeudi 14 janvier

**Vendredi 15 janvier**

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 résidents en S et 147 résidents M6 dans de bonnes conditions

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



CLERMONT-FERRAND - 20/21 JANVIER 1988

# ENSEMBLE



J. SANTROT R. RICOU J.-P. VARACHEZ ET M. KOSOSSEY  
Député-Maire de Poitiers Chef d'entreprise (PACTHE 86) (Profil Groupe)

Le Maire de Poitiers, Jacques Santrot, un dirigeant de société et deux responsables de communication se rencontrent autour d'un projet d'entreprises. Il s'agit, sur la même zone d'activités de proposer d'une part, 4500 m<sup>2</sup> de locaux polyvalents (bureaux, ateliers, stockage) avec des services partagés (secrétariat, réseau Transpac, salles de réunion, informatique de gestion...) pour accueillir notamment les entreprises en création (particulièrement celles révélées par l'opération O.D.A.C.E.) - regrouper d'autre part, en un même lieu des prestations de marketing, de graphisme et d'édition pour fournir aux entreprises un véritable service de communication à la carte. Une année de discussion et de dialogue entre élus, services municipaux et entrepreneurs a abouti à l'ouverture de ces deux centres dont l'objectif est de faire naître... d'autres affaires.

Forger minutieusement une stratégie de développement pour Poitiers, s'appuyer sur les richesses locales, faire du paysage urbain un atout de plus pour l'économie, plus qu'un mode d'emploi, c'est avant tout un art de réussir ensemble que nous créons au quotidien à Poitiers.

Poitiers-PACTHE 86 et Profil Groupe: deux bons exemples de dialogue ville-entreprise parmi ceux qui seront abordés lors de la convention Vive la Ville à Clermont-Ferrand les 20 et 21 janvier prochains.



ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE - TÉL.: (0) 45.48.14.16.



هكذا من الامم



# Le Monde ANNONCE

Le Cabinet ETAP a proposé aux lecteurs de Le Monde les postes suivants :

**RECRUTER LES MEILLEURS CADRES, GÉRER LEUR DÉVELOPPEMENT** réf. 18 819 - 7MM

**DIRIGER LA MAINTENANCE D'UN SECTEUR STRATÉGIQUE** réf. 18 820 - 7MM

**Recherche et développement INGENIEUR CHIMISTE DEBUTANT** sud-est France réf. 18 792 - 7MM

**Importante société industrielle CA 1 milliard CHIEF DU SERVICE JURIDIQUE** Paris réf. 1A 873 - 8MM

**Secteur aéronautique INGENIEUR SUPPORT TECHNIQUE** Indre-et-Vienne réf. 1A 884 - 8MM

**Société française à taille humaine - INGENIEUR TECHNO-COMMERCIAL EXPORT** Indre-et-Vienne réf. 1A 886 - 7MM

**AM, INSA, ENSI JEUNE INGENIEUR DE FABRICATION** nord France réf. 18 798 - 7MM

**Multinationale 185 millions de francs de CA CADRE COMMERCIAL** Paris réf. 1A 848 - 7MM

**MINES, ECP, PONTS JEUNE INGENIEUR** nord-est France réf. 18 829 - 7MM

**Transformation des matières plastiques JEUNE INGENIEUR FABRICATION ET DÉVELOPPEMENT** région Compiègne réf. 1A 847 - 7MM

**Filière française d'un n° 1 mondial RESPONSABLE DE LA PLANIFICATION INDUSTRIELLE** Besançon réf. 1A 846 - 7MM

**Entreprise de services 12 000 personnes CONSOLIDATION, AUDIT, CONSEIL ET GESTION** la Défense réf. 1A 888 - 7MM

**Pour carrière en production JEUNE INGENIEUR** nord France réf. 1A 842 - 7MM

**Section et développement commercial JEUNE INGENIEUR MINES, TP** Toulouse réf. 1C 744 - 7MM

**CHIEF DE SERVICE QUALITE d'une des unités de production 325 personnes** Vallée de la Loire réf. 1B 724 - 7MM

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature au Cabinet ETAP, en précisant la référence.

Membre de Syntec  
71 rue d'Auteuil 75016 Paris

**L'IMMOBILIER**

**appartements ventes**

**1<sup>er</sup> arrdt**  
Quartier des Halles-Châtelet  
Paris, 22 appartements 120 m<sup>2</sup> env.  
3.400 000 F, pourvus de tous  
équipements, libre de suite.  
Tél. : 43-36-85-80.

**5<sup>e</sup> arrdt**  
ST-GERMAIN-MAURENT  
Dernier lotissement, 1<sup>er</sup> étage  
à rénover.  
**BEAU 4 P. 85 m<sup>2</sup>**  
3<sup>e</sup> ét., s/sol, 2 800 000 F.  
Tél. : 43-30-30-15.

**7<sup>e</sup> arrdt**  
LATOUR-MAUBOURG  
4 p., s/sol, 2 800 000 F.  
Ag. Branchon 45-76-73-94.

**14<sup>e</sup> arrdt**  
PARC MONTROUSSEAU, très  
beau 2 p., ch. à rafraîchir  
520 000 F. 45-35-35-04.

**92 Hauts-de-Seine**  
NEUILLY-SUR-SEINE, dans  
imm. fin 19<sup>e</sup> s., 3 p., 50 m<sup>2</sup>  
s/sol, 1<sup>er</sup> étage, 1<sup>er</sup> étage  
sur cour et jdn. One vend  
11 m<sup>2</sup> + 60 s. 13 m<sup>2</sup>, en  
p. de. av. asc. 1 750 000 F.  
Ag. 38-32-50-56.

**94 Val-de-Marne**  
**LA VARENNE CENTRE**  
Dern. état 60 m<sup>2</sup>, 970 000 F.  
Ag. Allet 45-35-35-21.

**appartements achats**  
Rech. 2 à 4 p. PARIS prêt.  
E. p., 7, 14, 18, 19, 20, 21,  
22, 23, 24, 25, 26, 27, 28,  
29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36,  
37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44,  
45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52,  
53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60,  
61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68,  
69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76,  
77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84,  
85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92,  
93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100,  
101, 102, 103, 104, 105, 106,  
107, 108, 109, 110, 111, 112,  
113, 114, 115, 116, 117, 118,  
119, 120, 121, 122, 123, 124,  
125, 126, 127, 128, 129, 130,  
131, 132, 133, 134, 135, 136,  
137, 138, 139, 140, 141, 142,  
143, 144, 145, 146, 147, 148,  
149, 150, 151, 152, 153, 154,  
155, 156, 157, 158, 159, 160,  
161, 162, 163, 164, 165, 166,  
167, 168, 169, 170, 171, 172,  
173, 174, 175, 176, 177, 178,  
179, 180, 181, 182, 183, 184,  
185, 186, 187, 188, 189, 190,  
191, 192, 193, 194, 195, 196,  
197, 198, 199, 200, 201, 202,  
203, 204, 205, 206, 207, 208,  
209, 210, 211, 212, 213, 214,  
215, 216, 217, 218, 219, 220,  
221, 222, 223, 224, 225, 226,  
227, 228, 229, 230, 231, 232,  
233, 234, 235, 236, 237, 238,  
239, 240, 241, 242, 243, 244,  
245, 246, 247, 248, 249, 250,  
251, 252, 253, 254, 255, 256,  
257, 258, 259, 260, 261, 262,  
263, 264, 265, 266, 267, 268,  
269, 270, 271, 272, 273, 274,  
275, 276, 277, 278, 279, 280,  
281, 282, 283, 284, 285, 286,  
287, 288, 289, 290, 291, 292,  
293, 294, 295, 296, 297, 298,  
299, 300, 301, 302, 303, 304,  
305, 306, 307, 308, 309, 310,  
311, 312, 313, 314, 315, 316,  
317, 318, 319, 320, 321, 322,  
323, 324, 325, 326, 327, 328,  
329, 330, 331, 332, 333, 334,  
335, 336, 337, 338, 339, 340,  
341, 342, 343, 344, 345, 346,  
347, 348, 349, 350, 351, 352,  
353, 354, 355, 356, 357, 358,  
359, 360, 361, 362, 363, 364,  
365, 366, 367, 368, 369, 370,  
371, 372, 373, 374, 375, 376,  
377, 378, 379, 380, 381, 382,  
383, 384, 385, 386, 387, 388,  
389, 390, 391, 392, 393, 394,  
395, 396, 397, 398, 399, 400,  
401, 402, 403, 404, 405, 406,  
407, 408, 409, 410, 411, 412,  
413, 414, 415, 416, 417, 418,  
419, 420, 421, 422, 423, 424,  
425, 426, 427, 428, 429, 430,  
431, 432, 433, 434, 435, 436,  
437, 438, 439, 440, 441, 442,  
443, 444, 445, 446, 447, 448,  
449, 450, 451, 452, 453, 454,  
455, 456, 457, 458, 459, 460,  
461, 462, 463, 464, 465, 466,  
467, 468, 469, 470, 471, 472,  
473, 474, 475, 476, 477, 478,  
479, 480, 481, 482, 483, 484,  
485, 486, 487, 488, 489, 490,  
491, 492, 493, 494, 495, 496,  
497, 498, 499, 500, 501, 502,  
503, 504, 505, 506, 507, 508,  
509, 510, 511, 512, 513, 514,  
515, 516, 517, 518, 519, 520,  
521, 522, 523, 524, 525, 526,  
527, 528, 529, 530, 531, 532,  
533, 534, 535, 536, 537, 538,  
539, 540, 541, 542, 543, 544,  
545, 546, 547, 548, 549, 550,  
551, 552, 553, 554, 555, 556,  
557, 558, 559, 560, 561, 562,  
563, 564, 565, 566, 567, 568,  
569, 570, 571, 572, 573, 574,  
575, 576, 577, 578, 579, 580,  
581, 582, 583, 584, 585, 586,  
587, 588, 589, 590, 591, 592,  
593, 594, 595, 596, 597, 598,  
599, 600, 601, 602, 603, 604,  
605, 606, 607, 608, 609, 610,  
611, 612, 613, 614, 615, 616,  
617, 618, 619, 620, 621, 622,  
623, 624, 625, 626, 627, 628,  
629, 630, 631, 632, 633, 634,  
635, 636, 637, 638, 639, 640,  
641, 642, 643, 644, 645, 646,  
647, 648, 649, 650, 651, 652,  
653, 654, 655, 656, 657, 658,  
659, 660, 661, 662, 663, 664,  
665, 666, 667, 668, 669, 670,  
671, 672, 673, 674, 675, 676,  
677, 678, 679, 680, 681, 682,  
683, 684, 685, 686, 687, 688,  
689, 690, 691, 692, 693, 694,  
695, 696, 697, 698, 699, 700,  
701, 702, 703, 704, 705, 706,  
707, 708, 709, 710, 711, 712,  
713, 714, 715, 716, 717, 718,  
719, 720, 721, 722, 723, 724,  
725, 726, 727, 728, 729, 730,  
731, 732, 733, 734, 735, 736,  
737, 738, 739, 740, 741, 742,  
743, 744, 745, 746, 747, 748,  
749, 750, 751, 752, 753, 754,  
755, 756, 757, 758, 759, 760,  
761, 762, 763, 764, 765, 766,  
767, 768, 769, 770, 771, 772,  
773, 774, 775, 776, 777, 778,  
779, 780, 781, 782, 783, 784,  
785, 786, 787, 788, 789, 790,  
791, 792, 793, 794, 795, 796,  
797, 798, 799, 800, 801, 802,  
803, 804, 805, 806, 807, 808,  
809, 810, 811, 812, 813, 814,  
815, 816, 817, 818, 819, 820,  
821, 822, 823, 824, 825, 826,  
827, 828, 829, 830, 831, 832,  
833, 834, 835, 836, 837, 838,  
839, 840, 841, 842, 843, 844,  
845, 846, 847, 848, 849, 850,  
851, 852, 853, 854, 855, 856,  
857, 858, 859, 860, 861, 862,  
863, 864, 865, 866, 867, 868,  
869, 870, 871, 872, 873, 874,  
875, 876, 877, 878, 879, 880,  
881, 882, 883, 884, 885, 886,  
887, 888, 889, 890, 891, 892,  
893, 894, 895, 896, 897, 898,  
899, 900, 901, 902, 903, 904,  
905, 906, 907, 908, 909, 910,  
911, 912, 913, 914, 915, 916,  
917, 918, 919, 920, 921, 922,  
923, 924, 925, 926, 927, 928,  
929, 930, 931, 932, 933, 934,  
935, 936, 937, 938, 939, 940,  
941, 942, 943, 944, 945, 946,  
947, 948, 949, 950, 951, 952,  
953, 954, 955, 956, 957, 958,  
959, 960, 961, 962, 963, 964,  
965, 966, 967, 968, 969, 970,  
971, 972, 973, 974, 975, 976,  
977, 978, 979, 980, 981, 982,  
983, 984, 985, 986, 987, 988,  
989, 990, 991, 992, 993, 994,  
995, 996, 997, 998, 999, 1000,  
1001, 1002, 1003, 1004, 1005,  
1006, 1007, 1008, 1009, 1010,  
1011, 1012, 1013, 1014, 1015,  
1016, 1017, 1018, 1019, 1020,  
1021, 1022, 1023, 1024, 1025,  
1026, 1027, 1028, 1029, 1030,  
1031, 1032, 1033, 1034, 1035,  
1036, 1037, 1038, 1039, 1040,  
1041, 1042, 1043, 1044, 1045,  
1046, 1047, 1048, 1049, 1050,  
1051, 1052, 1053, 1054, 1055,  
1056, 1057, 1058, 1059, 1060,  
1061, 1062, 1063, 1064, 1065,  
1066, 1067, 1068, 1069, 1070,  
1071, 1072, 1073, 1074, 1075,  
1076, 1077, 1078, 1079, 1080,  
1081, 1082, 1083, 1084, 1085,  
1086, 1087, 1088, 1089, 1090,  
1091, 1092, 1093, 1094, 1095,  
1096, 1097, 1098, 1099, 1100,  
1101, 1102, 1103, 1104, 1105,  
1106, 1107, 1108, 1109, 1110,  
1111, 1112, 1113, 1114, 1115,  
1116, 1117, 1118, 1119, 1120,  
1121, 1122, 1123, 1124, 1125,  
1126, 1127, 1128, 1129, 1130,  
1131, 1132, 1133, 1134, 1135,  
1136, 1137, 1138, 1139, 1140,  
1141, 1142, 1143, 1144, 1145,  
1146, 1147, 1148, 1149, 1150,  
1151, 1152, 1153, 1154, 1155,  
1156, 1157, 1158, 1159, 1160,  
1161, 1162, 1163, 1164, 1165,  
1166, 1167, 1168, 1169, 1170,  
1171, 1172, 1173, 1174, 1175,  
1176, 1177, 1178, 1179, 1180,  
1181, 1182, 1183, 1184, 1185,  
1186, 1187, 1188, 1189, 1190,  
1191, 1192, 1193, 1194, 1195,  
1196, 1197, 1198, 1199, 1200,  
1201, 1202, 1203, 1204, 1205,  
1206, 1207, 1208, 1209, 1210,  
1211, 1212, 1213, 1214, 1215,  
1216, 1217, 1218, 1219, 1220,  
1221, 1222, 1223, 1224, 1225,  
1226, 1227, 1228, 1229, 1230,  
1231, 1232, 1233, 1234, 1235,  
1236, 1237, 1238, 1239, 1240,  
1241, 1242, 1243, 1244, 1245,  
1246, 1247, 1248, 1249, 1250,  
1251, 1252, 1253, 1254, 1255,  
1256, 1257, 1258, 1259, 1260,  
1261, 1262, 1263, 1264, 1265,  
1266, 1267, 1268, 1269, 1270,  
1271, 1272, 1273, 1274, 1275,  
1276, 1277, 1278, 1279, 1280,  
1281, 1282, 1283, 1284, 1285,  
1286, 1287, 1288, 1289, 1290,  
1291, 1292, 1293, 1294, 1295,  
1296, 1297, 1298, 1299, 1300,  
1301, 1302, 1303, 1304, 1305,  
1306, 1307, 1308, 1309, 1310,  
1311, 1312, 1313, 1314, 1315,  
1316, 1317, 1318, 1319, 1320,  
1321, 1322, 1323, 1324, 1325,  
1326, 1327, 1328, 1329, 1330,  
1331, 1332, 1333, 1334, 1335,  
1336, 1337, 1338, 1339, 1340,  
1341, 1342, 1343, 1344, 1345,  
1346, 1347, 1348, 1349, 1350,  
1351, 1352, 1353, 1354, 1355,  
1356, 1357, 1358, 1359, 1360,  
1361, 1362, 1363, 1364, 1365,  
1366, 1367, 1368, 1369, 1370,  
1371, 1372, 1373, 1374, 1375,  
1376, 1377, 1378, 1379, 1380,  
1381, 1382, 1383, 1384, 1385,  
1386, 1387, 1388, 1389, 1390,  
1391, 1392, 1393, 1394, 1395,  
1396, 1397, 1398, 1399, 1400,  
1401, 1402, 1403, 1404, 1405,  
1406, 1407, 1408, 1409, 1410,  
1411, 1412, 1413, 1414, 1415,  
1416, 1417, 1418, 1419, 1420,  
1421, 1422, 1423, 1424, 1425,  
1426, 1427, 1428, 1429, 1430,  
1431, 1432, 1433, 1434, 1435,  
1436, 1437, 1438, 1439, 1440,  
1441, 1442, 1443, 1444, 1445,  
1446, 1447, 1448, 1449, 1450,  
1451, 1452, 1453, 1454, 1455,  
1456, 1457, 1458, 1459, 1460,  
1461, 1462, 1463, 1464, 1465,  
1466, 1467, 1468, 1469, 1470,  
1471, 1472, 1473, 1474, 1475,  
1476, 1477, 1478, 1479, 1480,  
1481, 1482, 1483, 1484, 1485,  
1486, 1487, 1488, 1489, 1490,  
1491, 1492, 1493, 1494, 1495,  
1496, 1497, 1498, 1499, 1500,  
1501, 1502, 1503, 1504, 1505,  
1506, 1507, 1508, 1509, 1510,  
1511, 1512, 1513, 1514, 1515,  
1516, 1517, 1518, 1519, 1520,  
1521, 1522, 1523, 1524, 1525,  
1526, 1527, 1528, 1529, 1530,  
1531, 1532, 1533, 1534, 1535,  
1536, 1537, 1538, 1539, 1540,  
1541, 1542, 1543, 1544, 1545,  
1546, 1547, 1548, 1549, 1550,  
1551, 1552, 1553, 1554, 1555,  
1556, 1557, 1558, 1559, 1560,  
1561, 1562, 1563, 1564, 1565,  
1566, 1567, 1568, 1569, 1570,  
1571, 1572, 1573, 1574, 1575,  
1576, 1577, 1578, 1579, 1580,  
1581, 1582, 1583, 1584, 1585,  
1586, 1587, 1588, 1589, 1590,  
1591, 1592, 1593, 1594, 1595,  
1596, 1597, 1598, 1599, 1600,  
1601, 1602, 1603, 1604, 1605,  
1606, 1607, 1608, 1609, 1610,  
1611, 1612, 1613, 1614, 1615,  
1616, 1617, 1618, 1619, 1620,  
1621, 1622, 1623, 1624, 1625,  
1626, 1627, 1628, 1629, 1630,  
1631, 1632, 1633, 1634, 1635,  
1636, 1637, 1638, 1639, 1640,  
1641, 1642, 1643, 1644, 1645,  
1646, 1647, 1648, 1649, 1650,  
1651, 1652, 1653, 1654, 1655,  
1656, 1657, 1658, 1659, 1660,  
1661, 1662, 1663, 1664, 1665,  
1666, 1667, 1668, 1669, 1670,  
1671, 1672, 1673, 1674, 1675,  
1676, 1677, 1678, 1679, 1680,  
1681, 1682, 1683, 1684, 1685,  
1686, 1687, 1688, 1689, 1690,  
1691, 1692, 1693, 1694, 1695,  
1696, 1697, 1698, 1699, 1700,  
1701, 1702, 1703, 1704, 1705,  
1706, 1707, 1708, 1709, 1710,  
1711, 1712, 1713, 1714, 1715,  
1716, 1717, 1718, 1719, 1720,  
1721, 1722, 1723, 1724, 1725,  
1726, 1727, 1728, 1729, 1730,  
1731, 1732, 1733, 1734, 1735,  
1736, 1737, 1738, 1739, 1740,  
1741, 1742, 1743, 1744, 1745,  
1746, 1747, 1748, 1749, 1750,  
1751, 1752, 1753, 1754, 1755,  
1756, 1757, 1758, 1759, 1760,  
1761, 1762, 1763, 1764, 1765,  
1766, 1767, 1768, 1769, 1770,  
1771, 1772, 1773, 1774, 1775,  
1776, 1777, 1778, 1779, 1780,  
1781, 1782, 1783, 1784, 1785,  
1786, 1787, 1788, 1789, 1790,  
1791, 1792, 1793, 1794, 1795,  
1796, 1797, 1798, 1799, 1800,  
1801, 1802, 1803, 1804, 1805,  
1806, 1807, 1808, 1809, 1810,  
1811, 1812, 1813, 1814, 1815,  
1



ports

Paris-Dakar

Le désert

Le désert est un lieu où l'homme a toujours vécu, mais où il a toujours eu du mal à survivre. C'est un lieu où la nature est hostile, où le climat est extrême, où les ressources sont rares. Pourtant, l'homme a su s'adapter à ce milieu, et a même su en tirer parti. C'est ce qu'on appelle la civilisation du désert. Cette civilisation a été marquée par l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat. Elle a aussi été marquée par la religion, la culture et la philosophie. Le désert n'est pas seulement un lieu de souffrance, c'est aussi un lieu de vie, de lutte et de triomphe.

Un outrage à la dignité de l'homme

L'Observateur

Un outrage à la dignité de l'homme, c'est ce qu'on appelle la civilisation du désert. Cette civilisation a été marquée par l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat. Elle a aussi été marquée par la religion, la culture et la philosophie. Le désert n'est pas seulement un lieu de souffrance, c'est aussi un lieu de vie, de lutte et de triomphe.

Mots croisés

Mots croisés

PARIS-DAKAR

DIFFUSION DE

PRESE



LE SAVOIR-FAIRE

**"Si on mange aussi bien chez les Français, c'est un peu grâce à De Dietrich."**



*Louis Willems  
Magazine "Ambiance Culinnaire"  
en Belgique.*

**De Dietrich**



**La cuisine française se porte bien.**

هكذا من الامم







# Économie

## AFFAIRES

Reflétant la croissance de la consommation

### Un automobiliste français sur dix a acheté une voiture neuve en 1987

L'automobile en France a terminé 1987 en fanfare : les immatriculations ont atteint en décembre un niveau record qui porte à + 10,2 % la croissance du marché sur l'ensemble de l'année. Les constructeurs français ont particulièrement bien tiré leur épingle du jeu (+ 10,7 %), ce qui permet de réduire légèrement le taux de pénétration des véhicules étrangers (36,1 % à la fin 1987 contre 36,4 % un an plus tôt). Dans ce contexte, les performances de Peugeot SA sont particulièrement brillantes (+ 14,8 %) face à Renault qui n'affiche qu'une progression de 6,6 % en 1987.

Avec 2,1 millions d'immatriculations, 1987 marque un nouveau record dans les annales de l'auto-

mobile en France, après le précédent de 1982 (2,056 millions). Il y a d'ailleurs une relation de cause à effet entre ces deux dates : après quatre ou cinq ans, on constate un fort taux de renouvellement des véhicules. Les bons crus 1982 et 1983 correspondaient aussi à ceux de 1978 et 1979. L'année dernière et cette année devraient de même être le pendant de 1982 et 1983.

Cela étant, les performances 1987 s'expliquent aussi par un rattrapage après les deux exercices particulièrement sombres de 1984 et 1985, et par une croissance du parc automobile français. Le 1<sup>er</sup> janvier 1987, il comptait 19,75 millions de véhicules. Le chiffre atteignait 21,25 millions le 1<sup>er</sup> janvier 1987, avec une proportion de voitures envoyées à la casse assez forte (1,6 million en 1986), encouragée par l'insaturation, en septembre 1985,

des contrôles techniques obligatoires pour les véhicules d'occasion de plus de cinq ans.

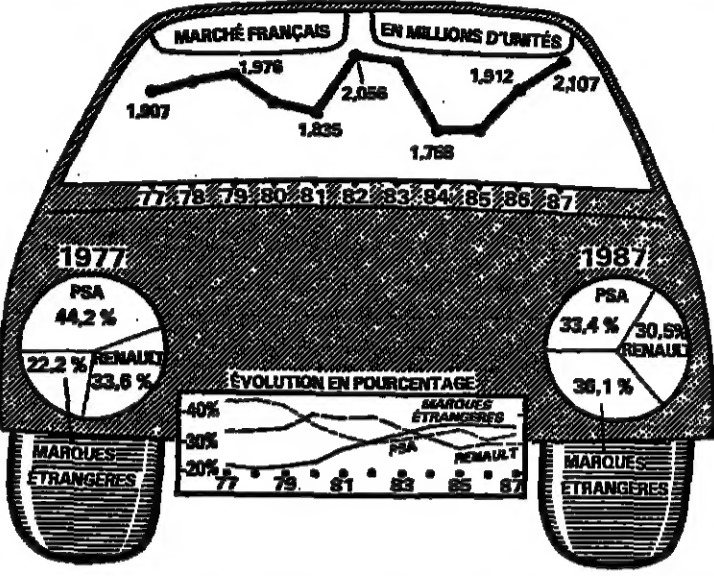
Ce dynamisme des achats d'automobiles, qui a démarré en avril 1986, s'intègre dans le fort courant de consommation des ménages souligné par l'INSEE dans sa dernière note de conjoncture (décembre 1987) sur la situation de l'économie française. Un phénomène dû « à 80 % aux achats d'automobiles et aux dépenses en pharmacie », précise l'INSEE.

Parmi les facteurs qui ont favorisé le tonus des ventes de voitures, l'effet de la baisse de la TVA (de 33,3 % à 28 %) ne doit pas être surestimé. D'abord parce que celle-ci n'est entrée en vigueur que le 17 septembre. Ensuite parce qu'elle est intervenue dans une conjoncture déjà florissante (+ 18,3 % pour les ventes de juillet, + 10,6 % en août) qui affichait une croissance de 8,3 % sur huit mois.

Un autre élément a stimulé le marché : l'arrivée de nouveaux modèles en 1986 et 1987. C'est particulièrement vrai pour les deux constructeurs nationaux, Renault et PSA (Peugeot-Citroën), qui ont lancé respectivement la Renault 21, la Citroën AX et la Peugeot 405. Avec la 21 et la 405, les Français ont étoffé une offre de moyenne gamme jusqu'à très récemment par la concurrence étrangère.

Le léger reflux engagé jusqu'à ne plus représenter qu'un tiers du marché en France, niveau souhaité par les deux groupes nationaux ? Au moment où la conjoncture se fait plus sévère que jamais en Europe, rien n'est moins sûr. D'autant que le « gâteau » risque de se réduire en 1988. Conséquence de la conjoncture euphorique de 1987, mais aussi contrecoup, sans doute peu sensible avant le second semestre 1988, de la crise boursière et de la baisse du dollar euclenchées fin 1987.

CLAIRE BLANDIN.



## ÉTRANGER

### Réformisme à la chinoise

(Suite de la première page.)

Il s'agit, surtout, toute latitude de choisir leurs collaborateurs, fixer eux-mêmes l'évolution des salaires, la distribution des primes, la répartition du personnel, l'utilisation des finances et des matières premières... Reste, bien sûr, un garde-fou de taille : les « problèmes importants », c'est-à-dire les grandes options allant des importations d'équipements aux questions de personnel, devront être tranchés en comité de gestion, où siègent les représentants du parti, les « apparatchiks » des syndicats et de la Ligne de la jeunesse, ainsi que les élus du personnel. Les politiques pourront toujours susciter un arbitrage de l'Etat si les technocrates abusent.

Liberté surveillée, donc, mais liberté quand même. Le régime se paye même le luxe d'autoriser les entreprises à décider elles-mêmes de la structure de direction — une façon de garantir que le parti, chassé par la porte, ne rentrera pas par la fenêtre sous le déguisement d'un organe de direction imposé aux technocrates.

Cette loi n'est évidemment pas une panacée. C'est une déclaration d'intention, ferme mais incomplète. Avec le renouvellement de la législature, qui devrait permettre aux successeurs de M. Deng Xiaoping de dénouer jusqu'à présent vraiment conservateur, on peut penser qu'elle sera approuvée cette année, lors de la première session de la nouvelle Assemblée nationale populaire, au printemps. Encore restera-t-il au régime à faire passer un projet complémentaire bien plus explosif encore : la loi qui permettra de décréter des faillites d'entreprises déficitaires.

En principe, ce deuxième texte, déjà voté, sera automatiquement promulgué une fois que le Parlement aura adopté la loi-cadre qui vient d'être proposée. Mais on peut s'attendre à d'ultimes grincements de dents, voire à des combats d'arrière-garde, devant une innovation qui remet en cause toute la doctrine de la stabilité de l'emploi.

D'autant que les réformateurs les plus audacieux osent à présent rêver tout haut à l'introduction en Chine de méthodes encore bien plus sacrilèges : les « transferts de droits d'utilisation de la terre », qui ressemblent tant à des actes

de cession du terrain, introduits à titre expérimental à Shenzhen (la « zone économique spéciale » bordant Hongkong) fin 1987, et bientôt à Shanghai ; les expériences diverses en matière de cession des entreprises par leasing ; la création de Bourses d'actions ; la naissance de petites (pas toujours si petites) entreprises familiales privées.

#### Une tendance inéluctable

Des économistes chinois exhortent les autorités à permettre les rachats d'affaires déficitaires par des entreprises concurrentes. En venir là, ont-ils jugé au cours d'un forum récent à Wuhan, en présence d'ambassadeurs du gouvernement, est « une tendance inéluctable » de la réforme. Le ministère de l'Industrie légère a déjà donné son feu vert de principe, et des « bourses aux entreprises » sont à l'étude à Pékin et Shenyang dans le nord-est.

En même temps, la propagande tourne à plein régime pour tenter de rassurer les plus inquiets : ouvriers à qui l'on fait miroiter le stimulant de la responsabilité des entreprises mais que l'on menace aussi de chômage, dans un pays où les indemnités sont virtuellement inexistantes, et membres du Parti, à qui Le Quotidien du peuple vient de rendre un hommage appuyé, en guise de consolation pour les dures heures d'incertitude que les attendent. Ceux-ci — comble de l'angoisse idéologique dans un pays qui a banni le jeu des l'instaurateur du pouvoir communiste — viennent de lire, dans le projet de loi sur les entreprises publiques, que l'on pourra même organiser, sur les lieux du travail « socialiste », des tombolas. Encore une entorse au dogme, celle-là bien commode à l'Etat pour ramasser la monnaie que les Chinois préfèrent consacrer à la consommation plutôt qu'à l'épargne improductive.

Autre pièce rapportée au regard d'une législation économique encore bien insuffisante : une loi en cours de rédaction sur les entreprises fondées en coopération avec des firmes étrangères et sur d'autres formes d'association pouvant aller jusqu'à des formules où la propriété et la gestion des affaires sont entièrement abandonnées aux intérêts étrangers. Là

encore, la consigne est : souplesse et imagination. Un appel au sens des responsabilités, surtout dans les délais de production, le respect des contrats, la qualité, les garanties légales, qui répond aux critiques amères des entreprises étrangères déçues du manque de rentabilité de leurs opérations en Chine.

Ici comme ailleurs dans la réforme, il faudra donc jurer sur pièces. Les autorités reconnaissent qu'une bureaucratie tatillonne et souvent incompétente est l'obstacle principal que doivent surmonter les deux tiers des sociétés mixtes existant déjà (soit deux mille six cents firmes), qui ne font pas de profit. Il faut donc singulièrement améliorer le climat de l'investissement, comme l'Etat M. Gu Mu, il y a quelques jours, devant des économistes étrangers.

#### Un chemin tortueux

La prudence dans toutes ces réformes restera, nul n'en doute, une nécessité absolue. On ne démantèlera pas d'un coup tout l'édifice socialiste. Les craintes actuelles d'un emballement général d'insufflation en sont la preuve. Restriction de crédits, hausses des taux d'intérêt, sont à l'ordre du jour, de peur de voir une production industrielle s'envoler à nouveau, comme il y a trois ans, vers des sommets incontrôlables. Même si, du côté du commerce extérieur en particulier, avec une amélioration inattendue des échanges, certains secteurs importants de l'économie chinoise se portent plutôt bien.

Le chemin sera donc tortueux. Les réformes devront surmonter des obstacles sociaux énormes : la réforme des prix, qui s'impose, mais aussi celle des logements, une question qui pourrait les relations du régime avec les deux cent millions de citoyens, entassés dans des clapnet pour la plupart. Mais, pour la première fois depuis longtemps, on sent, ces jours-ci, une volonté politique claire d'aller de l'avant, sur le long terme. Et tant pis si tout cela n'a plus de socialiste que le nom. Les Chinois, même privilégiés, sont trop jaloux des « dragons » économiques capitalistes d'Asie du Sud-Est pour s'en formaliser.

FRANCIS DERON.

## SOCIAL

Le pilotage des Airbus devant la cour d'appel

### Le droit de grève en question

Le conflit entre les navigants et la direction d'Air Inter était, le 13 janvier, présent dans deux prétoires. A Evry d'abord, où le juge des référés a chargé M. Jean-Pierre Mignot d'une mission de médiation sur l'ensemble du dossier, jusqu'au

18 février. A la cour d'appel de Paris ensuite, près de laquelle la CGT a cherché sans grand succès à faire manifester ses troupes contre deux jugements en référé ayant déclaré « illicites » des préavis de grève des navigants d'Air Inter.

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Pierre Drai, se prononcera le 27 janvier sur l'appel formé par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) contre les jugements rendus en référé le 30 juillet 1987 à Créteil et le 20 novembre 1987 à Bobigny qui déclaraient « illicites » des préavis de grève déposés par les organisations syndicales.

L'objet du litige porte sur la manière dont seront pilotés les Airbus A-320. Par un procès politique, l'appareil est destiné à être confié à deux pilotes mais les syndicats luttent pour le maintien de l'officier mécanicien dans l'équipage. Aussi, les préavis de grève avaient été déposés devant le refus de la direction d'admettre la mise en place d'une période d'expérimentation de « pilotage à trois » de l'A-320. Les deux jugements avaient décidé, l'un la suspension des préavis en se

basant sur une « manière abusive » dans l'exercice du droit de grève, l'autre sur le « caractère déraisonnable » de la revendication.

Ces décisions ont changé l'aspect du conflit et, mercredi 13 janvier, devant la cour d'appel remplie de personnels navigants en uniforme et de syndicalistes, c'est d'abord une question de principe qui était posée : « Il s'agit de l'interdiction de l'exercice d'une liberté », a plaidé M. Roland Rappaport, conseil du SNPL et du SNOMAC, en relevant que la limitation du droit de grève ne pouvait être prévue que par une loi. « C'est un procès politique, car ses conséquences risquent de menacer l'équilibre fragile mais réel qui existe dans les relations professionnelles dans ce pays », a soutenu M. Tiennot Grumbach pour la CFDT.

Sans cacher que ce syndicat se partageait pas les revendications des pilotes, l'avocat s'est interrogé sur « l'insécurité judiciaire des grévistes ». Les mêmes arguments ont

été développés par les conseils de FO et de la CGT, et M. Michel Henry a demandé qu'on lui précise « le standard du gréviste raisonnable » et si le juge des référés devait être « un arbitre qui siffle la fin du chahut social ».

A l'inverse, pour l'avocat général Gérard Lupi, le droit de grève n'est pas un droit absolu dont l'exercice ne pourrait être soumis au juge des référés. Pour demander à la cour de confirmer les jugements, le magistrat s'est appuyé sur un arrêt rendu par la Cour de cassation, le 4 juillet 1986, dans des conditions similaires et qui précise qu'un juge « a la possibilité d'apprécier si la grève n'entraîne pas un trouble manifestement illicite ».

Auparavant, la direction d'Air Inter, représentée par M. Pierre Benichou, avait soutenu la même thèse et s'était montrée catégorique : « La revendication du pilotage à trois ne pourra jamais être satisfaite ».

MAURICE PEYROT.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Le 7% 1973 est mort... vive Aurécic !

**Aurécic**  
La Sicav Or

- Une Sicav ayant fait ses preuves : 1<sup>re</sup> Sicav-actions au classement Paribas en 1987.
- Une gestion dynamique de valeurs mobilières rattachées à l'or.

A l'occasion du remboursement du 7% 1973, exonération des droits d'entrée du 16 janvier au 15 février 1988.

**GROUPE CIC**

## TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

Le 13 Janvier 1988

Madame, Monsieur, Cher Actionnaire,

Pour renforcer son bilan et financer son expansion, TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES a réalisé en juin 1986 une augmentation de capital. Aux actions émises étaient adjoints des bons de souscription d'actions qui donnaient à leurs détenteurs l'option de souscrire, moyennant deux bons, une action nouvelle au prix d'exercice de 410 F.

Des bons identiques étaient remis gratuitement aux actionnaires existants à raison d'un bon pour cinq actions détenues, afin de leur permettre d'être associés au développement escompté de la Compagnie.

Il s'agissait à l'époque d'un pari raisonnable : l'action totale environ 360 F (ex coupon). En fixant le prix d'exercice à 410 F, votre Conseil anticipait une croissance du cours de l'ordre de 15 % sur la période de validité des bons, soit 18 mois.

Dans un premier temps d'ailleurs, l'évolution du cours de l'action TOTAL CFP a fait plus que répondre à cette attente, puisqu'il dépassait rapidement le seuil des 500 F dès la fin avril et culminait à plus de 550 F en mai 1987.

L'investissement général des bourses de valeurs qui s'est produit en milieu d'année 1987 n'a pas épargné l'action TOTAL CFP, qui revenait début octobre à un niveau voisin du prix d'exercice. A ce niveau, l'exercice du BSA demeurait envisageable. Toutefois, à partir du 19 octobre, l'effondrement des marchés, survenu dans le contexte international que vous connaissez, a réduit à néant les possibilités d'exercice des bons, en faisant descendre le cours de l'action TOTAL CFP nettement en-dessous du prix d'exercice.

Un moment envisagée, la prolongation de la durée d'exercice du bon au-delà du 31.12.1987 n'a pu être retenue. Ainsi que vous le savez, la Commission des Opérations de Bourse a d'ailleurs estimé que de telles prolongations n'étaient pas souhaitables.

Parmi vous, nombreux sont ceux que cette situation a déçus, particulièrement parmi les actionnaires qui depuis de nombreuses années ont fait confiance à TOTAL. Qu'ils sachent que je comprends leur désappointement et que je regrette moi aussi que par suite de circonstances exceptionnelles et totalement extérieures à la Compagnie l'opération lancée en juin 1986 n'ait pu aboutir.

En dépit des incertitudes de toutes sortes qui affectent l'environnement international, 1988 s'ouvre pour le Groupe TOTAL sur des perspectives qui augurent bien de son développement. En témoigne notamment le fait que le Groupe, après avoir traversé au cours de ces deux dernières années trois crises majeures (contre-choc pétrolier de 1986, crise financière de 1987, repli du dollar sur l'ensemble de la période), dispose en ce début d'année 1988 d'une capacité financière intacte et d'un bilan robuste. Sur un autre plan, le Groupe a mené à bien la mise en production du champ d'Alwyn en mer du Nord, dans des conditions qui représentent, technologiquement et financièrement, une grande réussite. De telles performances justifient la confiance placée dans l'avenir du Groupe.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, Cher Actionnaire, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Francis-Xavier ORTOU  
Président-Directeur Général

هكذا من الاجل







## BOURSE DU 13 JANVIER

Comptant

(collection)

SICAV

(collection)

13/1

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Evolution	Rechat	VALEURS	Evolution	Rechat	VALEURS	Evolution	Rechat
<b>Obligations</b>			Comptant (M)	176	178	Lozani	500	505	Stael	767	849	682 33	Franc-Helv	862 78	867 05	Offici	1040 48
Exp. 75 9273	8802	123 80	Capital	114	110	Lozani (M)	1035	1035	Talagier	1381	1381	177 75	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton (M)	1510	1510	Chamboury (M)	182	182	Lozani	360 28	360 28	Talagier	276	276	276	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
8,20 % 75/95	350	350	C.I. Membre	679	679	Lozani	115	112	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
8,20 % 75/94	101 80	101 80	Chamboury (M)	351	351	Lozani	303 20	303 20	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
12,25 % 80/90	104 80	104 80	Chamboury (M)	486	486	Lozani	340 40	340 40	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
10,20 % 82/90	111 80	111 80	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
10 % 80/82	113 40	113 40	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
14,80 % 84/86	112 71	112 71	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
12,25 % 84/86	113 90	113 90	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
11,50 % 84/86	108 80	108 80	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
10,20 % 84/86	100	100	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
ONT 12,75 % 83	1018	1018	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
ONT 10,50 % 2000	86 30	6 328	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
ONT 8,50 % 1987	100 20	0 980	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
ONT 8,20 % 1988	86 45	0 780	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Ch. France 31 %	140		Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
CHS Bourse Ind. 82	101 80	0 308	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
CHS Prolong.	100 20	0 308	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
CHS 5 % 80/82	100 20	0 308	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
CHS 10,50 % 81/83	100 20	0 308	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
CHS 10,50 % 81/83	100 20	0 308	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Micrologie 6,75 8/7	71 80	7 110	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
<b>VALEURS</b>			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Evolution <td>Rechat</td> <td>VALEURS</td> <td>Evolution<td>Rechat</td><td>VALEURS</td><td>Evolution<td>Rechat</td></td></td>	Rechat	VALEURS	Evolution <td>Rechat</td> <td>VALEURS</td> <td>Evolution<td>Rechat</td></td>	Rechat	VALEURS	Evolution <td>Rechat</td>	Rechat	

<b>Actions</b>			Comptant (M)	176	178	Lozani	500	505	Stael	767	849	682 33	Franc-Helv	862 78	867 05	Offici	1040 48
Acton (M)	1510	1510	Capital	114	110	Lozani (M)	1035	1035	Talagier	1381	1381	177 75	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
A.E.F. (St. Can.)	428	428	Chamboury (M)	182	182	Lozani	360 28	360 28	Talagier	276	276	276	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Agfina	850	850	C.I. Membre	679	679	Lozani	115	112	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	350	350	Chamboury (M)	351	351	Lozani	303 20	303 20	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	180 80	180 80	Chamboury (M)	486	486	Lozani	340 40	340 40	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	484	484	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	171	171	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	360 28	360 28	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	236	236	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	195	195	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	576	576	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	214	214	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	776	776	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	130	134	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	800	874	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	738	730	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	128	123 80	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	225 80	197 70	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	430	420	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
Acton	1980	1550	Chamboury (M)	320	320	Lozani	357	357	Talagier	212	212	212	Franc-Associat.	1380 94	1380 94	Officiant	480 65
<b>VALEURS</b>			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Evolution <td>Rechat</td> <td>VALEURS</td> <td>Evolution<td>Rechat</td><td>VALEURS</td><td>Evolution<td>Rechat</td></td></td>	Rechat	VALEURS	Evolution <td>Rechat</td> <td>VALEURS</td> <td>Evolution<td>Rechat</td></td>	Rechat	VALEURS	Evolution <td>Rechat</td>	Rechat	

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLET	MONNAIE	COURS	COURS
	13/1	13/1	Achat	DES DEVISES	13/1	13/1
Acton (M)	8 827	6 482	5 230	5 720	85 750	85 150
Acton	237 600	8 874	322 500	347 500	85 750	85 150
Acton	16 136	36 337	16 800	16 800	85 750	85 150
Acton	300 420	300 470	291	310	85 750	85 150
Acton	87 850	87 850	87 850	87 850	85 750	85 150
Acton	87 850	87 850	87 850	87 850	85 750	85 150
Acton	10 050	10 071	9 750	10 400	85 750	85 150
Acton	4 236	4 228	3 500	4 400	85 750	85 150
Acton	4 681	4 681	4 300	4 600	85 750	85 150
Acton	43 680	414 280	461 580	424	85 750	85 150
Acton	32 880	32 880	32 880	32 880	85 750	85 150
Acton	47 498	48 500	48 500	48 500	85 750	85 150
Acton	4 854	4 854	4 854	4 854	85 750	85 150
Acton	4 110	3 500	4 400	4 400	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 285	85 750	85 150
Acton	4 285	4 285	4 285	4 28		

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



